### Une nouvelle défense de l'Europe

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14718 - 6 F

DANS trois ans, le « pay-sage » militaire européen aura sensiblement évolué. Le sommet france-ellemand de La Rochelle vient, à sa façon, d'en porter témoignage. En principe, ce qu'il reste da l'encienne ermée ouge sur le sol de l'ex-Allemagne de l'Est aura dû s'en retirer à la fin de 1994, au plus tard, A cette époque, il pourrait demeurer en Europe quelque cent cinquente mille soldats américains, c'est-àfire deux fois moins qu'aujourd'hui. Un en après, la corps euro-péen sera opérationnel, à partir des éléments français et ellemands qui sont prévus aujourd'hui et euxquels des contingents belges, luxembourgeois et peutêtre espagnole pourraient a'être ralliés entre-temps.

En France, nui ne spécule sur le départ des Gi, et on est même plutôt partisan – comme en l'est eussi en Allemagne – d'une pré-sence significative de l'ermée aine en Europe.

E corps européen a pour L'conséquence indirecte de donner un cadre politique et juridique à la présence de la 1º divi-sion blindée française outre-Rhin. Ce qui était souhaité par les Alle-mands eux-mêmes. L'accord de La Rochelle nuvre la voie à une réciproque, en permettant à le Bundeswehr de disposer, dans un premier temps, d'éléments d'étatmajor en France. On assistera moine à quelques eménagements dans les lieux de garnison etenus, le corps européen devant upérer des casemements plus les deux autres divisions blindées françaises qui rentrent en France.

En attendant, l'évolution de la coopération militaire franco-ellemande va reposer le problème des miseinne de la dissueeinn nucléaire française. Les Allemands ont évité de mettre un tel sujet sur la place publique. Pourtant, la création du corps européen est symbolique d'un glissement – qui a discrètement commencé avant elle - de la doctrine française en la matière. Longtemps, les forces françaises en Allemagne étaient en quelque sorte protégées à dis-tance par une couverture nucléaire dont les pièces maîtreses, basées en France, participaient, le cas échéant, à la manœuvre de l'ensemble du dispositif. Il n'y avait pas, en théorie, de « découplage» entre les forces classiques et leur éventuelle protection dia-suasive assurée par dea « vec-

AUJOURD'HUI, le concept français évolue. D'une part, la France accepte la perspective de ces unités multinationales euxquelles alle était jadis hostila. D'eutre part, la notion même de dissuasion change. Les missilaa Pluton disparaîtront l'an prochain. Les Hadès, qui devaient leur suc-Les Hades, qui tevalent leur suc-céder, ne seront pas déployés et ils sont réduits au minimum. On est allé jusqu'à réunir sous un même commandement – détaché des états-majors responsables de la conduite de la manœuvre terrestre - les quelques moyana qui restent au sein de la panoplie de dissussion.

de dissussion.

Ce « découplage » entre les forces classiques et l'arsanal nucléaire, en France, a commencé de s'inscrire dans les faits il y e deux ou trois ans. Cette évolution pourrait expliquer, aussi, le fait que le chef de l'Etat français a, de lui-même, évoqué le jour où, sous une forme encors à imaginer, il sera possible de dorarer une vocation européenne à la disuasion.

Lire page 3 l'article d'HENRI DE BRESSON et CLAIRE TRÉAN sur le sommet de La Rochelle



# Mise en garde américaine à la Serbie

M. James Baker évoque la possibilité

Baker, a évoqué, vendredi 22 mai, lors d'une visite à Londres, la possibilité d'une éventuelle intervention militaire du « monde civilisé » pour mettre fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine si les moyens de pression politiques, diplomatiques et économiques sur la Serbie échouaient. Aux côtés de la Croatie et de la Slovénie, la

WASHINGTON

de notre correspondant

Les propos de M. James Baker évoquant, vendredi 22 mai, une éventuelle possibilité d'intervention militaire - en dernier recours - dens le conflit en Bosnie-Herzégovine constituent un incontestable changement de tnn de la part des Etats-Unis, même s'ils ont été formulés avec une extrême prudence par le secrétaire d'Etat. A en croire un haut fonctionnaire accompagnant le secrétaire d'Etat, et cité par la

presse eméricaine de samedi. M. Baker n'envisageait pas une ection eméricaine meis plutôt une ectinn européenne nn internotionale. C'est néanmoins nne évolution qui traduit une exaspératinn croissante de l'administration Bush devant le comportement de l'armée ex-yougoslave et des milices serbes, accusées à Washington d'être à l'arigine d'un véritable « cauchemar huma-

Au début de la semaine encore, interrogée sur l'éventualité d'une action militaire, ne serait-ce que

### Inquiétudes à Budapest

Pour éviter de désastreux dérapages en Europe centrale, la Hongrie se tient résolument éloignée des conflits interethniques dens l'ex-Yougosia-

Lire page 4 l'article de notre envoyé spécial, JACQUES AMALRIC

## en quête d'alliés

Réunis en comité directeur, les socielistes définiesent leur etratégie à l'égerd des écologistes.

> Lire page 7 l'erticle de PATRICK JARREAU

#### Loin des capitales

Lee braises mal éteintes d'Ayodhya (Inde). Lire page 5 l'article

de JEAN-CLAUDE BUHRER

#### HEURES LOCALES Adieux aux armes

Un exemple des conaéquencee que peut avnir la réorganisation et le regroupement des armées : dans le département de l'Aisne, plusieurs communes voient leur evenir en noir eprès l'ennnnee du départ des mili-

#### Lire page 9 le reportage de MARTINE VALO

Paris, capitala touristique A Brest, le raesemblement des vailiers de vingtcinq pays = Prévenir la surendettement des communes. par Michel Klopfer . Bordeaux cherche un architecte-

#### M. Lionel Jospin au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Linnel Jnepin, ancien ministre d'Etat, ministre de l'éducation natinnale dans les gouvernements Rocard et Cresson, invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 24 mai da 18 h 30 à 19 h 30.

Le semmaire complet se trouve page 20

d'une action militaire internationale en Bosnie

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Bosnie-Herzégovine a été admise le même jour eux Nations unies. Tandis que la guerre se poursuit à Sarajavo et dans d'autres points de la Bosnie, les représentants de la CEE devaient examiner pendant le week-end à Lisbonne de nouvelles sanctions économiques at politiques contre Belgrade, parmi lesquelles un embargo commercial.

> pour protéger les convnis des missions humanitaires, le porteparole du département d'Etat, M= Margaret Tutwiler, décourageait toute spéculetinn en ce sens : « Où est-il écrit, expliquaitque les Etats-Unis doivent être les gendarmes du monde?» Comme on faisait remarquer à

> Mª Tutwiler que la Bosnie-Herzégnvine, agressée par les Serbes, ne bénéficiait pas de la même sollicitude que le Koweit egressé par l'Irak, elle e répondu : « Le président des Etats-Unis avait estimé que [la défense du Koweit] faisait partie des intérêts de sécurité des Etats-Unis » – sous-entendu, l'enjeu n'est pas le même en Bosnie-Her-zégovine.

**ALAIN FRACHON** Lire la suite et le reportage de FLORENCE HARTMANN an Kosoro, page 4

## Paysans en jachère

Seules résisteront les exploitations performantes

par François Grosrichard

Dans leur colère débordante, les milieux paysans gardent, heureusement, une petite piace pour l'humour. «La situation est grave, mais pas désespérée......», commentait un porte-parole de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agri-

coles) quelques heures à peine aprèe l'accord qui réforme, ou plutôt révolutionne, la politique agricole commune (PAC). Grave parce qu'en faisant substantiellement plonger les

prix garantis, l'Europe e voulu Lire le suite et nos informations page 17



# L'Azerbaidjan entre guerre et democratie

Après l'échec du dernier sursaut communiste et la victoire de l'opposition, le conflit du Karabakh pèse toujours sur l'avenir du pays

BAKOU

de notre envoyé spécial

Les porteurs de kalachnikovs qui protégeaient, en civil ou en battle-dress, tous les accès au Perlement, ont disparu comme par enchantement. Seuls quelques petits groupes de passants discutent encore le enup devant le bâtiment e pris d'assaut» quelques jnurs plus tôt par une ennrme foule de manifestants. On s'occupera plus tard de rem-

témoignages deventage pour effrayer que pour tuer (il y e tout de même eu au moins un mort).

L'incident est clos, l'ex-premier secréteire du Parti communiste, M. Aīaz Moutalibov, e piteusement échoué dans sa tentative de revenir eu pouvoir, et le principal résultat de ce coup de force avnrté a été de révéler la faiblesse, sans doute désormais sans eppel, de la vieille nomenklatura.

placer les vitres étnilées d'im-pacts de balles, tirées seinn divers dre « le difficile chemin de la démocratie », selon le titre d'un quotidien local, mais en traînant, eu bout d'nne longue chaîne d'échecs militaires, cet énorme boulet qu'est le conflit evec l'Ar-

> L'alerte est done passée et l'inquiétude subsiste. Des patrouilles mixtes miliciens-soldats fouillent les voitures ici et là, et le siège du Front populaire - l'ex-opposition - est toujours sévèrement

gardé par des jeunes gens un peu nerveux à l'armement hétéroclite qui laissent tomber des cartouches de leurs poches trop bourrées.

Cette inquiétude n'est pas for-cément injustifiée. Le 15 mai, alors que l'essentiel des sympathisants de Front étaient partis prendre le Parlement, huit hommes masqués ont tente d'attaquer le siège du mouvement.

> JAN KRAUZE Lire la suite page 3

## 1991 **DE L'EST A L'OUEST** LES NOUVEAUX DÉFIS



LE JOURNAL DE L'ANNÉE, ÉDITION 1992 : En un seul volume, tous les événements de l'année 1991. 225<sup>F</sup> en librairie

Larousse Le Monde 12 MOIS D'ACTUALITÉ, 1 AN D'HISTOIRE

## Images d'or

Les compétitions sportives comme Roland-Garros sont de plus en plus liées à la télévision

par Yves Mamou

Le contrat qui lie Antenne 2 et FR 3 à la Fédération française de tennis (de l'ordre de 40 millions de francs pour cent cinquante heures de direct) arrive à expiration cette année. Sera-t-il remouvelé? annee. Sera-t-il renouvelé? Conscient de la faiblesse des moyens financiers du service public, M. Hervé Bourges, PDG d'Antenne 2- FR 3, a lancé, le 13 mai, un appel à la «conscience» des dirigeants des grandes fédérations sportives pour qu'ils ne cèdent pas les droits au seul plus offiant.

Si d'autres critères n'entraient pas en lice (M. Philippe Chatrier, président de la FFT est particuliè-rement sensible au temps total «d'exposition» du tournoi qui lui est offest par la télévision), Roland-Garros pourrait bien être retrans-mis en 1993 par TF 1.

Même chose pour le Tour de France, dont le contrat d'exclusivité avec les chaînes du service public.

expire cette année (au moment où M. Jean-Claude Killy, particulière-ment apre lors de la négociation des droits de retransmission des Jeux d'Albertville dont il a-assuré la coprésidence du Comité d'organisation, prend en main la nouvelle société qui va contrôler le Tour). En 1993, l'arrivée sur les Champs-Elysées pourrait bien être retransmise en direct du journal de 20 heures\_ sur TF i.

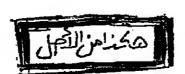
Lire la suite page 8

#### CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaira at abligateire Matières premières Marché international des

Page 19

A L'ETRANGER : Alcine, 4.50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisis, 750 m; Allemagne, 2.50 DM; Authors, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canerta, 2.25 \$ CAN; Antiles/Récolon, 9 F; Côte-d'hoire, 465 F CFA; Damertark, 14 KRD; Espagne, 190 FTA; G.-8., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 Z; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bee, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sánágal, 450 F CFA; Suède, 18 KRS; Suisae, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.



E dimanche de Pentecôte 1792, le manoir de La Rouërie brilla tard de toutes ses chandelles. Blotti dans les bocages de Saint-Ouen, près de Fougères, marche de Bretagne aux confins de la Normandie et du Maine, il avait test test le jour le théste present

été tout le jour le théâtre d'une agi-tation intense. Paysans et gentils-hommes affluaient de toute la contrée. Pour franchir les chicanes

des chemins creux, il fallait montrer

patte hlanche: deux lignes manus-crites: « Toute confiance et secours au porteur de ce billet de la part des amis d'Armand.» On avala force cochonnailles et bolées de cidde.

Dans la grande salle pavoisée de drapeaux blancs fleurdelisés trônait

La ouit tombée, parut le seigneuri du lieu, Armand Tuffin, marquis de La Rouërie, «élégant de taille et de manières, brave de mine, charmant de visage» (Chateaubriand). Après

lecture des pouvoirs qu'il détenait des fières émigrés du roi invitant les adversaires de la Révolution à se

mettre sous ses ordres plutôt que d'émigrer, il prit la parole :

«Bretons et concitoyens des diffè-rentes provinces que la religion et l'honneur rassemblent ici, il n'est pas

ma fortune et de ma vie. Jurons tous de nous dévouer sans réserve à une si noble cause. » Uo «Nous le jurons»

onanime salua ces paroles. La chouannerie vecait de caître, conclut Lecotre eo rapportant la

A quarante-deux ans, La Rouërie

a un passé aventureux. Plus connu autonrd'hui en Amérique qu'eo

de Washington

ne comptant pas ses succès féminis, il se consacra, selon l'usage, au métier des armes. A dix-sept ans, il

fut appelé à Paris par un oncie for-

Avant blessé en duel un cousin du

sa hravoure eurent vite fait du «colonel Armand» un héros popu-

Il revint en France un des derniers, en 1783. Il ramenait des déco-

l'armée du roi, les promotinns étaient faites et ses services améri-

cains ne seront même pas reconnus.

Décu, il se retira dans le château familial et épousa une riche héritière

qui mourut trois mois plus tard. Ce premier drame le mit eo relation avec le médecin d'un bourg voisin.

Valentin Chèvetel, qui va jouer un

grand rôle dans sa vie et qu'il fit amener à Paris, à la maisoo du comte de Provence, futur Louis XVIII.

Armand n'était cepeodant pas

inconsolable. Une cousine, Thérèse de Moëllien, dont la beauté « confondait » le jeune Chateau-

briand, vint le rejoindre et ne le quittera plus. Et, très vite, la politi-

A l'approche des Etats généraux, la Bretagne fermente. En 1788, un

train de réformes (dont le vice le plus grave était d'êlre octroyées) soulève uo tollé au parlement de Bretagne et provoque des émeutes à

Rennes. Prenant la tête d'une délégation qui part exposer à Versailles les remontrances de la noblesse bre-tonne. Armand est « embastillé » le

que va les accaparer.

du président des Etats-Unis).

France, soo personnage tragique et

un buste de Louis XVI.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15. RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : [1] 40-65-25-25 Télécopieur : [1] 40-68-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94552 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1] 40-65-25-25 Télécopieur: (1) 49-80-30-10 Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des tecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Michel Cros, directeur general Philippe Dupuis, directeur 15-17, rue der Colonel-Pierre-Avia 75902 PARIS CEDEX 15 Tel : (1) 46-62-72-72 Telex MONDPUB 634 128 F Teleiz: 46-62-93-73 - Société fifale la SARI, le Monde et de Médias et Réjes Europe SA

Reproduction interdite de tota article, said accord avec l'administration nmission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms e Index du Monde au (1) 40-65-29-33 TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

**ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMR, PAYS-BAS	AUTRES PAYS TORE HOTERAGE CER
3 mais	460 F	572 F	790 F
6 mais	890 F	1 123 F	t 560 F
t =====	1 620 F	2 006 F	2 960 1

**ÉTRANGER:** par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'accès ABO Changements d'adresse définițifs ou proviseiras: nos abonnés sont invités à formuter leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

**DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois 1 an

Prénom: Adresse : .

Nom:

Code postal : \_\_ Localité : \_ Pays: \_\_

Veuille: avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprunerie PP. Pada RP

Le Monde

Edité per le SAFIL Le Monde Comité de direction : Jacques Lescume : gérent directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédection Jacques Guiu

Rédacteurs en chef : Jeen-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Vves Agnès Jacques Amairle Thomas Ferenczi Philippe Herreman ques-François Sim

**Daniel Vernet** 

Anciens directeurs Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a deux cents ans

## Le début de la chouannerie



Portrait de Charles Armand Tuffin, marquis de La Rouèrie. par Charles (Société historique de Pennsylvanie-Philadelphia).

à jouer.

l'honneur rassemblent ici, il n'est pas un de nous que les crimes de la Révolution n'aient pénétré d'horreur (...). En rendant à l'Eglise ses véritables pasteurs, en protégeant l'influence et la dignité de votre culte, en protégeant les individus et les pro-priètés contre tous les genres de bri-gandage, vous hâteres le retour de la Constitution bretonne (...). Je pro-mets à mon Dieu, à ma patrie et à mon roi de les servir aux dépens de ma fortune et de ma vie. Jurons tous 4 juillet! Libéré un mois plus tard, est fêté en béros dans soo pays natal, mais il s'enfonce dans ses contradictions : soo tempérament entier, ses convictions libérales, son attachement à sa classe et au particularisme breton; comble de malnce, la noblesse bretonne décide de boycotter les Etats généraux, où La Rouërie avait d'évidence son rôle

rocambolesque, aussi courageux et désintéressé que malchanceux, a pourtant inspiré Nerval, Hugo, Balzac, comme le cinéaste Bertrand Tavernier (Que la fête commence). Les débuts de la Révolution, la Nuit du. 4 août 1789 qui, avec les privilèses, abolit les franchises que le traité d'union à la France réservait à la Bretagne, et, en juillet 1790, la constitution civile du clergé créent constitution civile du clergé créent l'irréparable aux yeux des populations catholiques de l'Ouest. Voilà La Rouërie engagé dans les conspirations et les causes perdues. Dans les châteaux, on complote. Au printemps 1791, s'est constituée une association monarchiste qui envoie La Rouërie (avec Thérèse) rencontrer le comte d'Artois (futur Charles X, déjà émigré) à Ulm. Il en reçoit l'assnrance écrite de son « agrément sous le bon plaisir et l'intention présumée de Sn Majesté » (Lonis XVI, toujours sur le trône), mais pas d'argent. Il faudra, en sep-Héritier d'une riche et noble famille, aussi bon cavalier que bon danseur, parlant anglais et allemand. tune, célibataire et bon vivant, qui poussa la générosité jusqu'à s'effacer, après des péripéties mélodramatiques (un moment, Armand se retira à la Trappe), lorsque son neveu tomba amoureux de sa maîtresse, la Beaumesnil, étoile de l'Opéra. Ils eurent un fils, qu'Armand reconnut. mais pas d'argent. Il faudra, en sep-tembre, qu'Armand envoie son cousin Gervais Tuffin en mission à Coblence auprès du comte de Pro-vence pour ramener 15 000 livres en bons de caisse. Ayant blessé en duel un cousin du roi, il se réfugia à Genève, puis, au printemps 1777, partir pour l'Amérique. Comme toute la jeunesse éclairée, La Rouërie s'enivrait du vent de liberté qui s'élevait des rangs des «insurgents». Il les rejoignit – à la nage! son bateau ayant été coulé en

#### Le rôle de Danton

vue des côtes - un des premiers, avant La Fayerte. Il leva, à ses frais, une lègion indépendante. Sun dévouement, son désintéressement, Partis via l'Angleterre, les émissaires reviennent directement par Paris et vont voir l'ami Chèvetel, qui a parcouru un chemin politique inverse. Lancé dans la vie parisienne, amant d'une actrice de la Comédie-Française, Mª Fleury, il habite le quartier des idées avancées, Saint-Germain-des-Prés, où il s'est lié à Danton, Marat, Desmoulins, entre autres vedettes du moment. laire et un grand ami de Washington (c'est à lui que Chateaubriand demandera une introduction auprès Armand et Gervais se confient à lui rations, des dettes, un singe et un ami fidèle jusque dans la mort, le commandant Schafner. Mais dans (Gervais aura même recours à lui pour changer ses bons de caisse en numéraire). Rien oe prouve que Chèvetel ait, des lors, trahi leur confiance, mais il agira désormais en virtuose du double jeu.

> Cependant, la conjuration prend corps. Son objet est de contribuer « par les moyens les plus doux au retour de la monarchie, au sahit de la province, celui des propriétés et de l'honneur breton » sans remettre en cause l'abolition des trois ordres. Une hiérarchie parallèle est mise en place, avec un conseil dans chaque chef-lieu de département, des délégués dans les grandes villes, des commissaires à la propagande, an recrutement, aux finances. Des armes arrivent via Jersey, à portée du moindre batean de pêche. Les conjurés out bientôt six mille six cents fusils, de la poudre et quatre canons. Les recrues ne manquent

l'est, l'Ouest se soulèvera. De fait, la France déclare la guerre à l'Autriche le 20 avril 1792. C'est alors que La Ronèrie coovoque pour le dimanche de Pentecôte, le 27 mai, en son château de Saint-Ouen, tous les cadres de la conjuration. Une telle affluence ne passa pas inaper-çue, et c'est miracle qu'elle ait échappé à un coup de filet. Mais ce n'est que le mardi que cinq cent sent le château. La Rouërie et tous les conjurés se sont envolés. La «conjugation hretopne», groupe-ment d'opposition quesi public, est devenue un mouvement clandestin qui gagnera tout l'onest de la France, et dont la Révolution ne viendra jamais à bout. Napoléon le guillotinera le dernier chouan, Cadoudal, en 1804.

Pour l'heure, le premier chouan, La Ronerie, cavale de cachette en cachette. Il se trouve en Mayenne quand il entend parler d'un certain Jean Cottereau, chef d'une bande de faux saulniers (contrebandiers du sel), connu sous le surnom de Jean Chouan, le hululement du chathuant lui servant de cri de rallie-ment. Illégalité pour illégalité, La Rouërie le gagne au mouvement monarchiste, et c'est Jean Chouan qui, lui, laissera son surnom dans l'Histoire.

Chèvetel, de son côté, ne perd pas son temps. Il rencontre La Rouërie et ses amis à leur nouvelle base, La Fosse-Hingant, malouinière de Desilles, trésorier de l'organisation, entre Saint-Malo et Cancale, et le médecin rapporte à Danton ce qu'il

apprend. Entend-il démasquer les conjurés ou, comme il le prétendra, récoocilier des Français de bonne volonté? Dantoo lui aurait remis pour La Rouërie un billet déclarant : «Il faut sauver le Trône constitution-nel et l'intégrité du territoire (...). traiter en mon nom.»

En tout cas, La Rouërie repousse ses avancés, mais "his garde sa confiance et l'envoie même négocier" une cargaison d'armes à Jersey Survieot, le 20 septembre, un événement qui bouleverse le paysage politique : Valmy. L'invasioo est bloquée; la République, proclamée le lez lemain, pourra respirer. Du même coup, Danton n'a plus d'intérêt pour des factieux dont la stratégie s'est effoodrée. Sculs Armand et Thérèse croient encore à la possibilité d'un soulèvement. Et La Rouërie reprend son etrance.

#### Exhumé et décapité

Le 12 janvier 1793, il se présente au château de La Guyomarais, près de Lamballe, par une nuit glaciale. Armand et le domestique qui l'accompagne sont malades. On les soigne. Mais le 27 janvier tombe sous les yeux d'Armand un journal qu'on lui dissimulait et qui annonce l'exécution de Louis XVI. La Rouërie s'évanouit et mourra le suriende-main. On l'enterre dans un bois.

Chèvetel, pendant ce temps, a cootinué son double jeu. Dès l'au-tomne 1792, il a été renvoyé en Bretagne accompagné d'un certain Lalligand qui, sur les indications du médecin, se chargera des arrestations. Chèvetel retourne à La Fosse-Hingant et pousse le zèle jusqu'à se faire envoyer en mission à Londres et Liège, auprès de l'ancien ministre Calonne et du comte d'Artois. Il est de retour à Paris, en train de rédiger son rapport, quand un message de Thérèse l'appelle pour soigner son ami. A La Fosse-Hingant, il n'aura ancun mal à connaître en détail la fin de La Rouërie. Sous les ordres de Lalligand, gendarmes et gardes de Lalligand, gendarmes et gardes nationaux encercleot aussitöt La Guyomarais. Quelques bouteilles délient les langues. La Rouërie est exhumé, décapité, et Lalligand fait rouler sa tête aux pieds de la famille La Guyomarais. Elle sera exhibée an bout d'une pique. Même opération à La Fosse-Hingant. Chèvetel est tousurs la et sera intercons pour d'onjours là et sera interrogé pour don-ner le change. Des fonds, de l'argen-terie, des documents seront saisis, mais la liste des chefs de section échappe aux recherches. Les Desilles sont arrêtés, mais le père est absent. Thérèse de Moëllien et quelques autres seront arrêtés peu après.

Vingt accusés comparaissent le Vingt accusés comparaissent le 4 juio à Paris devant le tribunal révolutionnaire, dont ce sera le premier grand procès collectif. Le 18 juin, douze sont condamnés à mort, dont trois femmes: Thérèse de Moëllien, Mª de La Guyomarais et Angélique de La Fauchais, la plus jeune des filles Desilles, accusée par erreur d'avoir, subvectionné la erreur d'avoir subventionné la conjuration à la place d'oce belle-sour qu'elle ne dénoncera pas. Tous seront exécutés le jour même, en douze minutes. « Comme elle avait une belle peau! Comme elle avait les cuisses blanches», rapporte Lenotre, pourtant peu friand de ce genre de détail, citant une femme qui regar-dait les jambes de Thérèse pendre de la charrette. Deux condamnés à la déportation seront guillotinés l'an-née auivante à la suite de la révolte des prisons. Les deux autres filles Desilles et les jeunes fils La Guyo-marais seront acquittés.

Mais l'un d'eux, Amaury, ainsi que le fils naturel d'Armand, le cou-sin Gervais Tuffin, Schafner, Jean Chouan entre autres, tomberont dans les rangs des chouans et Ven-déens. Le père Desilles mourra de chagrin à Jersey. Lalligand même sera guillotiné pour malversations. Seul Chèvetel survivra à la tourmente. Il régularisera sa liaison avec Me Fleury, s'installera médecia à Orly, dont il sera nommé maire à l'apogée de l'Empire, en 1811. Il le restera sous les deux Restaurations, les Cent Jours, la monarchie de Juillet et mourra, en 1835, honoré de

#### MAURICE DELARUE

Lire notamment les ouvrages de Lenotre (1898, réédité chez Perrin) et Christian Bazin (1990, Perrin) sous le même titre : le Marquis de La Rouërie.



9.225 CA. 1

2 2-7974 - 1 P

granding and the

THE STATE OF 100 mai 1 224 ental familia e e

enter a la martina de

ggi it dans a

State of the con-

gar sagarab e i

-main time was the

E 4 3111 . 1 1

martine is a

TO BE 1 2 TO THE

and the test

milk his cur

C. Attention of the

. es 1818 e

arbaidjan entre re et démocratie

# chouannerie



je i nasta i na

the Francisco

/fe

Markey Comment

dr. A ....

and a

be a secretary

#### à se joindre au corps d'armée franco-allemand Le sommet franco-ellemend de La Rochelle s'est achevé vendredi 22 mai evec, comme prévu, la publication d'une déclaration aur la créetion du corps de défense franco-allemend. MM. Mitterrand et Kohl souhaitent que d'eutres pays, tels que le Belgique, le Luxembourg et l'Espagne, se joignent rapidement à cette unité. Se mise en place progressive commencere avec l'instellation, en juillet, à Strasbourg, des premiers éléments d'état-mejor. Plusieurs eutres textes ont égelement été rendus publics, portant notamment sur le coopération en metièra de trains à grande vitesse, le recherche urbanistique et l'élergissement ·= ::., de la Communauté européenne. Avant de repartir, le président Mitterrand et le chanceller Kohl ont posé la première pierre de le future université de La Rochelle,

LA ROCHELLE

l'un des premiers établisse-

ments prévus dans le cadre du

plan Université 2000. Puis ils se

sont offert un déjeuner privé à

l'île de Rē.

de nos envoyés spéciaux

La déclaration sur la création du corps franco-aliemand affirme sans embiguité l'objectif de « doter l'unian européenne d'une capacité militaire propre», indique que « la disponibilité apérationnelle du corps, au moins pour les unités françaises et ollemandes, est prévue pour le le octobre 1995 » et insiste sur sa « vocation européenne ». « L'important est que oette force devienne plus encare multinationale au cours des mois qui viennent », a déclaré M. François Mitterrand en présentant les résultats de ses discussions

le conférence de presse de elôture du sommet. Le chef de l'Etat a cité, du sommet. Le cher de l'ellat a cité, parmi les pays intéressés à rejoindre rapidement ce projet, la Belgique, le Luxembourg et l'Espagne. Le chancelier Kobl a parlé à ce propos d'une « évolution très importante ». Il a une nouvelle fois cherebé à calmer les appréhensions suscitées aux Etats-Unis, soulignant que « personne ne doit avoir peur ».

« Nous foisons ce que beaucoup d'Américains demandent aux Euro-péens depuis quarante ans, de pren-dre plus de part à leur défense», a déclaré le chanceller. Réaffirmant l'importance de l'Alliance atlantique pour la sécurité européenne, il s'est prononcé une nouvelle fois pour le maintien sur le continent de troupes américaines en nombre suffroupes americaines en nombre suf-fisant pour que leur présence ait aune réelle efficacité ». Le chance-lier a également rappelé que l'Alle-magne, dont la marge de manœuvre militaire est aujourd'bui étroite-ment limitée par sa Constitution, doit, dans les prochaines années, mener des discussions sur les modirications à y epporter. Il lui faut s'babituer, a-t-il estimé, à assumer « pas à pas » ses « nouvelles respon-sabilités ». « Pour cerains, e'est difficile à admettre, mais on n'y échappe pas», a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'emploi du corns d'armée dans un conflit comme celui de la Yougoslavie, M. Mitterrand a estimé que « si ce corps avait existé, on aurait pu en examiner l'utilisation. Il y aurait certainement eu mauère à l'emplayer ». «L'organisation à laquelle nous tra-vaillons pour donner à le Commu-naute des structures réelles, a également déclaré le chef de l'État, devrait permettre, dans l'ovenir, de limiter les effets de ces guerres civiles qui deviennent peu à peu des guerres étrangères qui se déroulent en ce moment en Yougoslave, et il risque de s'en dérouler ailleurs.»

La déclaration ne-mentionne pasexpressement la ville de Strasbourg comme siège de l'état-major du corps, franco-allemand. Le maire, socialiste de la capitale alsacienne,

fait valoir ce que lui coûte ce pro-jet, qui se heurterait à certaines réticences locales, mais le chancelier Kohl a été catégorique sur le choix de Strasbourg. Le président Mitter-rand l'a présenté lui aussi comme

MM. Mitterrand et Kohl invitent d'autres pays de la CEE

#### Le TGV Est européen

L'autre grand projet à l'ordre du jour des discussions de La Rochelle était celui des liaisons ferroviaires à grande vitesse en Europe (le Monde du 23 mai). Compte tenu de l'enjeu stratégique pour l'intégration de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, et des intégrations en course des intégrations proposes. des intérêts industriels en cause, e'est probablement un des grands sujets pour les années à venir. Les deux ministres concernés, MM Jean-Louis Bianco et Günther Krause, ont signé pour le moment un accord concernant la liaison entre le futur TGV qui desservira l'est de la France et le réseau alle-

«Ce projet a une dimension stratégique européenne. En amorçant la réalisation de deux grands axes européens à grande vitesse de Paris à l'Autriche et à lo Hungrie par Munich, et de Paris à Moscou par Francfart et Berlin, c'est un pas important de la construction de la nouvelle Europe», souligne le texte. Ce conveau réseau s'ajoutera à celui du TGV Nurd en cours de réalisation entre la Grande-Bre-tagne, la France, le Benelux, et vers l'Allemagne du Nord. Il suppose encore des oégociations compliquées sur les financements à prévoir et l'barmonisatinn des matériels ferroviaires co attendant une éventuelle coopération industrielle qui s'est, jusqu'à présent, heurtée aux lobbies nationaux.

Dans la délégation française, oo notait avec satisfaction vendredi le dynamisme manifesté par le chancelier Kohl sur toutes ces questions, en dépit des difficultés rencontrèes par l'Allemagne avec les suites de sa réunificatioo. Le chancelier a d'alle-leurs estimé, au cours de la confédissement de la Communauté euro péenne au mnment où d'antres demandent à rejoindre ses rangs.

ÉTRANGER

La fin du sommet de La Rochelle

Dans un texte séparé sur l'élar-gissement, MM. Français Mitterrand et Helmut Kohl se sont pro-noncés pour l'ouvertnre rapide de négociations avec les pays de l'Associatioa européenne de libre-échange, notamment les premiers à en nvoir manifesté le souhait, l'Autriche, la Suède, la Finlande. Mais ils soulignent aussi, comme l'a exprimé M. Mitterrand, que ces candidats à l'adhésion « devront accepter à l'avance l'ensemble du contenu du traité de Maastricht ». Cela inelut notamment l'objectif d'une politique étrangère et. à terme, d'une défense commune, ce qui ne sera pas forcément très facile pour tout le monde.

Les deux responsables ont égale-ment examiné, notamment, lors de leur tête-à-tête, l'état d'avancement des procédures de ratification du traité en France, en Allemagne, mais aussi dans les autres pays de la Communauté. A la veille du référendum organisé au Danemark, le président français a indiqué, en réponse à une question, qu'il ne voulait pas interférer dans le choix des Danois. Mais, soutenn par le chancelier Kohl, il a prévenu que leur défection éventuelle n'empêcherait pas la France et l'Allemagne « de poursuivre l'œuvre cammencée et d'appliquer, en ce qui les concerne, la lotalité des accords de Maastricht ». « C'est une entreprise qui ne s'arrête pas en che-min», a-t-il dit. Le président a estime qu'une telle défection serait paradoxale au moment où les candidats se pressent aux portes de la Communauté. « Nous serians très tristes, a-t-il dit, de nous retrouver à anze, au lieu de douze. Mais nous serions très vite de nouveau à douce puis à treize, quatorze, quinze, »

> HENRI DE BRESSON THE TREAM

### «Une grande unité à vocation européenne»

Voici le texte de la déclaration sur la création d'un corps d'armée franco-allemand, annoncée officiellement lors du sammet de La Rochelle:

« Le renforcement et l'extension de lo coopération militoire franco-nliemonde dans une perspective européenne, dons le prolungement de l'initiative commune du prési-dent de la République et du chance-lier du 14 octobre 1991, ont été nu ceur des travaux de la septième réunion du conseil franco-allemand de dèfense et de sécurité qui s'est tenue aujourd'hui, 22 moi 1992, à La Rochelle.

» Sur la base des propositions détaillées, formulées par les deux ministres de la défense, le conseil o décidé de créer une grande unité à vocation européenne et d'engager in phase de montée en puissance, La mise sur pied de ce corps contri-buera à dater l'unian européenne d'une capacité militure prapre, et inanifeste la volanté des litats participant au corps d'assumer, dons le cadre d'une union européenne com-prennnt à terme une politique de défense commune, leurs responsobi-lités en motière de sécurité et de maintien de la paix. Compte tenu de cette perspective européenne. la France et l'Allemagne invitent le plus grand nombre d'États-membres de l'UEO à participer au Corps

 Les contributions nationales à cette unité n'offectent pas les obli-gations existantes vis-à-vis d'autres organisations. Le curps européen contribuera ou renforcement de l'Alliance atlantique.

□ Créatiao d'nn groupement d'intérêt économique franco-allemand pour la sâreté oucléaire. -L'Institut de protection et de sureté nueléaire (IPSN) français, et son homologue allemand, le GRS, viennent de créer un groupement européen d'intérêt économique (GIE) baptisé Riskaudit, annonce l'IPSN dans un communiqué publié jeudi 21 mai. Les activités de cette structure commune, dont le siège est à Fonteoay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), seront, "« au départ », concentrées sur les problèmes de sureté des centrales d'Europe cen-

» Les missions du corps européen s'inscrivent dans le cadre de l'union européenne, dons le respect des limites constitutionnelles nationales et des dispositions de la Charte des Nations unies.

» Le carps pourra être employé pour la défense commune des alliés en opplication de l'orticle 5 du traité de Washington ou du traité de Bruxelles. Il pourra également se voir confier des missions de mointien ou de rétablissement de la paix, et être engagé dans le cadre d'actions humonnaires. Un êtangaire de appliés en puissance server. a activis nombre en puissance sera mis sur pied à partir du 1ª juillet 1992. La dispanibilité aperationnelle du corps, nu mains paur les unités françaises et allemandes, est prévue pour le 1ª octobre 1995. »

#### M. Cheney estime qu'il n'y a «pas de raison» de se «débarrasser» des alliances existantes. dont POTAN

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a estimé, vendredi 22 mai, qu'il n'y avait pas de raison de se « débarrasser » des alliances existantes entre Washington et ses partenaires, notamment au sein de l'OTAN. S'exprimant à New-York devant une Commission pour le dévelopment économique, le secrétaire d'Etat n'a pas fait allusion à le eréation, annoncée à La Rochelle quelques heures euparavant par la France et l'Allemagne, d'un « corps d'armée à vocation européenne», destiné à « dater l'Union européenne d'une capacité militaire pro-

«Il n'y a pas de raison pour que, après avoir savouré la victoire à laquelle nous avons eu le privilège de participer avec la fin de la guerre froide, naus devians naus débarras-ser du système d'alliances qui retient les Etats-Unis avec le Japon et la Carée dans le Pacifique, nu qui relient les Etats-Unis avec nos amis, l'Allemagne, la Grande Brelagne, la France et l'Italie, au sein de l'OTAN », a déclare M. Cheney.

## L'Azerbaïdjan entre guerre et démocratie

Suite de la première page .

Deux des assaillants auraient été tués dans la fusillade. Qui étaient ces bommes, qui, dit-on-iei, se sont enfuis en emportant leurs morts? C'est l'une des énigmes de cette bien curieuse

Le plus grand mystère est ail-leurs : qu'espérait M. Moutalibov en se lançant dans cette aventure, alors que les ministères de la défense, de l'intérienr et de l'information étaient déjà aux mains de l'opposition, et que le soutien d'une partie au moins du KGB local lui faisait apperemment défaut? Sur qui pouvnit-il s'ap-puyer, étant entendu qu'il avait démissinnné deux mois plus tôt sous la pression d'une population excédée, entre autres, par san incapacité à redresser la situation militaire? A peine posée à divers représentants de l'ex-opposition, la réponse reçoit, à quelques variantes de vocabulaire près, la même réponse : le coup a été ourdl a par Moscnu »: a por les anciennes structures centrales ». « par certaines forces qui veulent garder l'Azerbaidjan dans l'arbite de la Russie ».

La presse locale ajoute que le chef adjnint du KGB, M. Rafik Sadykbov, qui a tenté de se suicider, recevait ses ordres de l'actuel chef des services de renseignements extérieura de Russie, M. Evgueni Primakov, un homme bien contru à Bukou puisqu'il y bien connu à Bukou puisqu'il y était venu en janvier 1990 à la veille de la sanglante intervention de l'armée soviétique.

Accusations sans preuves, mais les apparences sont troublantes. A peine réinstallé dans ses foneelamé sa volonté de coopérer plus étroitement avec la CEI en général et la Russie en particulier. Son échec consommé, il s'est, selon toute apparence, enfui à Moscou à bord d'un avion de l'armée exsoviétique. M. Montalibov a tou-jnurs été considéré par l'appositinn azérie enmme un « homme de Moscou», même s'il n parfois

dû flirter avec la eause nationaliste pour préserver son poste. Certains affirment que, cette fois, M. Moutalibov escomptait, en échange du retour de l'Azerbaïd-jan dans la sphère d'influence russe, un soutien militaire qui aurait au moins permis de repreo-dre Chnueba, l'aneienne place forte azérie au Haut-Karabakh. Au printemps 1991, l'Azerbaïdjan avait ainsi été récompensé de son vote positif au référendum sur la préservation de l'Uoion par une brève intervention de l'armée soviétique qui lui avait permis de reprendre provisoirement certains villages de l'enclave.

#### Un nouveau président

Reste un fait essentiel : le soutien présumé de Moscou ne s'est pas manifesté, et M. Moutalibov, faute de moyens ou par refus de faire couler le sang, n'a pas insisté. M. Tamerlan Karaiev, un des dirigeants modérés de l'oppositinn, explique que son premier reflexe, dans la nuit qui a suivi la proclamation de l'état d'urgence, a été de télépboner au commundant local des forces de l'armée ex-soviétique. Ce dernier lni a donné l'assurence que l'armée n'interviendrait pas et M. Karaiev a répercuté cette promesse dens une intervention à la télévisinn qui a beaucoup contribué à rassurent la beaucoup. rer la population. Il n'en pense pas moins que M. Moutalibov avait bien reçu des promesses de Moscou, ou de quelqu'un à Mos-cou, mais qu'elles n'ont pas été teoues. Il s'agissait, suppose M. Karalev, d'encourager une action propre à « accraître le désardre » en Azerbaïdjan et à maintenir le pays dans un état de

Réelle ou imaginaire, la macbi-nation a raté, mais la faiblesse demeure. Politiquement, l'Azerdemeure. Foittiquement, 1221-baïdjan reste dans cette période transitoire qu'il conneît depuis des mois et qui, de l'avis général, se poursuivra bien nu-delà de l'élection présidentielle tonjaurs

fixée au 7 juin. Elle devrait se solder par un succès du président du Froot populaire, M. Abulfez Eltebibey, nn orientaliste qui veut construire un Azerbaidjao a democratique » et a inie ». A Bakou, on rejetta en effet avec la dernière énergie toute assimilation du Front populaire au foodamentalisme musulmao: « C'est encare une invention des Arméniens pour naus faire passer pour des sauvages... »

Certes, l'èchee du coup de M. Moutalibov a, un peu, clarifiè les eboses. Le Perlement, élu en 1990, dans lequel ia nomenkintura dispose d'une cerasante majorité, a ravalé sa bante, pris le vent oouveau, et s'est donné, sons la pression des manifestants et la protection des porteurs de kalaehnikov, un nouveau président eboisi parmi les dirigeants du Front national, M. Issa Gambarov (trente-cinq ans). La totalité des pouvoirs législatifs est désormais confiée au Conseil national provisoire, constitué pour moitié de représentants de l'ancien système et pour moitié de l'ex-oppo-sition. Cela durera jusqu'à ce que l'on juge possible d'organiser de nouvelles élections législatives, nprès avoir adapté une nouvelle va bien. Autre clarification : il est désormais certain que Baknu ne ratifiera pas le traité d'adhésion à la CEI signé par M. Moutalibov.

#### Les nostalgiques de l'âge d'or soviétique

Pnur le reste, l'Azerbaïdjan n'est guère différent de tant d'autres États ex-soviétiques, no les anciens responsables sont à la fois paralysants et incontournables (le premier ministre nommé par M. Moutaibov reste en place), où l'opposition, unie à l'époque de la Intte pour l'indépendance, éclate en divers mouvements et partis, avec cette particularité qu'iei ils sont armés. Comme ailleurs, nn chauffeur de taxi sur deux est un unstalgique de « l'age d'or » sovié-tique, peste bruyumment contre cette a maudite démocratie » et rêve d'un bomme à poigne, en l'espèce M. Gueidar Aliev, le pré-sident de la République autonnme du.Nakhitchevan, qui garde beau-enup de partisans en dépit ou à cause de son passé de membre du bnreau politique sous Brejney. Il y a aussi ces vieilles dames en vêtements rapés qui frappent en

vain aux portes de tout ee qui peut ressembler à une administra-tioo et réclament leurs retraites, non versées depuis deux mois. Comme partout, l'Etat maoque de ronbles, et les prix grimpent à

Bref, la routine ex-soviétique, adnucie par une oature généreuse, mais avec une différence essentielle: la blessure du Haut-Karabakh, la guerre, les Arméniens, sur lesquels toute eanversation finit, invariablement, par dévier.

C'est à la fois une douloureuse réalité - les combats dépassent largement les limites du Haut-Karabakh, il y a de plus en plus de réfugiés – et una obsession, alliée à la conviction profonde que le monde ne veut entendre que la «propagande» venue d'Erevan. Obsession renforcée ebaque soir par les nonvelles sinistres apportées par la télévision, et commentées avec rage et amertume : « Maintenant ils ottoquent le Nokhitchevan, mais qu'est-ce qu'ils veulent danc? » ... « Et en plus, ils veulent faire croire que les Kurdes sant contre nous... »

On s'indigne, on se lamente, et bien souvent on avone son impuissance : les Arméniens se nt préparés depuis longtemps, la Russie les soutient et l'Azerbaïdjan n'a pas d'armée et peu d'armes... Dans les couloirs du Parlement, le ministre de la défense, M. Rahim Gaziev, un civil à la mine ereuse qui flotte dans son battle-dress, affirme que « l'essentiel, c'est in volonté politique ». D'une veix harassée, il s'insurge contre ces gens qui, à Bakou, « ne comprennent pas que c'est la guerre, que nous ovons

Au-delà des mots, dont on n'est pas avare iei, de la colère et de l'indignation, les Azéris sont-ils en étnt de redresser la situation. alors que les Arméniens semblent eux, résolus à pousser leur avan-tage, voire à prendre des gages supplémentaires au Nakhitebevan? Les responsables insistent à peu près taus sur une solution diplomatique du conflit, assurés qu'ils sont de leur bon droit. Mais, ajonte tout de même M. Karaiev, findateur du Parti de la «juste voie», l'Azerbaidjan dnit aussi ennstituer une véritable armée, réorganiser ses forces. Ce qui passe par le désarmement des nombreuses milices.

M. Etibar Mamedov, uo radical qui dirige le Parti de l'indépendance et s'affirme résolument à droite, estime qu'il faut donoer la priorité absolue à la «sauvegarde de l'Etat », a empêcher le démembrement de l'Azerbaidjan », et que l'élection présidentiella peut bien attendre. Au contraire, le nouveau président du Parlement, M. Gambarov, considère que la victoire de la démocratic améliorera l'image de l'Azerbaïdjan dans un monde où il a trop peu d'alliés.

trale et de l'Est.

#### Un seul ami sûr : la Turquie

Pour l'instant, le seul ami sûr, e'est la Turquie: nn se méfie beaucoup de l'Iran, où les Azéris sont plus nomhreux qu'en Azerbaïdjan même et qui préférerait done maintenir son voisin du Nord dans une situation précaire. Les efforts de médiation entrepris par Téhéran n'ant pas atténué ces soupcons, d'autant que ebaque tentative s'est soldée par une nouvelle avancée arménienne sur le

Il y a certes les Occidentaux. sur lesquels on compte pour s'op-poser à tnute remise en cause des frontières, et l'ambassadeur des Etats-Unis a déjà pris ses func-tions à Bakou. Mais le premier à nvoir emménagé dans une belle et vaste chancellerie, encore en plein chantier derrière sa façade ruse,

e'est l'ambessadeur de Turquie. M. Altan Karamaooglu. Ce dernier explique, certes, que son pays n'a aucune intention de remplacer ici la Russie dans le rôle du «grand frère». Mais il se félicite de la vietoire du Front populaire parce qu'elle est celle du « modèle turc, c'est-à-dire du modèle europeen, démocratique et laic ».

La Turquie est bien entendu décidée à aider l'Azerbaïdjan, politiquement et économiquement, et les échanges seront facilités par l'inauguration imminente d'un pont sur l'Arax, qui marque le petit bout de frontière (13 km) reliant la Turquie au Nakhitehevan. Mais il n'est pas questinn, affirme le diplomate, d'une aide militaire. D'ailleurs, ce n'est pas la voie à suivre : si le conflit se poursuit, les Azéris subiront de nouvelles défaites. Cela dit. l'ambassadeur s'affirme « taut à foit optimiste » sur l'avenir de l'Azerbaïdian.

Incontestablement, ce pays ne manque pas de richesses, et la démocratie semble désnrmais à portée de la mnin. Mais les diplomates peuvent-ils vraiment faire des miracles, imaginer autre chose qu'un choix insupportable entre la paix et le Haut-Karabakh?

### L'OTAN prône un « retrait des zones occupées»

22 mai, un communiqué demandant aux belligérants dans le conflit arméno-azerbaïdianais de « se retirer des zones occupées par lo furce», tout en soulignant la nécessité de «faciliter la fourniture d'aide humanitaire d'urgence » aux victimes des combats. Ce texte, adopté par les seize ambassadeurs à Bruxelles, évite de condamner nommément, comme le voulait la Turquie, les Arméniens qui se sont emparés d'un corridor en territoire azéri désenelavant le Haut-Karabakh et de collines dans l'enclave azerbaīdjanaise du Nakhitchevan.

Le dirigeant de cette enelave, M. Gueïdar Aliev, semble prêt à accepter une proposition d'Erevan

L'OTAN a publié, vendredi de signer un traité de coopération «globale» nvec l'Arménie, ce qui a provoqué une protestation du gouvernement azerbaldjanais à Bakou, court-circuité dans ces tractations.

A Moscou, le nouveau ministre russe de la défense, M. Pavel Gratebev, a déclaré, vendredi, qu'il aiderait l'Arménie en cas d'attaque turque, tout en se disant convaincu que la Turquie, « pays civilisé, ne se prépare pas o attaquer qui que ce suit ». Il a confirmé que des négociations sont en cours avec Erevan, qui a signé le traité de défense collective avec la Russie et einq autres Etats de la CEI, pour le retrait d'Arménie, à partir du le juin, de forces de l'armée ex-soviétique. - (AFP.)



# La Serbie est de plus en plus isolée sur la scène internationale

que, sur place, la situation est toujours eussi dramatique : la guerre se poursuit en Bosnie, livrée - sur une bonne partie de son territoire - à l'anarchie, et les incidents se multiplient en Croatie, où la mission des « casques bleus » est, pour le moment, paralyséa.

comme le principal fauteur de troubles et de plus en plus

La déclaration

de M. Baker

Il reste que les respansables

américains paraissent de plus en

plus préoccupés. Il ne s'agit pas

seulement du drame humanitaire

et du symbole de régression que

représente le bambardement par

les Serbes de villes comme Dubrovnik et Sarajevo. Les Amé-

ricains s'inquièlent aussi de ce

que les egressions répétées et

impunies perpétrées par le régime de M. Slobodan Milosevie tour-

nent en dérision toute la rhétori-

que déployée par Washington sur le « nouvel ordre mondial » à

l'époque de la guerre du Golfe.

Ils s'inquiètent encore du précé-

dent ainsi créé en Europe au

moment de l'éclatement des

netionelismes dans l'ex-empire

des soviets : ou moins autant que

son intensité, c'est la banalisation de la guerre dans l'ex-Yougosla-

Sans doute n'est-ce pas par

hasard si M. Baker e choisi de

faire sa déclaration à Londres. La

veille, eu Conseil de sécurité de

zégovine, la Croatie et la Slové-nie faisaient leur entrée dans l'nr-

ganisation, - le représentant britannique evait lui aussi, sou-

dain, durci le ton à l'encontre du

régime de M. Milosevic et s'était,

pour la première fois, prononcé

pour des sanctinns économiques;

paradoxalement, le France est

restée silencieuse, suscitent

Dans les conflits qui ont suivi

l'éclatement yougoslave, les Etats-

Unis ont toujours dit qu'ils sou-haiteient vnir la CEE prendre

l'étounement de beaucoup.

vie qui fait peur.

Suite de la première page

La Bosnie-Herzégovine, la Croatie et le Slovénie ont isolèe sur la ecène internationale, devrait être de nouété admises, vendredi 22 mai, aux Nations unies, alors veau examiné, pendant le week-and à Lisbonne, par les Douza ainsi que par lee Etats-Unis (au landamain de l'évocation par le escrétaire d'Etat James Baker d'une possible intervention militaire si tous les autres moyens de pression - politiques, diplomatiques at économiques - sur Belgrade échouaient). Pour sa part, la Commission Le cas da la Serbie, quesi unanimement désignée européenne a suggéré une liste de sanctions possibles, parmi lesquelles un embargo commercial à l'encontre de

la Serbie. Devant la multiplication des exactions commises par les irréguliers serbes (le dernier en date ayant

été le voi de douze camions d'eide humanitaire), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a suspendu ses opérations en Bosnie-Herzégovine. Au Kosovo, région méridionale de la Serbie, la majorité albanaise e été appelée par ses dirigeants à élire, dimanche 24 mai, un président et un Parlement en vue de la création d'une « République indépendante » refusée par Belgrade.

#### «La nouvelle idée à Washington, c'est d'utiliser la force pour contenir l'expansionnisme de la Serbie dans l'ancienne Yougoslavie. C'est

l'initietive. M. Baker pourrait

profiter de la conférence réunie à

à l'ex-URSS) pour mettre su

point une batterie de sanctions

enmmunes evec les Européens

Dores et déjà, le gouvernement

eméricain e annoncé, vendredi,

la fermeture de deux des trois

consultats ex-yougoslaves aux Etets-Unis (San-Freneisco et

New-York) ainsi que la rupture

de taus les contrats militaires

evec l'armée de l'ancienne You-

goslavic. Les Etats-Unis ont encare décidé le maintien à

Washington de l'ambassadeur

américain récemment rappelé de

En commun avec les Euro-

péens, ils sont prêts à aller plus

loin, comme l'a expliqué

M. Baker à Londres. «Le monde

civilise devrait commencer à envi-

sager de concert ce qu'il pourrait faire politiquement, diplomatique-

ment et économiquements, a dit

le secrétaire d'Etat, ajoutant :

« En dernier recours, si ces

mesures échouaient, et seulement

si elles echouaient, il faudrait

alors, selon mol, envisager ce qui

pourrait être fait dans le domaine

Une Europe

« immature »

de ce qui relève, dans ces propos, d'une stratégie de pressions exer-

cées sur M. Milosevic. La veille,

un des éditorialistes du Washing-ton Post, dans un article intitulé

« Vers une intervention en You-

goslavie », écrivait notamment :

Sans doute faut-il faire la part

Belgrade.

militaire ».

isbonne ce week-end (sur l'aide

un concept qui se fait jour dans le débat public, même s'il ne constitue pas encore une option officielle. » En feit d'intervention militaire, l'auteur évoquait le passibilité d'une apéretion aérienne de l'ONU nu de l'OTAN consistant à mettre en place un dispositif de nature à protéger les civils des attaques

Plus directement que les milieux officiels, les médias américains stigmatisent, à longueur d'éditoriaux, le formidable échec que la crise yougoslave représente pour l'Europe. La CEE, confrontée à son premier test, eurait misérablement échoué à l'heure où elle veut faire entendre sa voix et sentir son poids en politique étrangère. Deux exemples de commentaires publiés cette semaine : « Tout le monde est choque de la manière dont l'Europe tergiverse pendant que Slobodan Milosevic, le Saddam Hussein serbe, continue son expansion. La conclusion la plus commune est que l'Europe est Immature, incapable d'agir quand l'agression et la tragédie se déroulent non pas à sa porte mais au sein même de sa propre maison », écrit un commentateur du Washington Post. « Politiquement, l'Europe unie est, une créature de

fiction qui marche nue» et dont

les dirigeants, «face à une vraie

crise (...), n'ont pas le courage de

prendre le risque de forcer un vrai

règlement ou même celui d'arrêter le bain de sang», dit un

autre dans le New York Times.

### Les Albanais de souche votent au Kosovo

PRISTINA

de notre envoyée spéciale

Les Albanais du Kosovo, qui constituent plus de 90 % de la popu-lation de cette province qui bénéficia dans le passé d'un statut d'autonomie vis-a-vis de la Serbie, réclament depuis plus de dix ans un Etat indé-pendant, pour lequel ils se sont pro-noncés à plus de 99 % lors d'un réfé-rendum organisé clandestinement en septembre 1991.

Comme le référendum, les élections législatives et présidentielle du dimanche 24 mai ont été condamnées par les autorités de Belgrade, qui les qualifient d'« anti-constitutionnelles». Belgrade e déjà répondu aux aspirations séparatistes des quelque 2 millions d'Albanais en exerçant, depuis les premières émeutes de 1981, une violente répression, en ins-teurant un État policier et en réduisunt, en mars 1989, l'autonomie de cette province evant, enfin, de la fon-dre dans une Serbie «réuniflée» par la Constitution de septembre 1990. Berceau de l'Etat serbe médiéval, ele Kosovo restera en Serble», déclarait récemment le premier ministre serbe, M. Radoman Bozovic, et Belgrade nie à la «minorité» albanaise le droit à l'autodétermination que celle-ci entend faire valoir. Aussi, les Alba-nais iront-ils voter dans des maisons, là où ils le pourront, - puisque les mairies et les bureaux de vote officiels resteront fermés pour ces élec-tions considérées comme illégales par les Serbes. La police et l'armée serbo-yougoslaves étaient visiblement en état d'alerte.

Promoteur de la résistance pacifique face aux mesures discrimina-toires et répressives des Serbes, M. Ibrahim Ragova, écrivain engage en politique, explique que la commu-nauté albanaise commence à perdre patience. « Nous devons faire un pas ALAIN FRACHON faire pour nous défendre, sans passer

c'est de faire des élections pour mettre en place des Institutions démocrati-ques indépendantes», a déclaré ou Monde le leader de la Ligue démo-cratique du Kosovo et futur président de la «République du Kosovo» (il est scul candidat à ce poste).

#### « Pouvoir parallèle »

M. Rugova ne se leurre pas; il sait que la Serbie ne reconnaîtra pas la légitimité des élections et qu'elle n'acceptera jamais un gouvernement indépendant au Kosovo. Mais il est tenace et compte sur le soutien de l'opinion internationale : cLa Serbie ropinion infernationale; et a servie ne peut pas mener une politique à double critère, en revendiquant son droit historique sur le Kosovo et son droit ethnique [dans les régions où les Serbes sont majoritaires] en Croatie; il faut qu'elle choisisse, » M. Rugova insiste peut s'illeure sur le feit cree le insiste par ailleurs sur le fait que la «République du Kosovo» conservera ses frontières existantes, celles reconses frontieres existantes, celles recon-nues à la province dans la Constitu-tion de l'ex-Yougoslavie. « Nous aspi-rions à la réunification de toute la communauté albanaise de Yougosla-vie [répartie également en Macédoine et un Monténégro] mais nous savons que la Communauté européenne s'op-pose à la modification des frontières Communauté internationale reconsaltra la légitimité des élections et saura récompenser la longue résis-tance pacifique des Albanas.

Si la police serbe tente d'empêcher le vote, les élections se feront en cachette dans les maisons. En attendant, des précautions ont été prises : les bulletins ne seront distribués qu'à la dernière minute et M. Rugova, qui refuse e la logique de la force», e remoncé à sa campagne électorale.

Qu'adviendra-t-il après les élec-

tions? M. Rugova pense qu'il faut commencer par établir «un pouvoir parallèle», nommer un gouverne-ment et progresser pas à pas. Un conflit avec les Serbes doit être évité à tout prix, car « cela prendrait une tournure plus dramatique qu'en Bos-nie ou en Croatie». M. Rugova n'exclut pas une violente réaction des Serbes mais il compte toutefois sur l'affaiblissement de la Serbie, sou-mise à de très fortes pressions internationales. «Quelle que soit la répressions erbe, conciut-il, le gouvernement ne partira pas en exil; il slégera à Pristina, même en prison s'il le faut.»

FLORENCE HARTMANN en octobre 1991. — (Reuter.)

La visite de M. Walesa à Moscou

#### Signature du traité de coopération russo-polonais

La Pologne et le Russie ont affirmé qu'elles ouvraient une «nou-velle ère» dans leurs rapports, marqués par des décennies de domina-tion soviétique, en signant, vendredi 22 mai au Kremlin, un «traité de coopération amicale et de bon voisinage » et un accord définitif sur le nage» et un accord définitif sur le retrait des troupes ex-soviétiques de Pologne. Mais si le président Eltsine a insisté, dans son allocution, sur la «nouvelle qualité» des rapports bilatéraux, M. Walesa s'est ettaché à exorciser un passé sur lequel «il serait mauvais de mettre le sceau du silence».

Ce passé est e définitivement clos », a dit M. Walesa, même si « certains problèmes et dévoirs liés à cette époque doivent être encore réglés». Cette allusion aux compen-sations réclemées par des victimes polonaises du régime soviétique complétait un document qu'il venait de signer avec M. Eltsine - une condamnation du régime totalitaire - que certains ministres polonais voulaient voir inclus dans le traité.

Certains aspects du retrait russe (qui doit être achevé su 15 novem-bre 1992 pour ce qui concerne les unités de combat) ont fait l'objet d'échanges animés de dernière minnte, et la signature d'un protocole sur ses aspects financiers e été retardée. Arrivé à Moscon jeudi soir, le président Walesa a rencontré ven-dredi M. Mikhail Gorbatchev à qui dredi M. Mikhali Gorbatchev à qui il e dit: e l'étais et je reste votre élève. » Samedi, il devait se rendre à Katyn, dans l'ouest de la Russie, rendre hommage à près de cinq mille officiers et soldats polonais assassinés par les Soviétiques en 1940, avant d'achever dans la soirée a visite par une estate à Saint-Pésa visite par une escale à Saint-Pé-tersbourg. - (AFP.)

D LITUANIE : référendum sur le rétablissement én poste de président 2,5 millions d'électeurs lituaniens devaient se prononcer par référendum, samedi 23 mai, sur le rétablissement du poste de président de la République. Le monvement Sajudis (nationaliste) de M. Vytau-tas Landsbergis, président du Par-lement et chef de l'Etat de facto. soutient cette initiative. En revanche le Parti social-démocrat le Parti démocratique du travail, l'Union des libéraux et d'eutres organisations se sont prononcés contre l'introduction du poste de président de la République avant l'adoption de la nouvelle Constitutinn. Ils redoutent « In concentration d'un immense pouvoir entre les malas d'une seule personne». M. Landsbergis devrait sortir vainqueur d'une éventuelle élection présidentielle. Néanmains, son prestige est atteint par la détériora-tion de la situation économique. -(UPI, Itar-Tass.)

D ALLEMAGNE : M. Willy Brandt de nouveau opéré. - L'ancien chancelier de la RFA, M. Willy Brandt, e subi, vendredi 22 mai, à Cologne, l'ablation d'une tumeur cancéreuse au côlon. M. Brandt evait déjà subi une opération du même type

# Inquiétudes hongroises

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

Vu de Budapest, M. Slobodan Milnsevic, l'ancien apparatchik communiste converti en croisé de la grande Serbie, apparaît bien plus dangereux encore que vu de Paris ou de Washington. C'est en effet eu nam d'un concept purement ethnique - pour ne pas dire racial qu'il e mis à feu et à sang l'ancienne Yougoslavie pour tenter de créer un nouvel Etat-nation à partir de la Serbie et du Monténégro et en y rattachant les régions de Croatia et de Bosnie peuplées de minorités serbes. Que M. Tudjman, le président croate, lui ait un mament donné des erguments pour exciter les craintes de la diaspora serbe ne change rien aujour-d'hui au fond du problème.

Peut-il exister un pire exemple pour la Hongrie que le comportement de M. Milosevic? Certainement pas. Et c'est tout à l'honneur de l'actuel premier ministre hongroia, M. Jozsef Antall, de s'en tenir résolument éloigné. Appliquée aux minorités hongroises, la «logique » de M. Milnsevic serait en effet désastreuse et pour l'Europe centrale et pour l'avenir de la jeune démocratie magyare : amoutée des deux tiers de son territoire par le traité de Trianon en 1920, la Hongrie ne compte sujourd'hui qu'une dizaine de millions d'habitants mais ne peut pas oublier que plus de troia millions de «frères» sont installés dans les pays voisins : deux millons en Roumanie, cinq cent mille en Volvodine, sous la contrôla de la Serbie, six cent mille en Slovacuia, deux cent mille en Ukraine. pour ne rien dire dee minorités beaucoup plus modestes de Slovénie et de Croatie.

Ces quelques chiffres donnent une idée de le puissance da la

rait la Hongrie, ei l'Europe et les Etats-Unis ne pervenaient pas à convaincre M. Milosevic et ses disciples que le crime ne paie pas. Les pratiques du chantre de le grande Serbie, e'il n'y était pas mis fin, se révéleralent vite contagiouses et viendraient à bout de toutes les bonnes volantés. D'eutant qu'à Budapest, on craint de plus en plus que les exactions serbes à l'égard de la communauté musulmane de Bosrie ne constituent qu'un «hors d'œuvre», avant que M. Milosevic entreprenne la «purification» du Kosovo.

> L'inconnue slovaque

M. Antall, en historien qu'il est, connaît bien les conflits qui ant toujours opposé les trois grandes religions de le région – catholi-cisme, orthodoxie et islam – et a évité jusqu'à présent de jeter de l'huile sur la feu du nationalisme. Certains lui reprochent bien d'avoir déclaré, au lendemain de sa victoire électorale d'avril 1990, qu'il se considéralt ele premier ministre de quinze millions de Hongrois» c'est-à-dire de ceux, aussi, des pays frontaliers et de la diaspora mais pouvait-il faire moins alors que les dirigéante roumains se montraient toujours aussi butés à l'égard de la minorité hongroise de Transylvanie et que Budapest se devait d'accueillir, sans en evoir suscité la venue, des réfugiés par dizaines de milliers?

Le conflit yougoslave, depuis, n'a fait que compliquer les choses, et ce sont maintenant les réfuglés en provenance de la Volvodine qu'il faut héberger.

Les choses, enfin, menacent de se dater pour la communauté hongroise du nord, en butte à la montée du sentiment nationaliste sloveque, et qui risque de faire les frais, bombe à retardement qui menace- à l'occesion des élections du 5 juin

prochain, de la crise ouverte entre Budapest et Bratislava, à propos de l'arrénagement du Danuba. Ce pro-jet pharaonique, conclu en 1977 per les dirigeants communistes de Prague et de Budapest, e été tota-lement remis en cause par la Hongrie, pour des raisons économiques et écologiques, mais les Slovaques en ont fait une véritable cause nationale et ne sont pas loin d'acauser leur minorité hongroise - installée majoritairement dans la région rurale qui va être bouleversée par la mise en eau du barrage de Gebcikovo - de trahison (1).

Si les dirigeants hongrois restent très prudents lorsqu'ila sont amenés à commenter les événements de l'ex-Yougoslavie ou l'évolution de la situation en Roumanie et e'as s'estiment trèe satisfaits du sort réservé par la nouvelle Ukraine à sa minorité hongroise, il n'en va pas de même dès lors qu'ils abordent l'affeire du complexe hydro-électrique du Danube.

Le crédit

de M. Antall Le conflit avec la Slovaquie présente à court terme, il est vrai, moins de risque, et on espère toujours à Budapest que Prague finira par calmer Bratislava, ne serait-ce qu'en persuadant les dirigeants slovaques d'acceptar une médiation d'experts de la CEE dans le dossier du barrage de Gabcikavo. Un défoulement général au détriment des Slovaques n'en comporterait pas moins le risque d'aviver un nationalisme qui se réveille, y compris au sein da l'eile droite du Forum démocratique (MDF), le

mouvement du premier ministre. La présence de M. Antall, estiment la plupart des observateurs, même ceux favorables à l'opposition, devrait permettre d'éviter de dangereux dérapages en direction d'un populisme rural, toujours bien

enraciné hors de la capitale. Mais le premier minietre, viennent de reconneitre ses services, est atteint d'une grave maladie, et son parti, déjà malmené dans tous les sondages, ne résisterait sans doute pas à un éciatement ei M. Antall était contraint de prendre du champ. La gouvernement, qui n'e pourtant pas démérité dans le domaine économique, même si les premières restructurations de l'économie hongroise se soldent déjà par un taux de chômage de 10 %, n'est-il pas en train de gaspilier son énergie dans une guerre absurde livrée à des médias qui ne le ménagent guère, Il est vrai? En s'obstinant à vouloir prendre le contrôle de la radio et de la télévision publiques, il compromettrait bien inutilement un crédit démocratique que personne ne lui conteste et qui fait pour l'instant de la Hongrie le sage de l'Europe centrale.

Une Hongrie, cependant, où l'inquiétude monte et cu l'on regrette que les Douze aient sous-estimé à son origine la crise yougnsleve. Una Hongria qui appelle de ses vosux, pour reprendre une expression de M. Géza Jeszensky, ministre des affairea étrangères, la constitution d'une chrigade de pompiers pour venir è bout de tous les pyromanes» de la région. Et, à ce stade, on se déclare farouche ment pertisan, à Budapest, du maintien de l'OTAN et d'une présence américaine en Europe, sans laquella, selon M. Antall, ell ne peut y avoir stabilité et sécurité en Europe centrale comme dans l'ancienne Union soviétique, dont l'ancierne armée est encore largement incontrôlée».

JACQUES AMALRIC

(1) Le Monde du 22 mai.

## TRAVERS LE MONDE

**OUGANDA** 

Le gouvernement reconnaît

les exactions de l'armée

Le gouvernement ougandais e publiquement reconnu, jeudi 21 mei, que l'armée avait commis de graves exactions contre les populations du nord et du nord-est du paye, où troupee gouvernementales et mou-vernents rebelles s'affrontent sporadiquement, depuis 1987. Le ministre de la justice, M. Abubakar Meyanja, e précisé que des mesures disciplinaires seraient prises contre les offi-

Les atrocités commises per l'armée ont été rendues publiques par le rapport d'un médiateur, à la suite des protestatione émisea par Amnesty International et par la chambre des avocats de l'Ouganda. Ce rapport ennonce, notamment, l'arrestation de deux officiers implicués dans les événements de 1989, au cours descuels sobante-neuf personnes étaient mortes, étouffées, dans des wagons, et quetre autres avaient péri sous la torture. De son côté, M. Mayania a indiqué que les accusations, portées contre des centaines de personnes, arrêtées dans les zones de conflit, avaient été ebandannées. Les organisations humanitaires avaient dénoncé, ces demiers mois, les arrestations arbitraires at la pratique de la torture

contre certains détenus. - (AFP.)

PÉROU

Plus de 140 morts en une semaine

Les offensives lancées per la gué-rille du Sentier lumineux, dans la forêt amazonienne ainsi qu'à Lime, et les ripostes de l'armée ont fait, au total, plus de cent quarante victimes et des dizaines de blessés en une semaine, salon le bilan établi per la police jeudi 21 mai.

Au cours de cette demière journée, trente guérilleros «madistes» et cinq soldets ont été tués, à l'issue 🚜 d'une attaque lancée per les inaurgés contre un convoi militaire, près de Tingo-Marias (650 kilmètres eu nord-est de Lima). Dans le département de Junin, dix-neuf personnes ont été tuées à coups de machette per les membres du Sentier lumineux, dont les massacres de paysans, à l'issue de « procès populaires », avaient déjà fait, mercredi, une vingtaine de victimes dans les villages de Ulcamayo et Quilcapata de la même région. A Lima, un bus volé, chargé d'axplosifs, a été lancé jeudi contre des bâtiments militaires.

Depuis la « coup d'Etat civil » du. 5 avril, la guérille a fait exploser dans 5 avril, la guérilla a fait exploser cerre la capitale dix véhicules de ca type contre des postes de police ou des casemes, faisant au total neuf monte et des dizaines de blessés. — (AFP, UPI, Reuter.)

AFRIQUE

2 157 . 174500 11

2.6.17

1= . . .

785 25

F.C.

\*\*\*

200

groupe in the

\$14m: ...

Control of the Control

2 272 ...

SECTION AND ADDRESS.

Extract 1

Service of the second

26 m. -26 m. -

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

was a

**.....** 

32 T T 3002 5 4

2: 200 all 1 1 1

hwemement declare is

M - forces d'instabilité and the same  $F_{ij} = \frac{m_i}{F_{ij}} = \frac{m_i}{2}$ 

interiorie El to the same of Frank Charle ber 1 to a second distance

Held to make

A SAME A SOURCE OF AND THE LAND THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH -

and - Same That

----NOTHER WAR CALLED THE STREET HAIRE CHARLES THE WAR

14 11 1 THE REAL PROPERTY. State of the state

dais, le général Suchinda Kraprayoon, doit officiellement remettre sa démission lundi 25 mai au plus tard, à l'occasion d'une reprise de la session parlementaire. Il e en effet perdu l'appui des cinq partis de la coalition gouvernementale, qui ont accepté, vendredi, de voter les emendements à la Constitution réclamés par l'op-

BANGKOK

10 N . FR.

1.745

C. SANTONE STA

۲ . !. المنتور

. . .--

100

1 400 E

10 mm \_ \_ 10 mm 1

n -- 113 HPT

THE HOUSE

The same of the same

Wa was ...

Management .

والمناء والمتنافضية

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Marin Land

delica in the same

· ·

aliente de la company

المرورة يتبدع مويية

A STATE OF THE STA

-

---Mr. Bur spine stage - will - 12 Years -

Application in the same of

Section . The Section of the section

Andrew Control

CANAL ALTO

The second of the second

المراجع المراج

A - Marie Tanger

-

- T C -

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

-

A STATE OF THE STA

BOWN A WHOM

5-2

July and the second

and the second second

The state of the s

A STATE OF THE STA

To whether

The same of the same of the same of

The second second

A STATE OF THE STA

and the same

A A Sec. Total

A Part of the Part

CONTROL OF THE STATE OF THE STA 

to the second

-

-

Maria Company Company

and the second

F San Granning Pre- 7

Direction of the second

12.4 4 15.5 x 1 1 2 4

The companies of the same

de notre correspondent

L'appel du roi à la réconciliation, à la suite de la brutale répression des 18 et 19 mai, a placé le géoéral Sochioda le dos au mur. Les cioq partis qui l'ap-puyaient su seio de l'Assemblée nationale – et qui comptent quarante représentants ao gouvernement - oot annocé, vendredi, qo'ils voteraient les amendements à le Coostitution présentés par l'opposition sens prévoir une période de transition.

En d'eutres termes, le premier ministre devra être un élu - ce qui o'est pas le cas du général Suehinde – et les deux ceot soixeote-dix sénateurs, commés par la défunte junte militaire, ne participeroot pas eux votes de ecosure do cabinet. Eofio, une fois votés, ees amendements seront applicables sur le champ : Aucune disposition provisoire, qui permettrait à l'actuel premier mioistre de demeurer en fonctions encore quelque temps, o'est prévue. Le lâchage est radical.

Le général Suchinda en coralt aussitét pris acte et proposé de démissionner lors d'une eudience que fui e accordée le roi vendredi. Sa position, co effet, était deve-oue ioteoable depuis que le mioistre des affaires étrangères avait réciamé publiquement, le matio même, non seulement la démissioo du premier mioistre mais que ce dernier soit teou pour responsable du bain de sang dont Bangkok a été le théâtre en début de semalne. M. Pongpol Adirekara laissait ainsi entendre que la majorité parlementaire evait déjà fait son choix, se rendant aux conditions d'une opposition soutenue, depuis début avril, par des dizaines de milliers de manifestants. Une page se tourne manifestants. Une page se tourne donc, mais la crise ne s'est pas pour autant résorbée.

Quarante-trois morts des centaines de disparus

Bangkok, en effet, o'en est pas encore à compter ses morts mais seulement à rechercher les dispa-rus. Des décomptes provisoires faisaient état, samedi matin, de quarante-trois morts - dénombrés dans des hôtes de cinq cent soirente dura disparer cent soixante-douze disparus Même si le deuxième chiffre doit être accueilli avec prudence - car les listes, établies par différents organismes, peuvent encore se recouper, - le bilan du massacre sera sans commune mesure avec les quarante tués avancés par le général Suchioda mercredi deroier. Des soldats oot tiré pour tuer. Des victimes - tués ou bles-- oot été atteiotes par des balles dans le dos.

Seloo des témoignages con coofirmés, des cadavres auraient été ramassés par des camioos de l'armée sur les lieux des tueries et persooce oe saurait, pour l'ins-taot, ce qu'ils soot devenus. Eo outre, parmi les centaines de bles-sés admis dans les hôpiteux de la capitale figureot de combreux spectateurs, dont des enfants. La colère groode. Des dons envoyés par des ministres aux blessés dans les hôpitaux oot été retournés par le personnel médical.

en deuil et, dans la ouit de ven-dredi à samedi, d'émouventes cirémonies à la mémoire des vic-times, le plus souvent anonymes, de la répression militaire se sont poursuivies sur les lieux des massacres, an Monument de la démo-cratic et devant l'Hôtel Royal. Le porte-parole des forces armées e admis veodredi que les soldats étaient démoralisés. Des comman-daots d'unités ont vivement cooscilié à la troupe de ne plus sortir en uniforme.

Tandis que les soldats se terrent dans lears casernes, fooetionoaires et universitaires multiplient les pétitions réclamaot non sculement la démission du général Suchinda, mais aussi que justice soit faite. Des employés de miois-tères ainsi que les universités oot annoncé une semaine de deuil. La Confédération pour la démocra-tie, qui a dirigé les manifestations de rue jusqu'à l'iostauration de l'étet d'urgeoce, s également réclamé vendredi la démissino du commandant suprême des forces armées, le maréchal de l'air Kaset Rojananil, et du commandant en chef de l'armée de terre, le géné-ral Issarapong Noonpakdee, beau-frère du général Suchinda.

Dans cette etmosphère tendue, oo oe peut que constater le vide politique. Il n'y a plus de gouver-nement puisque des ministres, par illeurs discrédités pour être demeurés si longtemps silencieux, réclament le départ du premier d'eotre eux. Parler de majorité parlementaire oe veut plus rico dire. Les chefs de l'opposition, à

long Srimuang, l'ancien gouver-neur de Bangkok, sont paralysés par l'eogagement, anprès du roi, de ne plus appeler à manifester. « On ne nous parle plus», se plai-gnent lea gens qui déposent des baguettes d'encens an Monnment de la démocratie, transformé en autéi. Quant eux chefs de l'armée, sur la défensive, ils sont en train d'essayer d'imaginer une stratégie de repli qui lenr permettrait de limiter les dégâts.

A plus loog terme, d'énormes intérêts sont, en effet, en jeu. Si le général Suchioda démissionne officiellement luodi, il faudra désigner un gouvernement chargé d'expédier les affaires ecorantes jusqu'à la révision de la Constitu-tion, processus qui pourrait pren-dre un mois. Mais les chefs des forces armées n'ant sûremeot pas renouce à se battre pour leurs pri-vilèges, ce qui explique les rumeurs de coup d'Etat qui traînent de temps à autre en ville.

La défense, l'intérieur et les affaires étraogères soot les domaioes réservés des militaires. De nombreuses directions d'entre-prises netionales sont également confiées, de façoo quasi automati-que, à des généraux, lesquels contrôleot, en outre, un réseao bancaire et des chaînes de télévi-sion. Pour toutes ces raisons, l'armée a feit bloc derrière son eocien ehef, le général Suchinda, jusqu'à l'interventioo do roi. Il serait étoonaot qu'elle ait renoncé, à se mêler de l'organisation des ponvoirs publics.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE

### Trois soldats nord-coréens tués lors d'un incident sur le 38° parallèle

de notre correspondant

L'accrochage survenu, vendredi L'accrochage survenu, vendredi 22 mai, au sud de le ligne de démarcation qui sépare les deux Corées à la hauteur du 38 paral-lèle, au cours doquel trois soldats oord-coréens ont été tués et un soldat du Sud blessé, est symptosolut du Sad biessé, est sympto-matique de la persistaoce d'uoe teosioo dans la péninsule, eo dépit du pacte de noo-agressioo signé en décembre 1991 eotre Pyongyang et Séoul. Dernier stig-mate de la guerre froide, la fron-tière entre les deux Corées demeure une résion de conference demeure une région de confrontation armée.

Selon le porte-parole du com-mandement des Nations noies, il s'agit de la violation la plus grave de l'armistice depois plusieurs années. L'ONU a demandé uoe convocatioo de la commission d'armistice. Eo milieu de journée, samedi, la Corée du Nord n'avait fsit aucuo commeoteire. Radio-Pyoogyang e seulement parié ven-dredi d' « actes de provocation »

L'accrocbage a eu lien à uo kilomètre eu sud de la ligne de démarcatioo, dans la section centrale de la zone démilitarisée. Selon Séoul, neuf soldats cord-coréens avaient été repérés dans la ouit longeant la ligne,

Trois d'entre enx, qui l'avaient francbie dans le metinée de veo-dredi, onl été interceptés. Séoul a réagi avec calme à l'iocideot, cherchaot, semble-t-il, à oc pes

compromettre le dialogue svee Pynogyang. Plusieurs hypothèses sont covisagées. Tnut d'abord l'anvoi d'un commando de reconnaissance esto de tester ce qui pouvait être interprété à Pyongyang comme uo relachement de la surveillance de la zone démilitarisée à la soite du dialogue intercoréeo. La thèse d'un commandn cherchant à passer au Sud pour y provoquer des désordres, suivant en cela la vieille tactique visant à réunifier la péninsule sous la banoière do socialisme, somble, co revanche, peu crédible. Les obser-vateurs japonais n'excluent pas que cette incursion soit le signe de divergences au sein de l'armée du Nord sur la conduite du dialo-gue avec le Sud.

□ CAMBODGE: le FLNPK o CAMBODGE: le FLNPK devieot le Parti démocrate-libérat bouddhiste. – Le Front de libération oetionale du peuple khmer (FLNPK), dirigé par M. Soo Sann, a changé, veodredi 22 mai, d'appellation pour deveoir le Perti démocrate-libéral bouddhiste (PDL8). Le oouveau nom e été eotériné par les trois mille délégués ao congrès du FLNPK, qui s'est tenu à Phnom-Penb. Ils ont évalement recooduit M. Soo ont également recooduit M. Soo Sann à la tête de leur mouvement doot le programme politique adopté en conrs de ce même coogrès, prévoit an « Cambodge libre, independant et neutre » doté d'une économie de marché.

LOIN DES CAPITALES

NIGÉRIA: après les récentes émeutes

### Le gouvernement déclare la «guerre» aux «forces d'instabilite»

Le gouvernement militaire « va ethoien-religieux de Kaduna mener une guerre de grande envergure contre les forces d'instabilité », utilisant pour cela « loutes mesures offensives et défensives », a annocé, vendredi 22 mai, à Abuja, le chef de l'Etat nigérian, le géoéral Ibrahim Bebangida. « Des arrestations ont été effectuées et d'autres vont suivre», a-t-il précisé, à l'issue d'une réunion exceptionnelle du Conseil de gouvernement des forces armées (AFRC, organe exécutif suprême du régime), consacrée aux problèmes de sécurité dans le pays, eprès les émeutes

(nord). « Nous sommes experts dans la gestion de la violence», a-t-il prévenu.

Selon des habitants, les affrontements, qui oot fait près de 300 morts au total, avaient gagné, mer-credi, la banlieue d'Abuja, faisant de nouvelles victimes. Ces informations o'oot pas pu, toutefois, être confirmées. La situation resterait tendue dans le oord, notamment à Kano et à Kaduoa mais le serait aussi à Enugu, dans l'est (où la rébellion biafraise et la guerre civile avaient éclaté, dans les de Lagos et les affrootements années 60). - (AFP, Reuter.)

#### **EN BREF**

'n ANGOLA ; incendie dans l'enclare petrolière de Cabinda. - Uo important incendie, survenu dans l'enclave pétrolière de Cabioda, a fait trois blessés légers et e grave-ment perturbé la production du terminal de Molooga, a déclaré, jeudi 21 mai, à Luanda, la compa-goie Cahinda Gulf Oil, priocipal exploitant du site. Plusieurs oléo-ducs ont été codommagés; la production, estimée à 311 000 barils/jour, a été réduite en viron des deux tiers. - (Reuter.)

O CÔTE-D'IVOIRE : un collaborateur de FR 3 condamné. - Le journaliste ivoirien Serge Bilé, résidant à Reims (France) et collabora-teur de FR 3, e été condamné, vendredi 22 mei, à Ahidjas, à deux mois de prison evec sursis et 50 000 francs CFA d'amende. Il éteit accusé de « discrédit d'une décision de justice», à la suite d'uoe émission de le télévisioo ivoirieone, au cours de laquelle avait été évoqué le récent procès des dirigeants de l'opposition. -

ci BURKINA: élections législa-tives. - Quelque quatre militons d'électeurs sont appelés, dimanche 24 mai, à élire leurs députés. Sur soixante-deux partis coregistrés, vingt-sept sont en lice, dont seule-ment quatre ont présenté des can-didats dans les trente provinces du pays. Il s'agit de l'Organisation pour la démocratie populaire -Mouvement du travail (ODP-MT, du président Blaise Compaoré), de le Conventioe outooale des Conventice oatiooale des

patriotes progressistes/ Parti social-démocrate (CNPP/PSD), de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (ADF) et du Rassemblement démocratique efricain (RDA) = (AFP.)

n MALI: la gendarmorie sonocon-zée éa meurtre de cinq employés d'une association caritative. — Un diplomate norvégien, en poste à Abidjan (Côte-d'Ivoire), s publiquemeot sonpçooné, vendredi 22 mai, la gendarmerie malienne d'avoir tué cinq employés, d'origine malienne, travaillant pour une organisatioo caritetive norvégienne. Les cinq hommes evisient été interpellés par les gendames, à la suite d'oo raid, attribné à la rébellion touarègue, dans la région de Gossi. ~ (Reuter.)

O TCHAD : plusieurs opposants fout leur entrée dans le gouvernement. - Le nouveau premier ministre, M. Joseph Yodoymane, a présenté, veodredi 22 mai, à N'Diamena, la liste de son « gouvernement d'ouverture ». Plusieurs partis de l'opposition y sont repré-sentés, comme l'Union ostionale (UN, dirigée par l'ancien premier ministre, M. Jean Bawoyeu Alingue), l'Union des forces démocrati-ques (UFD), le Rassemblement du peuple tchadien (RPT) ou l'Union pour la démocratie et le renouveau (UDR), dont le ebef de file, le général Wadal Abelkader Kamougue, a été nommé ministre de l'intérieur. ~ (AFP.)

## Les braises mal éteintes d'Ayodhya

AYODHYA (INDE)

de notre envoyé spécial

dhya, les bâtimenta ai controversée ressemblent davantage à una citadelle qu'à un liau fait pour prier n'importe quel deu. Pourtant, prêtres et dévots de Rama ont bel et bien pris possession de l'oratoire où, devemt l'autal baioné de nénombre du saint devent l'autel baigné de énombre du saint des saints, des fidèles a'affairent à compter lee amas de piécettes laissées en offrande. Ces dona modeataa, répétés par milliere, attestent à la fois de la ferveur populaire et de la volonté de rendre son lustre d'antan au sanctueira au nom duquel s'antredéchirent hindouistes et mahométans.

Des soldats en armes veillent nonchalamment au grain derrière barbelés et miradors. Le flot des pelerins ne tarit pas non plus, désordonné et bruvant comme au temps des grands déferiements de kar sevaks (1), il y a bientôt deux ans, mais sagement canalisé sur des chemins d'eccès pierreux jonchés de déhris floraux. Un peu à l'écart de l'entrée principale, le quartier général des forces de l'ordre ressemble à une nuche assouple sous

Empressé et eouriant, le commandent effirme que tout est calme, mais avertit néan-moins de ne pas photographier les sacs de sable entassés pour renforcer par l'arrière les fondations de l'enceinte extérieure du sanctuaire. Lea soldats vont et viennent en bon ordre dans le complexe sacré, les gardiens chenua veillent à ce que l'on se déchausse pour entrer dans la fraîcheur des chapelles

En marge des routes touristiques, le bourgade e repris ses habitudes séculaires de ville sainte parmi les sept plus vénérées du sous-continent. Sur la rive droite de la Gaghrê, elle porte en elle les souvenirs de Sakets, quand elle était capitale du Koshale et qu'un étonnant ascète errant prêchait dans les forêts avoisinantes le chemin vers la lumière. Le Bouddha et ses disciples ont laissé leur empreinte au Sugrive Pārbat, un monastère aujourd'hui en ruine mais qui ettire toujours des fidèles de l'Eveillé.

Dans la mémoire Indienne néanmolna, le titre de gloire d'Ayodhya demeure de se vou-Inir le bercesu du dieu Rama, dont le culte e'est étendu loin à la ronde. Le grand poète Tulsidés y aurait même mle an forme se vision du Ramayana, l'épopée-symbole dont troubadours et bardes ambulants ne se lassent pas de réciter les moments forts devant des auditoires aussi numbreux que captivés jusque dana les villages les plus reculée de l'aire culturelle sous influence hindouiste.

C'est d'eilleurs par Rama que le ecandale est arrivé. Tout à Ayodhya concourt à chanter la geste du dieu emoureux de la belle Sita : le vaste temple d'Hanuman, roi dea singes qui s'en ella avec son ermée simiesque délivrer la princesse en l'ile de Lanka, le sanctuaire Inanam Sthana, qui aurait vu naître l'enrait les mets à l'intention de son époux. Difficile de démêler ici l'histoire de la légende,

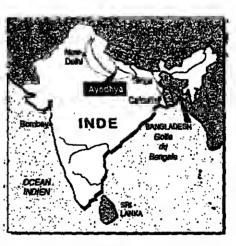
et même archéologues et historiens ne sont pas vraiment d'accord sur l'entiquité de le

La foi, cependant, n'e pas grand-chose en : commun avec la logique ou la raison, et les Invasions musulmanes n'ont fait qu'ajouter à la confusion. Toujours est-il que dans sa Géographie de l'Indoustan (2), le Père Joseph Tieffenthaler notait déjà en 1786 : ril y avait ici un temple construit sur le bord élevé du fleuve ; mais Aurangzeb, toujours attentif à propager la secte de Mahomet et ayant en homaur les Gentils, le fit démolir et remplacer par une mosquée accompagnée de deux obépar une mosquee accumpagnee de deux obe-lisques, afim d'abolir jusqu'au souvenir de la superstition hindoue. L'empereur Aurangzeb a fait démolir la forteresse appelée Ramcot et a élevé au même lieu un temple mahométan à triple coupole. D'autree disent qu'il a été construit par Babûr. »

#### L'Histoire se répète

Quoi qu'il en soit, les douze colonnee noires sont bien visibles, qui surmontent la prétendue mosquée, et servent de preuve aux adeptes de Rama que leur sanctuaire e bel et cien existé. Le conflit intercommunautaire qui a ensanglanté l'Inde à ce propos remonte en tout cas eu siècle passé quand hindous et musulmans se battaient déjà pour conserver

Les premiers ont pris l'avantage à la suite d'affrontemente mourtriers en 1853, les seconds contre-attaquèrent, se firent battre à plate couture evant de reprendre momentanément pied dens l'enceinte, pour se faire



ensuite derechef éjecter. Les Britanniques s'en mâlàrent et profitèrent de l'occasion pour faire mein hease sur le rayeume d'Awadh, mais les responsables religieux, craignant un conflit interminable, finirent par s'entendre. Il fut convenu que les musulmane prieraient sur piece, tandis que les hindrus érigeraient une plate-forme consacrée au lieu de culte. Si l'histoire ne se répète pae, à l'évidence elle bégaie à Ayodhya, où le même scénerio a ast rejoué à plus d'un siècle de distance sans que la querelle soit définitivement vidée. Sur les cinquente mille habitants de la ville,

les femilles musulmanes représentent à peine une petite poignée. Ayodhya s'est assoupie en marga de la modernisation de l'Inda. comme uniquement soucieuse de sa mythologie at de ses aspirations plus religieuses que profanes. Sur les chemins noussiérems de l'Uttar-Pradesh qui y conduisent, les seddhus, vêtue de vent, eont an nombre à mercher d'un pas assuré vers leur but. La cité leur offre gite et nourriture dans quelque cent cinquanta sanctuaires et estrams disséminés au hasard des ruelles où les vaches sont reines et les singea omniprésents. Leur inlassable pèlarinege les mène de temple en chanelle. certains sont là à demeure dens l'ombre propice à un requeillement serein, les uns portés sur l'escèse et d'autres sur les commérages.

Depuis 1988, l'effaire e repris de telles proportions que les politiciens de tous bords s'en sont eux eussi mêlés. Le BJP, principale formation d'inepiratinn hindouiste, e été prompt à déceler le parti qu'il pouvait tirer de l'effrontement, d'autant que le site contesté était carrément laissé à l'ebandon per les musulmena depuia dee lustres. Le Parti du Congrès (I) ne pouvait pas demeurer en reste et, dane l'espoir de a'assurer quelques voix de plus, Rajiv Gandhi, alors premier ministre, evait autorisé les militants hindouistes à poser la première pierre du sanctuaire rénové.

Le tollé fut général dans la camp des défenseurs musulmans et se répandit comme une traînée de poudre evec pour résultat des centaines de victimes de part et d'autre à la suite de violences renouvelées. Non equiement le querelle e fini par emporter dans ses tumultes deux éphémères premiers ministres, V. P. Singh et Chandra Shekar, msis elle e ausei joué un rôle indirect dans l'assassinat de Rajiv Gandhi, lors des élections de 1991, en focalisant sur lui dee mécantentements convergents d'horizons différents.

Aujourd'hui, Ayodhya danne une impresaion de tranquillité. Mais le hauillonnement religieux y demeure latent, prêt à s'enflammer eu moindra prétexte. Pris par d'eutres urgeneze, les responsables nationaux ont détourné le regard de la cité grouillante enfermée dene son rêve comme dens un cocon invisible. Ni la Congrèe au pouvoir à New-Delhi ni la BJP qui contrôle l'Utter-Pradesh ne souhaitent renimer les passions, se contentant de jouer les pomplers et laissant eux hietoriene, evocats, magietrets et autrae grands prêtres le soin de démêler l'imbroglio juridico-político-religieux. Entre les adorateurs de Rams et les fidèles du Prophète, l'entente n'est pes redevenue cordiale - ei elle l'e mais été, - et des braises de ce foyer ma éteint peut rejaillir à tout moment un incendie dévastateur.

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Dévots de Rama. (2) Cité par Guy Deleury dans les Indes florissantes. Collection « Bouquins ». Paris, 1991. **POLITIQUE** 

## Les déclarations de M. Bernard Tapie suscitent de vives réactions dans la magistrature

M. Bernard Tepie, ministre de la ville, a obtenu, pour la seconde fois, le report de sa convocation par M- Edith Boizette, le juge d'instruction parisien qui entend l'inculper dans le cadre de son différend financier avec M. Georges Tranchant. Initialement convoqué pour le lundi 25 mai à 11 heures, M. Tapie e invoqué ses e obligations ministérielles » pour demander que le rendez-vous est lieu mercredi 27 mai, à 17 h 30 (nos demières éditions). Il avait déjà fait reporter une première convocation, fixée au 11 mai. Tout en obtenant du magistrat instructeur ce nouveau délai, le ministre a multiplié les déclarations publiques, n'hésitant pas à e'en prendre à la justice dont il estime qu'elle ne le traite pas «normelement ». Ses propos ont suscité l'émoi du monde judiciaire, aussi bien à gauche qu'à droite.

«Je ne suis pas traité normalement, ovec calme, sérénité et recul.» Iovité, vendredi 22 mai, de l'émission «Objections» sur France-Inter, M. Tapie a repris son plaidoyer en forme de réquisitoire contre la justice qu'il avait déjà développé, le matin, dans une interview au Figaro. Bien qu'il ait obtenu, sans aucune diffi-culté de la part de Mrue Boizette que sa convocation, après un premier report, ait lieu au jour et à l'heure qui lui conveneient – privilège qui n'est pas accorde à tous les justiciables, - M. Tapic 8 ootamment déclaré à Franco-Inter: «Inculper un ministre n'est pas un acte banal, donc le juge d'instruction doit prendre ou inoins outant de précautions qu'avec un citoyen normal. (...) Les magistrats une certoine reconnoissance de ce qu'ils fant et une sérénité médiatique. Cela implique pour eux certoins

Dans les colonnes du Figaro du 22 mai, le ministre de la ville evait déclaré qu'il « trouve dommage que l'on envisoge d'inculper un ministre (...) simplement sur des déclarations non contradictoires. C'est hallucinant». Puis il s'en était pris à l'instruction de M- Boizette, la qua-lifiant de «construite»: «Avant tout, je voudrais m'insurger contre la procé-dure utilisée. Que le juge Boizette

LIVRES POLITIQUES

ruption politique. Une menière

bien à nous, bien de chez nous, de

le leisser proepérer, comme l'ont

illustré les diverses affeires et

scandalea plue ou moins toni-

truante qui ont défrayé le chroni-

que cee dernières années. Les

Français ne sont peut-être pas les

plus remarquables, à ce jeu, mais

pas les moins originaux non plua. C'est cette spécificité, générale-

ment non revendiquée, que s'em-

ploie à cemer Yves Mény, dans un

essai dérangeent, évidemment,

mais combien salubre, sur la Cor-

L'auteur entend démontrer que

«la corruption prend appui sur des

mécaniames, dan valeurs et des

règlas perfaitement intégrés at

légitimés par le syetème politi-

qua ». Elle ne ae réduireit pae,

comme on tend à le prétendre, à

quelques égerements individuele

et facilement répréhensibles, à

quelquee trous réparables dans le

filet des réglementations, à un mal

congénital, einon nécessaire, des

sociétés politiquea, en générel, et

de la complexité du monde

modema, en particulier. Non, elle

est plus que cela : elle est partie

prenante d'un mode de fonction-

nement qui la tolère tant qu'elle ne

choque pae outre meeure. « Dans

le syetème politique français tel

qu'il est, le comuption pour les

basoins da la politique, assure

Yves Mény, ne peut s'effectuer

sans le contrôle ou au moins l'ap-

probation tacite des notables qui

Qui n'aurait pes envie d'eller

voit ce qu'il y a derrière cette

essertion tranquille ? Le démarche

de l'auteur n'est pae de revenir

sur dee dossiers connus, ou d'eli-

gner des exemples qui le eont

etructurent le svetème. »

ruption de la République.

A fierté nadonele dût-elle en

souffrir, il axiste bien un

modèle français de le cor-

explique à mes avocats qu'inculpé ne veut pas dire coupable et que, par consequent, me permettre d'accèder au dossier, c'est presque me faire un cadeau pour que je puisse me défendre, cela m'amuse... Lorsque l'on connaît les conséquences, compte tenu de la charge péjorative que contient pour le public le mot « inculpé », je trouve que c'est un peu dur et disprotrouve que c'est un peu dur et dispro-portionne. Et vous savez ce que cela portionne. Et vous savez ce que ceia me roppelle: ce que l'on o fait ò Michel Droit, qui a été pratiquement fracassé par un juge qui l'o inculpé de forfaiture, avant de prononcer un non-lieu six mois après. En tout cas, j'ai du mal à croire que cette opération n'est pas, quelque part, un peu

des lois de la République»

Dans la même interview, M. Tapic affirmeit que son accusateur et sacien associé, le député RPR et homme d'affaires Georges Tranchant, «était toujours encore un peu au pouvoir »: « Parce que, pour que sa plainte puisse être prise en considéra-tion et puisse condulre à l'ouverture d'une information et à lo désignation de M= Bolzette, il faut encore être un

Ces déclarations, qui mettaient quelque peu en cause l'intégrité du juge d'instruction, ont suscité de vives réactions des organisations de magistrats, per-delà les clivages politi-

ques. Ains le syndrat de la gauche, a estimé, dans un communiqué, que a Bernard Tapie prète de façon scandaleuse à Edith Boizette l'intention de céder à des a pressions » visant à son inculpation dans le seul but de mettre fin à sa carrière politique». «Ce faisant, poursuit le SM, il excipe de sa qualité de ministre pour se placer audessus des lois de la République, feignant manifestement d'ignorer les pholes de desir a politique producte de desir a politique producte par la configurate mentitérante. règles de droit oppliquées quotidies ment à des citoyens sans notoriété. A l'heure où le garde des sceaux, s'inscrivant dans la volonté exprimée par le premier ministre, déclare que « lo République ne peut être fondée que sur la versu », le SM s'indigne de ce qu'un ministre en exercice moni-feste ainsi son mépris absolu pour le fonctionnement normal de la justice, pilier de la démocratie »

L'Associatioo professionnelle des magistrats (APM), proche de la droite, a dénoncé pour sa part « le véritable défi lancé à la justice par un personnage à qui l'irresse du pouvoir semble faire croire qu'il serait désor-mais ou-dessus des lois». Dans une phrase sinylline et menaçante, l'APM a également mis « en garde certains magistrats de la chancellerie ou des parquets dont les liens étroits avec ld. Topie sont notoires et dont ils pourraient bien, un jour, avoir à ren-dre comptes, Député RPR et ancien magistrat, M. Jean-Louis Debré,

Au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

### Les élus de la liste Energie Sud renoncent à contester la majorité à M. Gaudin

sion du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (huit UPF, cinq M. Bernard Tepie), se sont démis, vendredi 22 mai, de leurs nouvelles fonctions, conformément aux engagements pris par MM. Tapic et Jean-Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional, de refuser l'apport des voix du Front nstionel (le Monde deté 17-18 ct 20 mei).

M. François Bernardiai, vice-president du groupe Energie Sud, premier secrétaire de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, e précisé que cette décision avait été

pas de se référer à une ectualité

chargée en ce domaine et à des

pratiques qui devraient surprendre

plus qu'elles ne le font. Il e'inté-

resse aux causes profondes d'une

meladie, dont le classe politique,

estime-t-il, n'a soigné que les

symptômee. Tout le monde eat

concerné, sinon contaminé, par

l'acceptation délibérée ou rési-

tàme, bien sûr, mais aueei les

Tout démocratique qu'il se

veuille, le mode de gouvernement

polioque, quel que eoit l'échelon, se fonde, dans l'Hexagone, sur le

principe d'autorité. La Frence est

peuplée de monarques, grands ou

petits, qui cherchent à régner sans

partage sur leurs fiefs. L'exemple

président de le République eux

mairee et autras notablee régio-

neux et dépertementaux. La sym-

bolique traditionnelle du patriarche

familial et du seigneur local s'est

confortée de celle du patron, puie-

que, désormeie, les gestionneires

politiques se réclament de le logi-

que entrepreneuriale : ile en ont

La décision politique, est, eou-

vent, à la base d'un marché. Il y e

là une source de corruption que

l'abaence de trensperence et de

contrôle démocratique, la néces-

sité de déléguer des pouvoirs trop

étendus à des collaborateurs plus

qu'à des perteneires, la menne

que représente la distribution des

fonds publics, le culte de l'effice-

cité, peuvent faire sourdre naturel-

La conquête et le contrôle du

fief ont engendré des etratégies

qui ont contourné les ràgles et

les pouvoirs et les moyens.

vient d'en haut et se répercute du

gnée de la corruption : le sys-

élites et l'opinion.

Les treize présidents de commis-on du conseil régional Provence-discussion » evec M. Gaudin, qui a permis de «rapprocher les posttage » ou unc « cogestion » de la

> M. Bernardini a annonce otie le groupe Energie Sud ne présentera aucun candidat aux présidences de commission et s'abstiendra dans le vote, alors que, le 17 mai, M. Tapic avait affirmé que M. Gaudin «ne sauroit prétendre gérer seul lo réglon» et qu'il devrait «choisir soit de s'appuyer sur les partis démocratiques (...). soit de reconstituer son ollionce avec le Front national v.

législatife et des responsabilités

miniatérielles); le vote personnel

n'a jamais été respecté au Parle-

ment, où sévit l'absentéisme; la

cumul des mendate (l'une des

causes d'absence) a été officialisé

avec una nouvella réglementation

qui le limite mais ne l'interdit pas;

la confusion des fonctions publi-

ques et privées s'est imposée

d'autant plus facilement dana les

cercles dirigeants que la sélection

des étites est, en Frence, particu-

liàrement fermés et que la « pan-

touflage » et le politisation de la

fonction publique ont achevé de

Sur toue cee points, et avec

beaucoup plus de détails, la

démonstration d'Yves Mény est

percutante. Il rappella que c'est à

le faiblesse historique des pertis,

dans une France peu industrialisée

et urbenisée, que l'on doit l'im-

plantation des notables. La centra-

lisation, en privilégiant le fien verti-

cal entre la province et Peris.

plutôt que les lisisons horizon-

tales, e contribué à façonner une

structure hiérerchique que l'on

retrouve dans d'eutres champs

d'activités de le société. A son

niveeu de pouvoir, chaque chef

egit monerchiquement dens le

mesure où, autre spécificité natio-

nale, il ignore le conflit d'intérêt,

concept englo-sexon désignant le

difficulté de décider sous le coup

de motivations contradictoires : la

polyresponsable françaie n'a pas

mélanger les genres.

parti gaulliste, a également jugé «inadmissibles» les déclarations de M. Tanie et a demandé au ministre de la justice, M. Michel Vanzelle « de prendre toutes les mesures à l'égard de son collègue pour que celui-ci cesse ses attaques à l'encontre des magistrats». Interrogé, samedi 23 mai, à l'ouverture du comité rent Fabrus a déclaré : « La justice est saisie, elle derra se prononcer. Bien sûr, cela pose un problème dont nous sommes tous conscients a

Enfin, M. Paul Marchelli, président de la Confédération générale des cadres (CGC), a qualifié de a scandale » la présence de M. Tapic au gouvernement. « Je suis consterné de lire, a t-il déclaré à Vichy (Allier), devant les congressistes de la fédéra-tion métallurgiste de la CGC, qu'un de nos plus importants ministres allait peut-être tomber sous le coup d'une inculpation, aliait faire l'objet d'une enquête de la Commission des opérations de Bourse et qu'il allait licencier en Alsace plus de six ceus per-sonnes. (...) Nous avons besoin d'avoir en face de nous des partenaires très dignes, à qui nous pouvons nous adresser en toute confiance.»

Dans une mise au point, commu-oignée à l'AFP samedi 23 msi, M. Tapie e atténué ses attaques contre la magistrature : «En tant que ministre, je ne revendique de la part de la justice aucun privilège, aucun de la justice aucun privilege, aucun traitement de faveur. Je demande en revanche à être traité comme n'im-porte quel citoyen (...). Quand je parle de complot et de machination, cela ne s'adresse évidemment pas à la justice mais cela vise celui qui m'a trainé devant cette justice, un député RPR.»

or projection de la ste la suppression partielle de l'impounité par-lementaire. — M. Louis de Broissia (RPR, Côte-d'Or) a déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi constitutionnelle, tendant à modifier Particle 26 de la Constitution relatif à l'immunité dont bénéficient les parlementaires. Le député RPR propose de suppri-mer l'immunité parlementaire, en matière correctionnelle ou criminelle, pour les actes commis en qua-lité de «simples citoyens» et de maintenir la protection des élus « pour les actes accomplis dans le cadre de leur mandat ».

ANDRÉ LAURENS

d'imcompaubilitée concourant à Corruption : le modèle français protéger son intégrité, meie la réglementation est, là encore, contournée, quand elle n'est pas d'une permissivité étonnante, et. l'esprit du systàma à leur profit : surtout, elle manque, selon Yves les gouvements restent des élus Mény, d'une vision synthétique et letente, eoucieux de leur crédit de références éthiques. auprès de leura électeura (en dépit de l'incompatibilité des mandats

Le contrôle de l'administration est fondé sur la défiance, d'où la producción d'une réclementation perelysante que, d'un commun accord et par nécessité, il convient de toumer ei l'on veut agir efficacement. Ce mode de fonctionnement prodult un cynisme général dont l'opinion est la témoin complice ou indifférent Les choses vont ainsi tant ou'il n'v e nas tron de ramous : la ràgle non dite est celle de l'errangemant, et la précaution meieure consiste à ne pee faire mauvaise impression 1

Pour Yves Mény, nul doute que les eignes de corruption révèlant an France les faiblesses d'un système qu'il conviendrait de corrigar. Ce ne eerait pas déjà une mince tache, mais elle serait insuffisante, estime l'auteur, si elle ne s'eccompagnait pas d'une réflexion sur les mœurs de la claese politique et de ce qu'il appelle gune revalorisation des valeurs ». Le souci louable de l'efficacité ne saurait occulter la vieille interrogedon eur la fin et les movens, pas plus que la gestion des effaires publiques ne peut se réduire à une conception instrumentale. La politique se nourrit aussi de convictions, se réclame d'une morale et s'assume dans la responsabilité personnelle de ses praticiens, pour ce qu'elle permet et ce qu'elle ne permet pas. L'aureit-on oublié?

► La Corruption de la Républid'état d'ame ; il est censé faire la | que, par Yves Mény. Fayard, synthèse | Certee, toutee eortee | 352 pages, 140 F. L'erreur

par Edwy Plenel

E président de la République veut-il l'échec de son premier ministre? Apparemment saugrenue, la question ne l'est plus depuis que M. François Mitterrand a donné son feu vert à la contre-attaque de M. Bernerd Tapie, qui, avant même d'étra incuipé, tente de discréditer un juge d'instruction et, avant même que quiconque lui ait demandé sa démission, proctame sa ferme intention de rester au gouvernement. Car, ce faisant, la président a tranché contre l'avis de plusieurs de ses proches. M. Tapie e beau nous avoir déclaré qu'il avait à ses côtés e Cherasse, Fabius, Joxe, Quilès, Dumas, Vauzelle », certains des hauts personneges qu'il cite confient en privé leur conviction que se présence au gouvernement est incompatible avec son inculation.

Le ministre de la ville e quelques raisons de jugar injuste le procès qui lui est fait. Après tout, il s'agit d'une affaire ancienne, d'un conflit d'ordre privé, de sommes qui ne researrent pas de l'argent public et, enfin, d'un accusateur qui lui-même mélange ellègrement affaires et politique, machines à sous et clobbying » parlementaire. Mais l'essentiel n'est pas là : le différend avec M. Georges Tranchant n'est que le premier des dossiers encombrents qui, avec l'arrivée de M. Tapie, risquent de déstabiliser le gouvernement. Le parquet de Merseille n'a pes changé d'avis : il ne voit pes comment, logiquement, M. Tapie ne serait pas inculpé dans l'information ouverte sur l'OM. le club de football dont le ministre est toujours président. Le dossier Adidas, où l'aide de l'Etat fut essentielle et dont l'envers est aujourd'hui l'annonce de licenclements, se profile déjà à l'horizon. Et, dit-on, la COB s'intéresserait aux conditions de revente des actions du ministre à

> Mélange des genres

La problème posé n'est donc pas tant la réalité de l'affaire Toshiba, dans laquelle MM. Teple et. Tranchant furent essociés de 1982 à judiciaire, le même rôle qu'un simple 1985, que la mise en évidence du mélange des genres que symbolise la présence de cet homme d'affaires au sein d'un gouvernement qui se réclame de la vertu républicaine. En rigueur particulière.

entendant le fort bien venu discours moral de M. Bérégovoy contre la corruption, il n'était pas difficile de chercher l'erreur dans cette stratégie de reconquête de l'opinion : la promotion d'un homma dont la camère sinueuse mêle ergent et politique, effeires du footbell et reprises de canards boiteux, amitiés et solidaritée multiples. En 1983, alors qu'ils étaient emis, M. Tapie pouvait-il ignorer les accusations portées par le Canard enchaîné contre M. Tranchant à propos de transferts d'argent en Suisse? Et que pensait-il, à la même époque, des déclarations du même contre l'indulgence du pouvoir à l'égard du leader canaque Jean-Merie Tjibaou ou contre la coût des prestations sociales offertes aux

A moins - ca qui est fort improbeble - que M- Edith Boizette renonce à l'inculper, on ne voit pes comment, en gardant M. Tapie dans son gouvernement, M. Bérégovoy pourrait éviter cette spirale du discrédit qu'ont vécu les socialistes lors du feuilleton Urba. A l'époque M. Henri Naffet, garde des sceaux, avait plaidé pour que l'on laisse la lustice agir. L'erbitrage élyséen fut contraire, M. Nallet e donc bloqué, devenant malgré lui l'homme de l'injustice et contemplant impuissant les dégêts d'un choix erroné qui broullait tout autre message gouverne-

Pour sa défense et sa survie, M. Tapie avance un argument habile, qu'il noue e répété : « Moi, je fais gagner des voix, et gagner les élections, en politique, c'est l'essentiel.» Toutefois, dans l'immédiat, il naque fort de faire perdre au gouvernement Bérégovoy une partie du crédit récemment acquis. La démonstration tent d'en être faite par ses maiadroites attaques contre la megistra ture, quelques jours après les clairs et vertueux engagements du garde des sceaux. La justice peut évidemment se tromper. Mais, contraire-ment à ce qu'affinne M. Taple, un ministre n'occupe pas, sur le terrain citoyen. Perce qu'il symbolise l'intérêt général, les valeurs collectives et le sens de l'esprit public, il est condamné à observer une

A Papeete

### M. Vernaudon met fin à l'occupation de l'Assemblée polynésienne

PAPEETE

de notre correspondant

M. Emile Vernaudon, député non inscrit, maire de Mahina, a exprimé l'intention, vendredi 22 mai, à l'issue d'une réunion avec les autres dirigeants de son parti, le Aia A Api, de mettre fin à l'occupation des locaux de l'Assemblée territoriale que ses militants avaient entreprise, il y e trois mois, pour protester contre son éviction de la présidence de cette Assemblée par le maire de Papecte. M. Jean Juventin, réconcilié pour la circonstance avec M. Gaston Flosse, président du gouvernement local (le Monde du 20 mai).

M. Vernaudon, qui avait boycotté les récentes séances de travail organisées à Paris par le ministre des DOM-TOM à l'intention des étus locaux, a pris cette décision après avoir obtenu du haut-commissaire, M. Michel Jau, semble-t-il, l'assurance d'être prochainement reçu en audience à la prési-

sage décision afin d'éviter à la violence de s'installer à Tahiti», a-t-il déclaré. D'autre part, la réunion du comité directeur du Te Tianama, le parti de M. Alexandre Léontieff, l'autre député non inscrit, a été reportée à la semaine prochaine. L'ancien président de l'exécutif territorial s'est inscrit en faux contre les indications suivant les quelles il estait contre les indications suivant les quelles il estait contre les indications suivant les quelles il estait contre les indications suivant les que les contre les indications suivant les que les contre les modernes de les contre les contre les modernes de les modernes de les contre les modernes de les moder quelles il serait contesté par les siens après avoir cosigné, en compagnie de M. Flosse, le «pacte de progrès» rendu public le 14 mai à Paris, «La débancion valleires de la débancion readu puote e 14 tiai a rais, «Lu démarche unitaire de la délégation polynésienne, représentaire des forces de la majorité actuelle et de l'opposition, o été très bien ressentie par la description de l'actuelle et de l'opposition. population, nous a-t-il déclaré. Je pense avoir été compris par la popula-tion et je n'ai pas le sentiment d'être contesté quand bien même certaines prises de position politiques nécessitent des éclaicissements supplémentaires.» MICHEL YIENGKOW

dence de la République et à l'hôtel Matignon. Il doit se rendre à Paris le mardi 26 mai. «Nous avons pris une

D M. Bapt (PS) fait une nouvelle proposition sur la taxe d'habitation. - M. Gérard Bapt (PS, Haute-Garonne), febiusien, a adressé à ses collègues du groupe socialiste une lettre dans laquelle il leur propose de déposer uo amendement reportant au l'anvier 1993 l'entrée en application de la taxe départementale sur le reveou (TDR). Dans l'exposé des motifs, M. Bapt indique qu'il serait « irréaliste » de chercher «à convaincre, à moins de trois mois d'une échéance législatire, les quelque neuf mille contribuobles qui recevront pour la première fois une feuille d'imposition locale qu'il s'agit d'une mesure de justice, lorsqu'elle ampute kur pouvoir d'ochat de contribuables modestes, notamment jeunes ou

Abonnez-vous aux **ETVDES** 

Revue mensuelle d'information, de réflexion et de culture

En juin: "regards sur l'Afrique"

Le numéro : 50 F Abonnement (11 nos/an): 410 F: 14, ruc d'Assas 75006 PARIS Tél.: (1) 44 39 48 48

Minitel: 36 15 SJ'ETUDES

Les socialistes

F ....

State of the state

The second secon

7 - 7: 7 - 71 - 71

· · · · ·

7. 874

...:

40 10 20 14 198

10 Te

Tarabana .

and the same of

A STAIL

to the state

in the south of

Andrews Commencer

Maria -- 1:

· ·

\$4. MIX - 25. C

A .--

**在校社区** 

The same of

Market Control

The second second

The same of the same

A 1 4 m

na <del>i di</del>

Been to the contract of the co

from the state

唐 并上加州

A STATE OF THE STA

Part of the second

The second of

Section Commence

· ·

1000

A Second

---

-

Approx 10 Tops

W. 19 . . .

San San

A Sangan

120

100 miles

Carlotte Contraction

12 July 184

-

Sales See 4

gen in the second

n galager grazie

## Les socialistes définissent leur stratégie vis-à-vis des écologistes

Le comité directeur du Perti socieliste, réuni samedi 23 et dimanche 24 mai à la Cité des sciences de La Villetta, à Paris, devait edopter le projet de « contrat » et la réforme des statuts soumis aux militants en vue du congrès - edministratif et extraordinaire - qui se réunira à Bordeaux en juillet prochain. La question de la stratégie à sulvre vis-à-vis des écologistes devait être eu centre des débats de l'instance délibérative du PS,

Les socielistes sont à la recherche d'une stratégie, principa-lement en direction des électeurs écologistes, su sujet desquels ils se demondent enmment créer avec eux un «elimat» propice à des désistements et à des reports de vnix aux élections législatives de mars 1993. Alors que les Verts de M. Antoine Wacchter et Génération Ecologie de M. Brice Lainnde paraissent décidés à rechereher eo prinrité un accord entre eux, la question d'éventuelles alliances avec d'sutres forces politiques étant é leurs yeux secondaire (le Monde du 22 mai), le PS s'interroge sur le type d'nuverture qu'il pourrait pratiquer dans leur direc-

La méthode adoptée par la directinn du PS consiste, d'sbord, à faire de la préparation du programme du parti, que le coogrès extraprdinaire de Bordeaux duit entériner en juillet prochaio, uo instrument de dialogue svec la sensibilité écologiste. « Il faut qu'un contrat (c'est-à-dire un document qui ne soit pas à prendre ou à lais-ser) puisse être débattu avec un cerseri puisse etre debatu diver un cer-tain nombre de forces économiques, sociales, éculogiques et politiques, qu'il suit nourri par le dialogue et par la vie», expliquait M. Laurent Fabius dans un entretien publié par. Libération, le 22, mai. Le document sur lequel le comité directeur devait travailler, samedi et dimanche, esi done, à la fois, une

base de référence pour les socis-listes et un avent-projet susceptible d'évoluer eo fonction des discussions qu'ils auront avec ceux qui le voudront bien. De ce point de vue, le texte préparé par M. Miehel Charzat, membre du secréteriet, ayant été critiqué au bureau exécusió le 30 mais para l'été critiqué au bureau exécusió le 30 mais para l'été critique au bureau exécusió le 30 mais para l'été critique au le critique tif, le 20 mai, pour l'insuffisance de ses propositions en matière d'écologie, l'auteur expliquait, dans le Quotidien de Paris du 22 mai, qu'il svait «choisi de ne pas faire un traitement spécifique de l'écologie, mais, plutôt, de répondre, audelà des mouvements écologistes eux-mêmes, oux aspirations des Français à un modèle de croissance écologique durable»,

### des circonscriptions

Jusqu'où les socialistes doiventils aller dans ce que M. Gérard Le Gall, chargé des études politiques su secrétarist ostinnal, appelait au burcau exéculif une « similégie de synthèse idéologique » avec les éco-logistes? M. Bernard Romao, premier secrétsire de le fédération du Nord, svait réagi é cette idée en rappeiant que, dans les années 70, le PS o'était parveno à un accord svec les communistes qu'en renoncant à vouloir réduire les diffé-rences entre les deux partis par un a dialogue ideologique ». Cepcodant, le Parti commuoiste était, à l'époque, une formation structurée, la première force à gauche, avec laquelle le PS renaissant pouvait conclure uo accord de gouvernement - le fameux Programme com-mun -, tandis que les écologistes, divisés, ont sur leur électorat uoe prise moins solide que celle du PCF sur le sien il y s vingt ens. Les socialistes ne perdent pas de vue que Génération Ecologie avait béoéficié, en mars dernier, du « vote-refuge » de nombreux électeurs, décus du socialisme plutôt que convertis à l'écologisme.

Dans son rapport d'activité au comité directeur, M. Gérard Lindeperg, le numéro deux rocardien du PS, se prononce pour « des renconses amis ont prévu de déposer un ...

avec les écologistes et souligne que « les discussions électorales doivent accompagner el pchever » Is recherche de coovergences, et con les « précéder ». Il souhaite, cependant, que le PS arrête «le principe de réserver un certain nombre de circonscriptions des le premier tour et de faciliter les accords de désistement au second tour ». M. Febius insiste davantage, lui, sur la nécessité de « commencer par discuter du fond», plutôt que d'sborder les choses sous l'angle électoral. M. Pierre Moscovici, trésorier du parti, jospiniste, propose d'engager dès msintenant la discussion ou niveau national avec les écologistes, svec une préférence pour les Verts, qui, à 1s différence de Génération Ecologie, ne jouent pas de l'ambiguité entre l'opposition au PS et l'eppartenance à la «majorité

présidentielle ». Rediscuté par le bureau exécutif, le projet de «cootrat» mis au point par M. Charzat en concertatinn avec les collaborateurs du premier ministre autaot qu'avec les responsables du PS devait faire l'objet de débats seutrés au comité directeur. Texte d' « secompagoement» de l'ection de M. Pierre Bérégovny, en même temps que programme des socialistes pour la législature suivante, ce document est lenu à une audece très relative. Certaioes propositinos contenues dans les premières versions - telles que la prestation de sermeot au moment de la première lascription sur les listes électorales, - qui evaient soulevé des critiques su bureau exécutif, onl été abandonnées. Le chapitre « sécurité » s régressé de la deuxième é la troisième place, et le document soumis au comité directeur proposée d'e aménager le travail», au lieu de le « partager ».

M. Jean-Pierre Chevenement el

tres locales très décentralisées » court « manifeste » qui se démarque du texte proposé par la direcde vote oi su comité directeur oi su congrès, estiment que celui-ci ne permet pas vraiment aux militants de s'exprimer. Socialisme et République évite ainsi de se constituer en opposition interne au gouvernement. Les autres courants participent é le «synthèse» représentée par le projet de programme.

PATRICK JARREAU

n La direction du PS de l'Essonne est suspendoe. - Le secrétarist nstional du PS s suspendu, jeudi 21 msi, la direction fédérale de l'Essonne, eo raisoo de la polémique suscitée per les propos de Marie-Nnëlle Licoemano, ministre délégué au logement et au cadre de vie, qui sveit mis co cause deux élus socialistes de ce département à propos des fansses factures de la SAGES. Le 18 mai, les membres de la direction fédédonné leur démission pour protester eootre les secusations de M= Lienemann, à l'exception des militants de la Gauche socialiste, le enurant qu'elle snime svee MM, Julien Dray et Jean-Lue

n M. Petitdemange reprend la direction do courant rocardien. - La direction du courant de M. Michel Rocard au sein du PS, assurée jusqu'à présent par le numéro deux du parti, M. Gérard Lindeperg, va revenir à M. Jean-Claude Petitdomange, chargé des élections au secrétariat national, qui avait exercé cette fonction avant d'entrer au cabinet de M. Rocard à Meti-gonn co 1988. M. Petitdemange pourrait quitter le secrétariat national après le congrès extraordinaire de Bordeaux, en juillet prochain, et y être remplacé par M. Alain Rieherd, député du Val-d'Oise, rapporteur général du budget à

·l'Assemblée pationale.

### Quand l'extrême droite dialogue avec des communistes

### Les curieuses rencontres du PIF

Ce n'est pee toue les jours qu'un idéologue réputé d'extrême droite vient e'exprimer dans une réunion prgenisée par des communistes. Ce fait inhabituel s'est déroulé le 12 mai à la Mutualité à Parie. Tout à fait officieffement. M. Alsin de Benoist, le « pepe » de la « nnuvsile droite » des années 70, qui fut l'un des fondsteurs du GRECE (Graupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne) et qui dirige aujourd'hui ls revue Krisis, a été l'un des invités de Mr Francette Lazard, membra du burasu politique du PCF et directrice de l'Institut de recherches marxistes (IRM), dans le cadre d'une réflexion sur le « réveil de la pensée critique ».

Une centeine de personne assistaient eu débat. Parmi elles, un jeune représentant du GRECE fit un éloge de l'engagement en eitant Pierre Drieu le Rochelle, écrivain collaborateur. Un ancien trotskiste expliqua, pour sa part, qu'il pouvait voter communiste, le dimanche, et epporter un artiele, le lundi, au mensuel d'extrême droite le Chne du

Le renvoi d'escenseur e'est produit, une aemaine plus tard, au Musée social à Paris. La revue Elémento de M. de Benoist a Invité, le 19 mai, M. Mare Cohen, rédacteur en chef de l'idiot international et membre du PCF, à venir discuter de «la recomposition du paysage intellectuel français», communément eppelé le PIF. Un trniaisme homme perticipeit au débat, M. Jean-Marie Domenech, philosophe, ancien directeur d'Esprit. Une centeine de personnes étaient présentes.

C'est moinn le contenu du débet que la personnalité des intervenanta et le sens de le démerche qui a retenu l'attention. M. Domenach a proposé de e prendre Bernerd-Henri Lévy

D Présent critique M. Sergent. -

gation de l'esprit » et il s'est pronancé pour « des idéologies et des stratégies mobiles»; M. de Benoist s regretté la « démission da la pensée critique » et il a suggéré de remplacer le schéma geuche-droits per l'opposition centre-périohérie : M. Coben e démenti l'effondrement du communieme, s'eet félicité des émeutes de Los Angeles et à révélé que le guerre du Goife avait été e l'élément déterminant entre ceux qui ont laissé faire ce genneide, et qui sont des véroles, et les autree».

Ancien dirigeant des lycéens, puis des étudiants communistes. avant de prendre des rasponsabilités à la tête de la filiale jeunesse du parti, M. Cohen occupe maintenent un poste à TSF, out coiffe le réseau radiophonique du Parti communiste.

Il eet également collaborateur, sinon principal rédecteur, d'une euriosité appelée la Lettre écarlate, qui se baptise « Bulletin du collectif des travailleurs des médias » et dont l'edresse est 120, rue La Feyette, c'est-à-dire celle de la fédération de Paris du PCF. Si M. Cohen a'est livré à une amusante mais peu convaincante séance d'autojustification pour expliquer sa présence dans ce cénacle d'extrême droite - en dénonçant, au passage, les journalistes qui font « des fiches », -M. de Bennist n'eveit pes éprouvé le besoin de se livrer eu même exercice, le merdi précédent, à la Mutualité.

La direction du Perti communiete sereit-elle aussi soucieuse que certaines sphères d'extrême droite de ratieser le plus lerge possible, en surfant sur cartains sujets à le mode ? En tout ces. ce n'est plus du PIF qu'il e'egit, mais peut-être du PPF, le... paysage politique trançais.

**OLIVIER BIFFAUD** 

#### A l'occasion de la conférence de Rio Les députés Verts européens

### venlent constituer un réseau mondial

Les députés Verts français eo Parlement européen ont présenté, vendredi 22 mai à Paris, leurs propositions pour la prochaine conférence des Nations unles sur l'environnement et le développement (CNUED), nrgaoisée du 3 au 12 juio à Rio-de-Jaceiro. Cet «Agenda vert», par référence à «l'Agenda du vingt et uoième siè-ele» préparé par le secrétariat général de la CNUED, se prononce notamment pour l'institution progressive d'une taxe destinée à réduire les reiets dans l'atmosphère de diaxyde de carbone, respnnsables de l'effet de serre; l'éliminetion « dans les meilleurs délais » de l'énergie nucléaire et l'arrêt immédiat des surgénérateurs; l'ennulatinn de la dette des pays les plus pauvres du mnnde; l'interdictioo des essais oucléaires et le contrôle des ventes d'armes par l'ONU.

Les députés Verts, qui seront représentés à Rin dans la délégation officielle du Parlement européen par l'un d'eux, M. Gérard Onesta, participeront aussi, les 30 et 31 mai, an premier « meeting planétaire des Verts », où une cinquantaine de délégations venues des cinq continents sont attendues nu Brésil. Bien que récusant le terme d'a Internationale Verte», ils souhaitent la mise en place, à cette occasinn, d'un réseau mundial de coordination des partis écologistes.

M= Marie-Anne Isler-Beguin, vice-présidente du Parlement européen, a d'autre part annoncé que les Verts européens eveient pris l'initiative de déposer une motion de censure contre la commission européenne, après la décisino de celle-ci de conditionner l'institution d'une taxe sur les rejets dans l'atmosphère de gaz toxiques à son acceptation par le Japoo et les Etats-Unis. Cette procédure, qui o'a jemais été utilisée sous l'actuel meodat des députés européens, nécessite einquante-deux signetures. Le groupe des Verts en avsit déjà recueilli einquante, vendredi. Le vote, en l'occurrence bien improbable, d'une telin motion par les deux tiers des dépotés entraînerait la démission collective de la commission.

POINT DE VUE

## Vers une majorité culturelle

par Christian Brodhag

l'avenir de la vie sur Terre. ce qu'il est convenu d'appeler la ense écologique mondiele dépassent largament la combinaison politicienne, et pourtant, ces erises appellent l'action, la mobilisation de tous et des décisions collectives qui relèvent, justement. de la sphère politique. Comment nos civilisations, disposant de tant da connelssancas techniques, ontelles pu s'engeger dane cette impasse?

Ce qui epperaît, en France, comme une crise de régime n'est donc pas seulement une crise du politique, mais, plus prafandé-ment, una crisa de civilisation. Las citnyens ne s'engagent plus, aujourd'hui, dans la politique, nlors que certains sont prêts à soutenir des organisetione humanitaires. tiers-mondisles, de protection de l'environnement, de concommateurs. Ils ne croient plus aux idéologias totalisantes, mais aux engagementn précis at limitén. Or, tnute ection doit être forcement cohérente avec l'ensemble.

Pour résnudre ce paradoxe, il faut repenser la pretique politique globale, mais sans modèle idéologique ; penser plutôt en réseaux qu'en organisations pyramidelea; rechercher le ennvergence et le enneennus entre des netnurs divers, qui se raconneissent dane les mêmes inquiétuden, main, eussi, dens les mêmes veleurs éthiques et culturalies, c'est-à-dire mobiliser largement.

Le déclin du socialisme, l'échec du communisme, la vide fece eu libéralisme errogant, la droite qui ettend son tour sans projet tout en se déchirant sur des débats essen-tiels, la montée des thèses d'exclusion : l'échec des systèmes politiquen nuvre un espace nnu-veeu aux écologistee, meie laur donne de inurdes rasponsabilités. La présence de plus d'une cen-teine d'élus Verts dans les conseils réginnaux, l'eccès d'une Verta à une présidence de région, le débat nur le perticipation gouvernementale, tous cas événements posent sous un angle nou-

'AVENIR de le civilisation, vesu les rapports avec le pouvoir des écologistes engagés sur le terrain politique. Du côté de Généra-tion Ecologie, il ne e'agit plus de e'habiller de la seula imege d'un ministre otage d'un gouvernement socialiste, mais de se doter d'une organisation capable de gérer une centaine d'élue.

> Cas résultats électoraux interpellent concrètement toute une mouvance : associations de protection de la nature et de l'environnement, comités de citayenn, mouvements de consommateurs et trus ceux qui portent des projets elternatifs, souvent limités eux interstiess du système économique actuel. Cen orgenisations, qui tissent le société civile, ont poné le mouvement d'écologie politique où il est meintenant, meis l'interpellation écologiste seisit, aujourd'hui, d'eutree milieux, au cœur de l'administration, des décideurs économiques, des acteurs socieux. Grace é eux, l'écologie peut progressar vers cette mejorité culturelle, capabis de pénétrer l'ensembis des rouages de décision de facan complémentaira et, même, plue efficaca que celle des élus politi-

#### Un - contrat.

C'est l'abjectif danné par les Verts eux Assiess de l'écologie politique lors de leur easamblée générsie de Saint-Brieue, en novembre demier. Au-delà d'une polémique sur les termes assises nu états généraux. - le enntour du projet s'effine, même si l'importance de l'enjeu exacarbe lee malentendue : échanges de courrier sotre les Verts et Brice Lainnde, appel pour des états généraux. Cette rencontre set nuverte sens exclunive, pnur autant qu'elle ne se réduise pas eu faca-à-face de deux organisations politiques, cedre public de la rédection d'un éventuel programme commun.

La contrat doit être clair avec les représentants de la société civile : il n'est pes question de chercher une récupération politique, maie de trouver des synergies concrètes

entre les modes d'action politique et associative ou syndicale. Il ast questinn de dégeger, sur chaque thème, des actions et des exes de mobilisation enmmuns, opérationnels et applicables é relativement court terme, sinsi que des objecufs à long terme. La tanue d'essises préelables, au niveau régionel, permettra le remontée des réflexions des simples citoyens.

Il s'egire d'approfundir quatre grandes interrogations eujourd hui · saffaitmassa

Trouver de nouvelles formes de partage : l'écologie est prise entre l'économique st le social, tant au niveau International, avec le sommet de Rin, qu'eu nivesu naonnal, avec lea implications économiquea de nouvelles solidarités, de nouveaux comportements des scieurs économiques, de nouveaux rapports eu travail.

Habiter le territoire et la plonàte : les criees des especes urbains, ruraux et naturels dane un mande eux ressources limitées conduisent à concevoir un sménagament du territoire qui ne se limite plus à la multiplication des infrastructures.

Penser l'écologie : par l'éducatinn, les médles nu les débate d'ordra philosophique et éthique, nos sociétés doivent trouver de nouvelles valeurs, un équilibre entre culture et nature, entre identité et universalité.

Fonder de nouvelles pratiques pniltiquee pertegées entre les démocraties délégative et perticipative, c'est-à-dire inventer des relatione entre la société civile et le monde politique, les citoyens et les institutions.

NI forum ni débat d'experts, le rencontre de fin septembre à le Cité des sciences de La Villette sera un lleu où notre société françaine de la fin du vingtième niècle dialoguera avec elle-même et se penchere sur son avenir.

M. Christien Brodheg, membre du collège nxécutif des Verts, est chargé de l'organisa-tion des Assises de l'écologie.

#### EN BREF

Sous le titre « De mieux en directeur politique, M. Jean Madiran, le journal Présent, daos soo édition du 21 mai, a reproché à M. Pierre Sergent, membre du bureau politique du Front national, d'avoir dénoncé le comportement des « nostalgiques de Vichy », eu Front national (le Mande du 20 mai), deos les colonnes du « quotidien gouchiste et anarchiste mondain Libération». «La proehaine fois, ce sera sans doute carrément dons l'Humenité?», interroge cette publication iepéniste, qui manifeste son désaccord evec l'exigence de « pudeur » que réclamait M. Sergent de la part des thuriféraires de la collaboration. Ce quotidien écrit que l'ancien chef de l'OAS-Métropole préconise, « en somme, la réconciliation [nationale] par le baillon ».

m. Peyrefitte estime que le monvement gaelliste est « seconé » comme jamais depuis trente ans. – M. Alain Peyrefitte, député (RPR) de la Scine-et-Marne et président du comité éditorial du Figaro, écrit dans ee quotidien, vendredi 22 mai, au sujet du débat sur l'Union européenne : « On ne peut nier qu'en trente-trais ans de Ve République, aucune des épreuves de la vie politique, hormis l'affaire algérienne, n'avait autant secoué le manvement gaulliste. » Scion lui l'erreur a été de vouloir foire prévelnir, des le début, l'unité su sein de l'apposition, alors qu'il eurait été préférable d'admettre la « diversité » et la «liberté ».

M. Guillet est nommé secrétaire général de groupe RPR. - M. Jean-Jacques Guillet (RPR), conseiller régional de l'Île-de-France, sup-pléant de M. Claude Labbé (RPR), député des Hnuts-de-Seine, n été nommé, mardi 19 mai, secreteire général du groupe RPR du Sénat. Proche M. Charles Pasqua, président du groupe, il remplace M. Jean-François Probst, qui eveil quitté ses spoetions en février parec qu'il d'avait pas été reconduit sur la liste RPR-UDF sux élections régionales de mars der-

Le Monde Publicité Renseignements: 46-62-74-43

#### Nouvelle polémique au PCF

#### M. Herzog et ses amis sont en désaccord avec M. Marchais sur la citoyenneté européenne

La question de la citoyenneté euro-La question de la citoyenneté euro-péenne suscite une nouvelle polémi-que au PCF. M. Philippe Herzog, chef de file des économistes du parti, et plusieurs de ses amis (1) ont vive-ment réagi, vendredi 22 mai, au point de vue exprimé, é ce sujet, la veille au soir, sur TF1, par M. Georges Mar-chais. Le secrélaire général du PCF evait réaffirmé la position de son parti, qui consiste é rejeter le droit de vote aux élections municipales et eux cumpéennes inscrit dans le traité de européennes inscrit dans le traité de Masstricht en faveur des ressortissants de la Communauté, au motif que cela reviendrait à « instituer une sorte d'euroracisme», puisque, comme le disait M. André Lajoinie le 6 mai devent l'Assemblée nationale, « un Algérien, mais aussi un Autrichien ou un Suisse virant, travaillant, payant ses impôts en France depuis plus de dix ans et parlant le français serait privé du droit qu'obtiendrait un Allemand au un Hollandais en acquerant simplement une résidence secondaire».

M. Herzog et ses amis ont diffusé un texte dans lequel ils reprochent implicitement à M. Marchais de faire implicitement à M. Marchais de taire le jeu d'«une partie de la droite», qui e fait du refus de ce droit de vote son principal cheval de bataille, é l'image de «M. Charles Pasqua, [qui] cherche au Sènat une majorité pour rejeter cette disposition». «Notre position est celle du programme du PCF, indiquent-ils. Les communistes sont favorables au droit de vote et d'éligibilité. pour les élections locales et européennes de tous les immigrés présents en France depuis cinq ans quelle que soit leur nationalité. Nous sommes en désaccord avec M. Marchais lorsque, à TF1, il dit « non » au vote des étrangers comunautaires sans, au contraire, réclamer le droit de vote pour tous. (\_, recumer te arou de vote pour touts (...)
Nous refusons les discriminations ou contient l'actuel projet gouvernemental de révision constitutionnelle de Maas-tricht. » M. Herzog et les autres signataires de ce texte concluent que «les singleurs communistes ne devraien pas voter l'amendement Pasqua».

(i) MM. Pascal Addari, Paul Buccara. Gilbert Chollier, Yvest Dimicoli, Gaby Echinard, André Ferron, Jean-Christophe Le Duigou, Bernard Marx, Pierre Séles-kovitch. M. Maiié Doucet, Marion Le Rechee, Catherine Luca, Monique Prim, Nicole Rondeau.

# «Je ne comprends pas ce que l'on me reproche»

nous déclare le directeur du Centre départemental de transfusion sanguine de la Réunion

« Vous venez, sur la demande de M. Michel Lucas, patron de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), d'être suspendu à titre conservatoire par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, de vos fonctions de directeur du Centre départemental de transfusion sanguine de la Réunion, un poste que vous occupez depuis 1974. Com-prenez-vous les raisons d'une telle décision?

- En aucune facon. Cette décision est, pour moi, totalement incroyable. Eile l'est d'autant plus que l'inspec-teur de l'IGAS qui vient de terminer sa mission m'a assuré ne pas avoir encore remis officiellement son rapport. On est ainsi en opposition totale avec les procédures réglementaires habituelles qui m'auraient per mis d'assurer ma défense.

 Cela dit, les reproches qui vous sont faits - notamment des collectes de sang en milieu péni-tentiaire poursuivias jusque fin 1991 - ne peuvent pas être éva-cuéa aur de simplaa prétextes réglementaires. Avez-vous, sur ce point, eu conneissance d'une note de l'administration pénitentiaire datée de 1985 auspendant de

- Je n'al jamais eu connaissance d'un tel document et mes autorités de tutelle ne m'en ont jamais signifié l'existence. Il faut dire que les prélèvements de sang en milieu péniten-tiaire ne sont pas en eux-mêmes une pratique dangereuse, dès lors que ce milieu est régulièrement contrôlé et que les donneurs sont sétectionnés par les médecins responsables. Je ne vois pas, dans ces conditions, pour-quoi ces collectes seraient plus dangereuses que celles pratiquées, par exemple, en plein Paris... J'ejoute que les directeurs des établissements pénitentiaires de la Réunion ne se ques et que la toxicomanie intravei-

neuse, l'un des principaux facteurs de en milieu pénitentiaire n'ont reprérisque de contamination par le virus du sida, est très peu répandue sur l'île. Les ministères de la santé et de la justice m'ont demandé des rapports sur cette question. J'ai envoyé toutes les statistiques à Paris. On n'a jamais trouvé une seule sérologie positive vis-à-vis du virus du sida dans les collectes de sang effectuées dans les trois établissemes tiaires de l'île. Ces collectes ont toujours été pratiquées et, en 1985, lorsque l'épidémie de sida a éclaté, nous avons pris les précautions nécessaires de contrôle hiologique et de vérifica-

»Sur t4 000 prélèvements annuels

senté, au total, qu'entre 150 el 200 prélèvements, et, ces dernières années, ce chiffre avait encore été

> « Un geste vis-à-vis de l'île»

Ainsi, en 199t, nous n'avons compté que 31 prélèvements en milieu pénitentiaire. J'ajoute qu'en ringt-deux ans on ne m'a jamais fail d'objection quant à la qualité du effectués à la Réunion, les collectes sang ou quant au mode de collecte, et ee en dépit des différentes comprends unifement ce qu'on me

-- Le ministre de la santé et de l'action humanitaire cite égale-ment, se fondant sur les conclusions de l'enquête de l'IGAS, des prélèvements de sang effectués en milieu psychistrique...

- Il fant savoir comment fonctionne un bôpital psychiatrique avant de juger. Nos collectes concernaient en tout premier lien le personnel soignant, et ensuite des malades qui u'étaient pas dangereux d'un point de vue sanitaire et médical, des lors qu'une sélection avait été faite. Bien évidemment, nous n'avons jamais

force qui que ce soit à donner son sang. Ces collectes ont été réalisées avec l'autorisation explicite du direc-

 On your reproche encore une collecte de sang sur un bâtiment de la marine nationale de retour d'une zone d'endémie palustre...

- Où est le danger d'une telle collecte de sang dès lors que t'on a recherché les marqueurs de l'infection par le parasite du paludisme? Si l'on décide de ne plus collecter le sang dans de telles conditions, il ne faut plus faire de prélèvements chez l'ensemble des Réunionneis qui sont nés et unt grandi paludéens. l'ajoute que les bateaux français comme le Jeanne-d'Arc, lorsqu'ils touchent la Réunion, font, avec le don de sang, un geste vis-à-vis de l'île.

On vous reproche encore des distributions de produits sanguins sans prescription médicale et sens identification des patients

- Le centre départemental de transfusion sangnine de la Réunion se trouve à Saint-Denis. Les cliniques entorisées à faire de la chirurgie lourde se situent à quarante ou à cinquante kilomètres de cette ville et ont constitué de petites réserves san-guines, Lorsqu'ils ont besoin de sang, il arrive à ces établissements d'avan-cer des noms fictifs on de dire que ces poches sanguines sont pour leur réserve. Ai-je le droit de refuser du sang à ces établisements? Plus généralement, nous pratiquons bien évi-demment les mêmes examens de dépistage sérologique que ceux effec-tués en métropole, ce qui nous impose des contraintes pour lesles moyens techniques nécessaires.

- Estimez-vous ătre victime d'une forme de cabale? - Oui, tout à fait.»

JEAN-YVES NAU 34-25-22-42).

A Paris

#### Un millier de manifestants dénoncent les conditions d'hospitalisation des malades du sida

Répondant à l'appel d'associations d'aide aux malades du sida, plus d'un millier de personnes ont manifesté vendredi 22 mai, à Paris, pour dénoncer la «dégradation du système hospitalier en région parisienne » ainsi que la «gestion désastreuse du sida par l'Assistance publique».

Face à la progression significative de la maladie (cinquante nouveaux cas de sida sont déclarés chaque tine en région parisienne), et à la difficulté croissante des hôpitaux à accueillir les malades dans de bonnes conditions, les associations AIDES et Act'Up réclament la mise en œuvre d'une dizzine de propositions réunies dans un «plan d'urgence».

ll s'agit notamment d'enrayer au plus vite la diminution du nombre des lits dans les hôpitaux de l'Assistance publique et d'améliorer la formation d'un personnel bospitalier dont l'effectif est jugé insuffisant. Par ailleurs, les représentants de ces asso-ciations souhaitent que l'on facilite l'accès aux structures de soins à domicile, et que les consultations du soir et du samedi soient étendnes afin de permettre aux patients de concilier suivi médical et activités

Perte d'une source radioactive à Sarcelles. - Une source radioactive médicale de 55 milliouries a été perdne, jeudi 21 mai, dans une clin de physiothérapie de Sarcelles (Vald'Oise). Cette source de césium 137 se présente sous la forme d'un flexible métallique (30 centimètres de long, 4 millimètres de diamètre). Le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) demande à la population de ne ramasser aucun objet incomm, et à toute personne qui découvrirait ce flexible dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis ou da Val-d'Oise de prévenir la préfecture de Cergy-Pon-

LEGILITIES

20 239 1

::::

### Querelle de pouvoirs ast da la compétance da le

SAINT-DENIS

de notre correspondant

La décision du ministre da la santé de suspendre de ses fonctions le docteur Gérard, directeur du cantra de transfusion eanguine de la Réunion (le Monde du 23 mai) depuie 1969, ae altua, pnur las observataura locaux, dans la prolongement d'un long conflit l'opposant à le direction du eantra hospitalier départamental de Bellepierre à Saint-Denis, et portant sur la gestion at lee compétences du cantre de trensfueion sanguine. Comma d'autres structures da ce type, le CTS de la Réunion repose aur une organisation hybride. La responsabilité médicala, techniqua at administrative est en effet du

rassort du directeur du centre,

direction du CHD. Salon la docteur Gérard, les

difficultés seraient apparues ces damières années avec l'élargieeement du champ des compétences (dépistage prénatal et etypage » das maladas at des donnaurs d'orgenaa ou da moëlle osseuse) at la multiplicité des tâchas damandées au CTS at esans qua las moyans humeins et matérials suivent vraiments. Pour se pert, la direc-tion du centre hospiteller départementel reproche au docteur Gérard d'avoir mai géré la répartition de ses effectifs à l'intérieur du cantra de transfusion sanguine. En 1991, la directeur départemental des affaires sanitaires et sociales avait estimé. ns un courrier edress elors que la gestion des moyens M. Gérard, « incompatible avec

les principas de la comptabilité publique, et même privée » l'intégration de plusieura activitéa e non transfusionnelles » au CTS de Seint-Denis e sans s'en essurer les financements, pensant par là que l'intendence suivre ». Pour la docteur Gérard, ces eccusations sont sans fondement.

Biologista de formation et homme politique estypique» proche das milieux da l'UDF, le docteur Gérard e été membre de l'ancienne équipe de M. Auguste Legros (encien meira, député app. RPR), à la mairie de Saint-Denis et eu conseil général, Toutefois lors des élections municipales de 1989, il e rejoint la tête de liste socialiste à Saint-Denis. M. Gibert Annette.

ALIX DIJOUX

# Images d'or

Suite de la première page

La guerre à laquelle se livrent les chaînes de télévision pour l'exclusivité des droits de retransmission des grands événements sportifs e atteint un niveau inconnu en France. Il a fallu le drame du stade Furiani à Bastia pour que MM. Hervé Bourges et Patrick Le Lay, présidents d'Antenne 2 / FR 3 et de TF I, enterrent la heche de guerre et renoncent à retransmettre chacun l'intégralité du Championnat d'Europe des nations de fcotball, qui a lieu en Suède à partir du 10 juin. Au lendemain de la catastrophe, les deux chaînes ont brusquement accepté de se partager les matches - buil pour le service public, sept pour TF I - comme si elles avaient craint qu'un lien soit établi entre la guerre des lélévisinns et la mort de spectaleurs

#### Guerre des prix

Furiani apeisera-t-il la surenchère des retransmissions? M. Jean-François Bourg, ensei-gnant-chercheur à l'université de Limoges et spécialiste de l'économie du sport, en donle beaucoup : «l'économie du sport est si imbriquée à l'économie de la télévision, les enjeux financiers sont si importants que les conflits ne peuvent cesser qu'en apparence». Selon M. Bourg, le sport remplit plusieurs fonctions importantes vis-àvis de la lélévision. Tout d'ebord, il est l'une des clés qui permettent à certaines chaînes de résoudre un problème de fond : menbler un temps d'antenne de plus en plus élargi au moyen d'un réservoir inépuisable d'images.

De 900 heures en 1985, l'offre d'images sportives est ainsi passée à près de 2 000 heures en 1991. FR 3 a pu intégrer dens sa grille des compétitions sportives à noto-riété limitée pendant que TF I a déployé toute sa puissance financière pour la conquête de compétitions de premier plan (football, grands prix de formule 1).

Mais le sport n'est pas qu'un pallielif, c'est eussi un formidable pourvoyeur d'audience et donc de recettes publicitaires. Si l'on en croit le rapport que le Conseil supérieur de l'eudiovisuel, sous l'égide de M. Roland Feure, e consacré eux reletions du sport et de la télévision (1991), la finale de chaînes montre que Canal Plus a

la coupe d'Europe des clubs cham-pions entre l'Étoile rouge de Belgrade et l'Olympique de Marseille en 1991 aveit procuré à TF 1 49,5 % d'audience et 70 % de parts de marché. « Avec un tel score, TF l a amorti son investissement réalisant une recette publicitaire environ cinq fois supérieure au prix poyé pour la rencontre». La Fèdération de tennis revendique 35 % de part de marché pour la retrans-mission des Internationaux de France 1991 avee six millions de personnes devant leur poste (soit un téléspectateur sur deux) pour la finale masculine.

Parce que peu d'événements sportifs créent de fortes audiences, la compétition entre les chaînes se méne au coutean. La richissime Canal Plus (t,1 milliard de francs de bénéfices en 1991), qui payait 1,75 millinn de francs chaque retransmission des matebes du champinnat de football en 1986, a pu sans difficulté régler 2,5 mil-lions en 1987, puis 4,5 millions en 1992 pour les mêmes événements. L'accord intervenu récemment entre la chaîne cryptée et la Ligue nationale de football a renchéri les prix dans des proportions telles que les deux parties n'ont pas jugé bon de les rendre publiques.

Quand La Cinq avait obtenu les retransmissions des Grands prix de formule 1 - outre les relations privilégiées entre l'homme alors prési-dent de la Fédération internationale du sport automobile, M. Jeen-Marie Balestre, et M. Robert Hersant qui était encore le patron de la chaîne, - elle n'a pu le fsire qu'en proposant 250 millions de francs pour l'ensemble des droits de retransmissinn sur eina ans. Soit près de 100 millions de plus que TF l. Après la mont de La Cinq et à l'issue d'une compétition achernée avec Antenne 2- FR 3, TF 1 e récupéré la F1. Pour un prix qui n'a pas été communiqué non plus.

#### Des droits multipliés par six en cinq ans

Pour donner une idée des sommes mobilisées par les chaînes en vue de l'achat de droits de retransmission, le CSA indique, que de 1985 à 1990, le montant total des droits versés per les chaînes à l'ensemble des disciplines sportives a été multiplié par six. Une étude fine du bilan des

déhoursé pour le sport près de 600 millions de francs en 1991, suivi de près par TF I avec environ 500 millions. Quent an service public, il arrive loin derrière avec une enveloppe fixée à 312 millions pour A2- FR 3 en 1992.

Cette inflation des coûts a pour origine la déréglementation par-tielle qui a caractérisé l'audiovisuel français à partir des années 80. Tant que dura l'ORTF, le coût des retransmissions se bornait au coût de productinu. Mais, à partir de 1974, la création de sociétés nationales de télévision a introduit un début de concurrence. TF t et Antenue 2 oul commence de se disputer les grands programmes sportifs tout en veillant à rester complémentaires.

L'arrivée de Canal Plus en 1984, la création de La Cinq en 1986, et surtout la privatisation de TF t en 1987 laneeront l'ensemble des acteurs de l'audiovisuel dans une mêlée ou tous les coups étaient

(pour neuf matches de football disputés pendant cette période) de ne pas retransmettre ces rencontres en direct à 20 h 30, mais en différé à partir de 23 heures. Canal Plus qui partageait les droits svec TF1 a diffusé ces sept rencontres en crypté et en direct pour ses abon-

#### « Produit de consommation »

Les clubs de football et les deux chaînes y ont trouvé leur compte notamment TF I qui a consacré la première partie de soirée à des programmes grand public, - mais pas les sportifs. Il est même arrivé que certaines chaînes acquiérent des droits de retransmission à seule sin de les geler pour empêcher toute couverture de cet événement sportif par une chaîne concurrente. Il a

Le tirage au sort des Internationaux de Roland-Garros

### Un «choc» Connors-Stich au premier tour

Le draga au sori du tablaau final daa Intarnationaux da França (nns damièras éditions du samedi 23 mai), qui mettront an jeu à partir de lundi 25 mai 41 425 000 F, n'e pas été très tendre pour l'Américain Jimmy Connors: bientôt âgé da 40 ans, Jimho davra affrontar au premier tour la redoutable Allemand Michael Stich, tête da séria Nº 4. En 1991, Connors eveit offert un match mémorable au public de Roland-Garros lors du traisième tour, résistant plusiaura haures à Michael Chang, son cadet de vingt ans et vainqueur da l'édition 1989, avant de s'incliner dans le cinquième set

Tenant du titre et tête de série № 1, l'Américain Jim Courier aura le tâche aisée puisqu'il trouvers eur son chemin un joueur iseu des qualifications. Mais il éprouvara certainement besucoup plus de difficultés au deuxièma tour, où il devrain en découdre avec l'Autrichien Thomas Muster, lauréat du damier tournoi da Monte-Carlo at réputé efficace aur tarre battue, rochategui.

Les autrea têtes da aéria na saront pas an dangar an ca début da tournni. Saul ivan Lendl (N= 10), tripla vainqueur da Aniand-Garros, devra sa méfier de l'Espagnol Sergi Bruguera. Laa Américains Pata Sampree (N. 3) et Michael Chang (N= 5) affronteront raspactivement la Suisse Marc Rosset, puissant serveur, et le Néerlandais Paul Haarhuis.

La Français Oliviar Soulas n'eura guèra de chance face à Stefan Edberg (N- 2), tandis que Guy Forget (Nº 6) devrait se défaire sans trop de mai du Brésilien Luis Matter. Henri Leconte at Thierry Champion seront quant à eux opposés à das joueurs issus des qualifications.

Côté femmes, Monica Seles (Nº 1) affrontera la Française Catherine Mothes, et Steffi Graf (Nº 2) débuters contre la Canadienne Renée Simpson-Alter. Quant à Nathalie Teuziat, première Française et tête de série N- 12 du tournoi, alle sera opposée à l'Argentine Ines Gor-

permis. Entre août 1989 et octobre commission présidée par 1990, TF1 e décidé e sept reprises M. Rolend Feure du CSA pour qu'en 1992 un accord soit mis eu point qui donne aux chaînes démunies de droits la possibilité de diffuser des images de reneontres sportives dans leurs journaux télé-visés ou magazines. Droit à l'information qui a été inscrit formelle ment dans le projet de loi sur la modernisation du sport soumise au Parlement par M= Frédérique Bredin, ministre de la jermesse et des

> Qui profite de cette frénésie télévisuelle et financière? La télévi-sion? Le sport? Ou le grand publie? Le débat bat son plein. Comme le soulignait M. Jacques Ferran, journaliste sportif et eonseiller technique du CSA au sein de la commission sport et télé-vision, la dispute est double : « Les gens du sport s'inquiètent et parfois se scandalisent de ce que l'emprise de la télévision sur le sport entraîne des conséquences préjudiciables. La télévision, disent-ils s'est emparée de certains sports à des fins pure-ment lucratives et du coup exploite le sport et le réduit plus qu'elle ne le sert. Il ne sera bientôt plus qu'un produit de consommation audioviselle qui ne méritera même plus le nom de sport.

De leur côté les diffuseurs rétor-quent : «A qui la faute? A nos exi-gences ou aux vôtres? Plus ça va et plus les fédérations, les clubs, les organisateurs privès nous réclament d'argent et de temps d'antenne : alux ils nous consideres. plus ils nous considérent comme les véritables « producteurs » du specia-cie sportif. Supprimez l'apport télé-visuel et l'édifice entier du sport s'écroulera comme un chateau de cartes » (1).

#### L'hégémonie de Mansell et l'audimat

Faul il le préciser? les deux ont raison. La télévision instrumenta-lise le sport et le plie de plus en plus à une logique de rentabilité publicitaire. Imaginée en 1971 par l'Américain Vince van Alien, le règle du tie break (jeu décisif) au tennis a été introduite (avec succès) pour raccourcir la durée des matches et les insérer dans des créneaux horsire compatibles avec leur passage à l'autenne

A l'occasion des Jeux de Séoul, la chaîne américaine NBC, qui avait acheté 300 millions de dollars l'exclusivité des droits de retransmission, a tenté d'imposer eux organisateurs de fixer les finales des compétitions reines (natation et ethlétisme) aux heures de forte audience ... aux Etats-Unis sans tenir compte des intérêts des sportifs. Pour la Coupe du monde de football 1994 qui aura fieu aux Etats-Unis, les chaînes américaines ont proposé que les deux mi-temps classiques soient supprimées au profit de quatre périodes (à l'instar du hockey sur glace) de manière à laisser de la place aux annonceurs.

Depuis le début du championnat du monde de formule 1, l'hégémonie de Nigel Mansell (cinq victoires en cinq courses) fait chuter l'audimat. Pour le redresser, les organisateurs planchent sur l'introduction de «handicaps» (carburant unique) qui redonnerait l'avantage au pilotage sur la motorisation.

De leur côté, les chaînes ont raison de mettre en avant «la rapa-cité» des fédérations et des clubs. Bien que la télévision ne soit pas, et de loin, le principal pourvoyeur de fonds dn monde sportif - les collectivités territoriales (22,4 milliards de francs), l'Etat (7,5 milliards) et les entreprises (5 milliards de francs) viennent en premier, selon une étude de 1991 du ministère de la jeunesse et des sports, – les droits de retransmission jouent un rôle clé pour le foothall, le tennis et le cyclisme. Ces trois sports occupent à eux seuls la moitié du temps d'antenne et une part plus importante encore des budgets.

Par contrecoup, les sports faibles générateurs d'audience sont contraints de financer leur propre apparition à l'écran.

De plus en plus l'économie de la télévision régente l'économie de certains sports. Sans la télévision, les Jeux olympiques ne pourraient plus être financés, les Conpes du mnude de rugby, de football, de volley-ball n'existeraient pas, sans parier de certaines rencontres de championnat du monde de boxe qui engendrent des recettes colos-sales avec la technique du pay per

Ce n'est donc pas un hasard si des chaînes comme Canei Plus nouent des relations quasi à vie avec le football en s'assurant l'exclusivité des retransmissions sur le long terme, mais eussi en prenant des participations en capital dans des équipes et dans des stades. Canal Plus serait candidat pour devenir concessionnaire du Parc des Princes. Qui e dit que le sport n'était pas un patrimoine?

YVES MAMOU

(1) Cité dans Sport et télévision, une conférence prononcée par M. Roland Faure à Grenoble le 4 fevrier 1992.

**野生的** 800

Carrier .

Stage of the con-

Park to 12 23.

The state of the s

1. V 4.7 4

ي چن

1.10 年 25年

12 CO

N 2 160

··· 🙀 💓

The state of the

Las Book

"五十二年·日本 THE WAY THE PARTY OF

British and a

والمنافق والمنافقة

Marie Land

TALL STATE OF

inda -

San Artist Control of the

The state of the state of

Marie Common

A Section of the sect

and the second supplied to the second

and the same of

20.49

Page to a second

The state of the s

graden in war.

Secret 1

The Notice of

· · · ·

John She San

100 to ---

## HEURES LOCALES

# Adieux aux armes

Le département de l'Aisne a du mal à accepter le départ des militaires de la 8ª division d'infantene et beaucoup de villes s'inquiètent pour leur devenir économique

de notre envoyée spéciale

'ARTILLEUR da post de l'Alma a l'air las. Offert par la Ville de Paris en 1974 à la bourgade de La Fère, il semble pourtant être en terre picarde depuis toujours. Dressée face aux bâtiments militaires du dix-huitième siècle qui encerclent la grande place, la statue pourrait devenir un symbole amer, en juillet 1993, lorsque l'armée anra définitivement abandonné ce chef-lieu de canton, herceau de l'artillerie française

La Fère, Laon, Falembray, Sissonne, Soissons: avec la dissolution de la 8 division d'infanterie, annoncée le 16 avril dernier, e'est le département tout entier qui est sous le choc (le Monde daté 26 et 27 avril). L'an prochain, l'Aisne va perdre près de 5 400 hommes, dont 1 100 cadres de l'armée. Les études vant bon train afin d'évaluer la gravité des répercussions économiques. Les élus locaux de tous bords entendent bien négocier des compensations evec l'Etat, sur des bases concrètes. L'impact psychologique, lui, est plus difficile à mesurer.

Prétendre que l'ensemble de la population reste ettaché à l'omniprésence séculaire de l'armée serait discutable. Mais cette « terre de sang » se sent doublement sacrifiée. « Martyrisés par les guerres, victimes de la paix»: la farmule est de M. Bernard Lefranc (PS), maire de Soissons, et pourrait connaître quelque succès. Car l'Aisne a payé eher sa situation sur le chemin des invasions, non seulement en vies humaines, mais aussi en retard de directers aussi en retard de développement : l'implantation de toute industrie «sensible» lui étant interdite.

**-** 1 (m) .

### et trahison

Dans le centre de La Fère, derrière la caisse de son magasin d'elimentation, Me Ginette Michel, adjointe au maire chargée de la culture, garde néanmoins le sourire, un sourire navré. « Pour nous, e'est une catastrophe: pour eux, c'est une trahson, gisse-telle. « Eux », ce sont les hommes du 41 régiment d'artiblerie de marine. Selon certains ment d'artillerie de marine. Selon certains, La Fère représente pour cette arme ce que Saumur est à la cavalerie : une institution, mais aussi, ici, une contrainte.

Depuis toujours, les régiments successifs ont fait la richesse de ce bourg de 3 000 habi-tants, essentiellement commerçant. La caserne actuelle fut construite, en 1720, par les La Fèrois cux-mêmes, fetigués, alors, d'accueillir les soldats chez eux. Le premier Joze, en soldat de choc prêt à rayer le canton parviendra probablement pas à relever scule.



Etablissement régional du matériel (ERM) date, lui, de 1666. En guise de coup de grâce, la disparition complète de ces ateliers d'entretien des équipements militaires est pro-grammée pour 1997, l'ERM fait aujourd'hui travailler 200 civils.

Certes, chacun l'admet du bont des lèvres, eménager le territoire n'est pas le mission première de l'armée; senlement cela n'empêche pas cette dernière d'occuper des emplacements stratégiques, comme lei, depuis des siècles l Au total, les militaires disposent de 30 hectares en plein centre-ville, soit un bon tiers de la commune. Que faire de ces milliers de mètres carrés? La question tourne au cauchemar pour le maire, M. Ray-mond Denenville (RPR). Des logements? Pour qui? Une administration? « Il ne faut pas rêver», soupire l'ein. Un établissement d'enseignement supérieur? Il en faudrait plu-sieurs pour rentablisser ces bâtiments dont une bonne partie, fieuron de l'architecture militaire, est classée monument historique, et donc impossible à détruire. Pourtant, la commune manque d'espace : ses maigres terres elentours sont innondées régulièrement par l'Oise et ses affluents.

Alors, dans le bourg condamné à une «monoactivité» particulière, la rancœur s'af-

de la carte de France. Quelques manifestations out eu lieu fin avril; nujourd'hui, e'est platôt l'abattement qui damine. Quel com-merce ne sera pas touché par le déménage-ment des 250 officiers, sous-officiers, et de eurs familles? Combien des dix-huit cafés de la ville survivront an départ des 920 appelés?

Selon une étude commandée par la municipalité, dix-huit postes d'instituteurs, de professeurs du collège local, d'agents d'entretien seraient menacés. Les La Fèrois ont encore hien d'antres sujets d'inquiétude, qu'ils citent en vrac : des administrations comme la poste ou la gendarmerie pourraient diminuer leurs effectifs, certains artisans disparaître, le marché de l'immobilier s'écrouler et, surtout, la gare SNCF être supprimée.

#### Les élus prônent l'union

Rares sont les optimistes à spéculer sur un prochain changement de majorité gouvernementale, qui leur permettrait, espèrent-ils, de garder « leurs » soldats. Les mêmes rêvent aussi d'occneillir les unités actuellement basées en Allemagne; en feit, celles-ci doivent être en grande partie dissontes. La majorité e compris qu'infémédiablement la majorité e compris qu'irrémédiablement La Fère va devoir non seulement diversifier ses ressources économiques, mais aussi s'invensilhouette du ministre de la défense, Pierre ter une nouvelle identité. Un défi qu'elle ne

Le départ des militaires fait figure de cataclysme dans le chef-lieu de canton, même si ee dernier est placé au cœur d'un bassin d'emplais onn négligeable. Les communes sttenantes sont, en effet, mieux dotées en ter-rains et accueillent plusieurs implantations industrielles. Reste à s'entendre.

L'ensemble des élus de l'Aisne savent qu'ils vant devair présenter un front ani pour défendre leur collectivité. La solidarité nationale, elle, se chiffre à 80 millions de francs : tel est le montant de l'enveloppe que l'Etat met sur la table des négociations pour la France entière. Sans attendre l'installation prochaine, à Laon, du comité départemental de restructuration promis par le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, les collectivités locales ont déjà formulé des propositions de modernisation des infrastructures routières et ferrovières.

En parallèle, cheeun des élus murrit des idées pour sa commune : Laon aimerait être eidée dans la réalisation d'une zone industrielle intercommunale et espère bénéficier de délocalisations d'entreprises publiques; Soissons souhaite, entre autres, attirer des laboramires du CNRS grâce à ses sites archéologiques; Sissonne vaudrait ohtenir le centre mobilisateur de l'armée, ectuellement situé à Folemhray...

« Il nous reste tout de même quinze mois pour travailler ensemble », conclut le préfet, M. Jean-René Lemas, qui se veut rassurant. Un discours que les maires écontent avec un notimisme modéré et... une vigilance sans faille. « Nous ne mourrons pas sans réagir », proclament-ils tous en substance. Et ehecun d'égrener les raisons d'espérer en un avenir meilleur.

Les atouts de cette terre discrète de Pîcardie ne manquent pas, expliquent-ils. Forte d'un patrimaine historique injustement méconnu, bien située (une centaine de kilomètres séparent Soissons de Paris) faute d'être hien desservie, « à une journée de camion de 80 millions de clients riches», selon M. Paul Girod (UDF), président du conseil général. l'Aisne peut aussi s'eppuyer, à en croire ce dernier, sur une population sérieuse et lahorieuse. « Massacrés tout les trente ans en mayenne, nous avons appris à disserencier l'essentiel de l'accessoire. » Une force de caractère qui pourrait se révéler bien

**MARTINE VALO** 

#### Maires de banlieue

ES neuf mesures ennoncées per la ministre da la villa peuvent-elles aidar las habitents dae banliauaa à retrouver un pau d'aspoir? Entre les idées origineles et le reprisa da propuaitions antérieures, beaucoup vont attendra las réelisations concrètes prévues dans « une dizaine de quartiers en crise».

Les maires des villes de banlieue seront parmi les plus attentifs. Ils sant qualque 600 élus à gérer au quotidien des ensemblee HLM ou das quartiers dartoirs laiasés par la vague de constructions des années 60. Des hommes et des femmes qui tentent de faire évoluer leurs citée, da fevariser l'enracinamant de résidents d'origines et de culturee diverses.

Ces élus, particuliàrement les membres de l'essocietion Ville et Banlieue qui viennent de se réunir à Sotteville-lès-Rouan, savent qua «l'evenir ne se joue pas sur quelques opérations specteculeires ». Gens de terrain, ils ont appris depuis longtamps que le maire est « le premier pompier de la commune ». Ils doivent être prêts à éteindre l'incendie avant d'avoir eu le temps de le prévenir.

Hebitués des méendres administratifs, les meires de banfieue jonglent avec les différents fonde d'aide gouvernementaux, evec les progremmes prioritaires et les copérations de développement ». Ils savent réhabiliter ou reconstruire, ils ont même appris à tirer les sonnattee pour conserver un bureau de poste dens les cases ebendonnées d'un centre commercial. Mais ils s'avouent désarmés face eu chômege. Au-dalà des erreurs d'urbanisme, des difficultés de l'Intégration, de l'enonymat, le manque d'emplois n'est-il pes le première origine du

## Paris, pôle touristique

La capitale a la faveur des étrangers, mais cette suprématie se mérite chaque lour

NE ectivité économique de visiteurs ont été reçus, renseignés, plus souple », plus guidés, et 51 000 réservations diverse, un habitet social d'hôtels effectuées. Le plan-guide mieux implanté grâce aux aides publiques et à la cotisation des employeurs, un réseau de trans-ports urbains de meilleure qualité et plus sûrs, ces atouts de Paris et de l'Ile-de-France par rapport à Londres et à son agglomération, c'est une étude commandée par le capitale britannique qui les sou-ligne. Réalisée par le cabinet de consultants Coopers and Lybrand Deloitte, elle n'est pas vraiment suspecte de complaisance à l'égard de Paris.

Ce « Paris vu de Londres», que présente et commente l'Office du tourisme et des congrès de Paris dans sa publication la Lettre de Paris, réserve d'autres surprises. Ainsi epprend-on que, si les déci-deurs des affaires internationales et des cent cinquante-six multinationeles hasées à Londres elassent Paris en quarrième position derrière New-York, Londres et Takyo parmi les capitales mondiales, en revanche, les associations de sauve-garde de l'environnement londoniennes placent la capitale française en tête, devant Londres et New-York. En fait, tous critères combinés, Paris et Londres sont les deux véritables rivales européennes.

## vers les pays de l'Est

Comme pôle tonristique, Paris demeure pourtant inégalé. Au pre-mier rang mondial du tonrisme d'affaires, pour la douzième année

consécutive. An premier rang euro-péen pour les accueils en hôtellerie de tourisme. Une suprématie que l'Office da taurisme souhaite conserver en multipliant les initiatives. Un sep-tième bureau d'accueil dans la capitale a été unvert à la gare Montpar-nasse. En 1991, pius d'un million

de Paris e été diffasé à 1 400 000 exemplaires en huit langues, euxquels s'ajouteront cette année 400 000 exemplaires dans cinq langues des pays de l'Est et en corten. Les pays de l'Est sont d'ailleurs l'objet d'une attention particulière puisque l'Office a édité dans leurs langues le document de la préfecture de police sur le stationnement des autocars et la réglements tion de la circulation à Paris.

#### et «Kissouri»

Mais surtont pour maintenir l'avance de la capitale anr ses concurrentes, l'Office pratique une politique de promotina, en particu-lier sur les marchés nord-américain et européen. L'onverture d'Euro Disney affre l'occasina de faire mieux connaître la ville. L'Office a négocié an accord de partenariet avec Disney et la RATP pour la participation à une campagne de publicité sur les marchés européens sur le thème : « Paris, ses hôtels, ses monuments, à 35 minutes du Parc Euro Disney: c'est en RER, avec Paris-Visite.»

Une campagne de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris et du Club Capitale économique, qu'elle a créé avec soixante chefs de grandes entreprises, apporte sa pierre à l'édifice. Elle a le visage et la silhouette de petits personnages baptisés «Kissouri». Peut-être forcent-ils un peu la dose dans l'hila-rité... Leur présence sur la vitre des commerces, hôtels, taxis, bus, garantira le meilleur accueil aux étrangers. De ce point de vue, on n'en fera jamais trop.

# L'euphorie des vieux gréements

Venus de vingt-cinq pays, des centaines de voiliers vont se retrouver à Brest en juillet

BREST

de notre correspondant EUX MILLE bateaux doi-

vent rallier la rade de Brest le 10 juillet. L'Europe des vieux greements s'est donné rendez-vous à la pointe de Bretagne, où la marine nationale va ouvrir, pour la première fais an public, une partie de ses installations. Un amiral en retraite en perd le sommeil : c'est hui le responsable, au sein de l'organisation Brest 92, de la gestion de cette flotte. A lui la redouta-

ble mission de ranger cette armada à du site militaire. Gérer une pareille vail depuis octobre. Trois mille bénél'intérieur des bassins du port maritime et du port marchand.

Mais l'amiral Stéphan connaît les

lieux, e'est d'ailleurs pour cette raison que le Chasse-marée, petite entreprise culturelle de trente-cinq salariés éditrice de deux revues d'ethnologie, l'une sur la marine traditionnelle, l'autre sur la Bretagne de la terre, à l'origine de ce rassemblement, est allé lui demander de l'aide. Il y a quelques mois, cet homme de la «royale» était encore le major général du port de Brest. Il avait, à ce titre, la haute main sur l'ensemble

opération, à l'heure de la retraite, ne l'inquiète pas outre-mesure. Il est mème enchanté de participer à cette grande fête de la marine à voile.

Il n'est pas le scul à se réjouir, même si le travail ne manque pas pour tous ceux qui sont engagés dans la préparation de ce rendez-vous. Pour les uns, il s'agit de trouver les hébergements. On craint le manque de place : un appel a été lancé auprès des habitants. Pour les eutres, il faut revoir le plan de circulation en ville, prévoir la sécurité et les secours. Une quinzaine de permanents sont au tra-

vales ettendent leur heure. Une «légitime euphorie», résume l'équipe de Brest 92, qui espère faire exploser les chiffres de Douarnenez 88, année nù étaient réunis 800 bateaux et 250 000 visiteurs. Cette fois, on attend un million de personnes. Les organisateurs ont souhaité s'entourer de partenaires (la ville de Brest et la marine nationale) et étendre à travers le monde leur quête des bateaux anciens sur l'authenticité desquels les propriétaires n'ont pas transigé.

**GABRIEL SIMON** Lire la suite page 11



CREDIT FONCIER

M. le maire, les grandes questions que vous vous posez, posez-les au Crédit Foncier.

M. le maire, le Crédit Fonnier finance vos grands projets depuis 140 ans. 140 ans d'expérience et de réalisme. Ce qui vous assure la plus grande liberté de choix pour des financements adaptés à vos besoins à des conditions particulièrement intèressantes. M. le maire, si vous avez de grands projets pour votre ville, le Crèdis Foncier aura de grands projets pour vous.

**Crédit Fencier. Votre allié dans le temps.** 

tout chambouler du jour au lende-main ». Le président de ce syudi-

cat, M. François Hervieux (droite modérée), partage ce sentiment. Il craint, surtout, que le départ de Saint-Laurent ne « sosse boule de

neige, par les temps qui courent ». Il essaiera donc de faire voter, à la

majorité qualifiée, un système d'adhésion à la carte destiné à gar-

der Saint-Laurent tout en desser-

La communanté de communes

aura pour vocations principales le développement économique, mais

aussi l'aménagement du territoire,

l'environnement et le tourisme.

Pour l'instant, les élus ne savent

pas vraiment ce qu'ils mettront

sous ces chapitres. Ils aimeraient

freiner la pollution par le lisier, imposer des plans d'épandage, pro-mouvoir le tourisme fluvial. Mais, à

cinq, seront-ils assez forts pour se

faire respecter des éleveurs de porcs ? Auront-ils un quelconque pouvoir sur les communes pol-

bueuses de l'amont? «Si l'on ne s'unit pas, c'est l'enterrement de pre-mière classe, déclare le maire de Missiriac, Edouard Rolland, avant

d'ajonter: le problème, c'est de savoir avec qui on le fait. » Les élus ruraux sont, en la matière, de grands timides. Les uns ne veulent

pas s'afficher avec tel candidat à la

députation, les autres craignent

d'être engloutis par le bourg-centre.

D'autres encore approuvent la soli-

darité des dépenses, mais pas celle

Pendant ce temps, les panneaux « à vendre » se multiplient sur les maisons, et les adolescents font

30 kilomètres pour se rendre au col-

lège. Pourtant, chaque commune possède sa propre salle polyvalente,

son gymnase « omnisports » et son

stade. « Ces équipements ne sont pas très utilisés. Et, lorsqu'on veut

réunit du monde, on ne tient nullé

part à plus de trois cents », peste un

conseiller municipal d'opposition.

Pour enrayer la désertification, un

effort, décidément, reste à faire.

rant son carcan.

## HEURES LOCALES

#### REPÈRES

#### BASSE-NORMANDIE

L'Agence de l'eau ya nettoyer le Mont-Saint-Michel

LE million et demi de touristes qui, chaque année, fréquentent le Mont-Saint-Michel ne se doutent pas que toutes les eaux usées du site rejoignent la mer sans traitement. Cette pollution reste dans la baie malgré les marées, car les courants tournent autour du mont, sans rejoindre la haute

C'est pourquoi l'Agence de l'eau Seine-Normandie a signé un contrat, mardi 19 mai, avec la région, le département de la Manche et quatre communes, afin d'épurer les eaux usées avant leur déversement dans le Couesnon et la mer.

Comme il s'agit d'un site classé, la station d'épuration devra être construite à l'intérieur des terres, et nécessitera donc des installations de pompage. Quant aux canalisations du toutà-l'égout, elles devront faire l'ob-jet d'un soin méticuleux afin de ne pas modifier l'aspect du site.

Il en coûtera au total quelque 20 millions de francs, répartis entre l'agence de l'eau (40 %), le département (30 %), la région (15 %) et les communes (15 %). Pour les 350 habitants permanents des quatre communes, le prix de l'eau passera donc de 6,50 F le mètre cube à 16 F l'an

#### ILE-DE-FRANCE Fête de la peinture dans l'Essonne

J USQU'AU 28 juin, les artistes amateurs de l'Essonne sont invités à mettre la main au pinceau. à l'occasion de la fête de la peinture et du patrimoine. Organisée par une association de Vert-lefle cette année sept bougies.

L'édition 1992 a débuté fin avril et a lieu pendant dixhuit journées, principalement en fin de semaine, dans cinquante et une communes. Cinq mille peintres sont attendus et les organisateurs ont reçu, comme les années précédentes, le sou-tien financier du conseil général.

Pour participer, il suffit de se présenter le matin dans la commune choisie avec un support vierge, sur lequel un tampon spécial sera apposé.

Les participants ont jusqu'à 16 beures pour peindre ou dessi-ner un élément de leur cadre de vie ou encore une des deux cent soixante-six demeures on châteaux du département réper-toriés par les Monuments de France. L'an prochain, la fête devrait être organisée nationale-ment, avec pour thème : « Des-sine-moi un village ».

#### PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR Nouveau terminal pour l'aéroport de Marseille

A CCUEILLIR plus et mieux les passagers : tel est l'objectif que se fixe l'aéroport de Marseille-Provence, qui vient de mettre en service un nouveau terminal exclusivement destiné aux vols nationaux. Vingt-deux mois de travaux et un investissement de 180 millions de francs ont per-mis la réalisation de 15 000 mètres carrés de plancher pour recevoir des commerces, un res-taurant de 200 places et des salons privés. Cet ensemble s'ajoute aux 6 000 mètres carrés de l'ancien satellite, qui avait atteint ses limites de capacité.

Quatre nouveaux postes de stationnement pour les avions ont été dégagés de part et d'autre du bâtiment situé au sud-est de l'aérogare construite au début des années 60. Cet équipement peut accueillir 6,5 milliona de passagers par an, ce qui porte la capacité globale de Marseille-Provence à 8,5 millions de pas-

Ces Iravaux ne constituent qu'une étape pour le troisième aéroport français qui espère, en l'an 2000, atteindre le chiffre des 10 millions de passagers par an.

Ca supplément a été réalisé avec la collaboration de Roger Caus et de nos correspondants : Jean Contrucci (Marseille) et Patrick Desavle

## Polygamie communale en Bretagne

Cinq bourgs ruraux du Morbihan souhaitaient s'unir mais l'un d'entre eux avait oublié un premier mariage...

LA CHAPELLE-CARO

de notre envoyée spéciale

ANS la vallée de l'Oust, l'intercommunalité n'est pas simple. Le long de cette rivière, dans l'ouest du Morbihan, les communes, trop petites ponr gérer seules leurs nffaires, ndhèrent à une douzaine de syndicats intercommunaux. Les périmètres de ces étahlissements, tous différents, ont été délimités vollà des décennies, en vertu, souvent, de règles administratives ou d'affinités politiques étrangères à la géographie. Des structures nouvelles se sont superposées aux anciennes, sans que l'on ait pris la peine de dissoudre celles-ci.

C'est sur ce terrain complexe que devait naître la première communauté de communes de France. Les maires de La Chapelle-Caro, Caro, Saint-Abraham, Missiriac et Saint-Lanrent-sur-Oust, déjà nnis depuis deux ans an sein d'nn syndicat intercommunal de développement deconomique avaient décidé d'anéconomique, avaient décidé d'ap-profondir leur coopération en créant, de façon volontaire, l'une de ces entités que la loi sur l'administration territoriale de la République s'efforce de promouvoir (le Monde daté 17-18 mai). «Il faut bien avouer que nous sommes surtout intéressés par les incitations finan-cières et fiscales », reconnaissent, sans fausse pudeur, ces élus ruraux.

#### Des partisans du désenclavement

Or, le préfet du Morbihan leur a déconseille de s'unir dans l'immédiat en s'apercevant que l'une des cinq communes, Saint-Laurent, (270 habitants), était déjà engagée dans un syndicat à vocation économique. Se fondant sur un arrêté du Conseil d'Etat de 1970, il estime qu'une collectivité ne doit pas adhérer à deux établissements exer-cant la même compétence. Quelles qu'aient été, autrefois, les tolérances préfectorales, cette sorte de bigamie n'est plus de mise, au moment où la coopération est censée prendre une figure plus ordon-

"Mais alors, cela jait deux ans que nous sommes dans l'ilégalité! La préfecture aurait pu s'en apercevoir plus tôt!", proteste, pour la forme, Michel Guégan (CDS). Cette grande figure de la communauté du val d'Oust conjugue l'entêtement de l'élu et la clairvoyance dn fonctionnaire territorial. Maire de La Chapelle-Caro (1 000 habide La Chapelle-Caro (1 000 habi-tants), il travaille pendant la semaine au conseil général de l'Ille-ct-Vilaine, où il est chargé de l'in-tercommnnalité. Michel Guégan apprécie les métbodes de son « patron », Pierre Méhaignerie, partisan de la coopération bien qu'il ait voté contre la loi Joxe.

« Mais alors, cela fait deux ans

Depuis son observatoire privilé-gié, ce professionnel de la fiscalité locale a pu mesurer l'intérêt qu'il y aurait à transformer le syndicat de développement économique du val d'Oust en communauté de comd'Oust en communauté de com-munes. Il n'a donc pas eu de mal à convaincre ses collègues qui, très au fait de la loi, n'attendaient plus qu'nn encouragement. Leur déci-sion s'est prise en quelques

«Le pas le plus important avait été franchi en 1990 », explique Michel Guégan. Comme tous les maires ruraux, les élus du val d'Oust ne jurent que par le désen-elavement. Ils profitent de la construction d'nn échangeur, près de La Chapelle-Caro, pour investir dans une zone d'activités intercom-munale.

#### Adhésion à la carte

Les cinq communes, situées sur une même rive de l'Oust, où elles comptent 4 000 habitants, décident de mettre leurs forces en commun, hien qu'elles appartiennent à deux cantons différents. Saint-Laurent est rattachée au canton de Rochefort-en-Terre, distant d'une quin-zaine de kilométres. Elle adhère depuis longtemps au syndicat à vocations multiples des cantons de Rochefort et Questembert, pour le ramassage des ordures menagères, l'entretien de la voirie, le tourisme, mais aussi le développement écono-

mique, dont elle ne profite pas, va son éloignement. « Cette Intégration n'a pas tenu compte des frontières géographi-ques », regrette le maire de Saint-Laurent, Thierry Caudal, technicien à la direction départementale de l'équipement, qui, pour le dévelop-pement économique, préfère rejoindre les communes du canton de Malestroit, toutes procbes. Le pré-fet de l'époque ferme les yeux sur l'irrégularité. Les cinq communes instaurent un système de mutualisation de la taxe professionnelle dont Saint-Laurent se retrouve la plus grande bénéficiaire, son café, seul et unique commerce, ne lui procurant qu'une recette dérisoire.

La bigamie de Saint-Laurent n'est pas apparente, parce que cette commune, minuscule, contribne peu au développement économique de Rochefort-Questembert. De plus, les intérêts des deux syndicats auxquels elle adhère ne sont pas encore entrés en conflit. Mais, à l'échelle d'une commune plus importante, une telle situation pourrait devenir contradictoire.

Le maire de Saint-Laurent sou-haite aujourd'hni ponrsuivre sa coopération avec ses voisines du vai d'Oust, tout en restant dans le giron du SIVOM de Rochefort-Questembert pour la collecte des ordures ménagères ou l'entretien de la voirie car, dit-il, «on ne peut pas

#### François Grosrichard lauréat du prix Gaston-Defferre

Les premiers prix Gaston-Deffarre de la décantralisation daetinés à récompensar lee personnalités qui se sont illus-trées dans le mise en œuvre ou l'analyss dea réformes localas ont été déceméa à Marseilla jeudi 21 mai eu cours d'un col-

loque organisé par l'Institut de la décantralisation. Dens le catégorie den journalistes, c'est notre collaborateur Françoia Grosrichard qui e été distingué par le jury pour la qualité da

## Le Monde HORS-SÉRIE

### LA FRANCE DANS SES RÉGIONS

26 enquêtes sur le pays d'aujourd'hui

le résultat complet des élections du 22 mars

et

156 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

## Carrefours sous surveillance

Le département de la Seine-Saint-Denis doit bénéficier en 1995 d'un système de régulation des feux tricolores

ES élus du conseil général de la Seine-Saint-Denis, comme les habitants du comme les habitants du département, se sont demandés, dés 1977, a'il n'était pas possible d'assurer une certaine coordination des feux de signalisation. La multiplication de ces balises, fonctionnant souvent de façon indépendante, ne favorisait pas la circulation dans un département essentiellement urbain. En pas la circulation dans un départe-ment essentiellement nrbain. En accord avec les maires des com-munes concernées, les membres du conseil général ont décidé, en 1981, de prendre en charge l'en-tretien de l'ensemble des équipe-ments de régulation de la circula-

L'année suivante, le conseil a autorisé le lancement d'une étude d'nn système de gestion et de régulation des feux. Deux opéra-tions- tests ont été menées sur deux radiales importantes, les routes nationales numéros 2 et 3, afin de comparer le savoir-faire des sociétés spécialisées et d'affi-ner les objectifs du projet. Au vu des résultats, présentés en 1986, l'Etat, la région lle-de-France et le département se sont engagés à par-ticiper au financement d'une opé-ration estimée à 7,9 millions de

#### Suivre les variations du traffe

La phase de mise en place du Système de gestion et d'exploita-tion de régulation des feux auto-matisés (GERFAUT) a pn com-mencer en 1990. Elle permet de suivre, en temps réel, les varia-tions de trafic. Actuellement, les renseignement et analyses les capteurs servent à analyser les fluctuations de la circulation. Les données permettront par la suite de calculer de nouveaux plans de feux mieux adaptés.

autant tous les problèmes de circulation en Seine-Saint-Denis, Sur ce point, M. François, Pons, res-ponsahle de l'arrondissement «transports-circulation» à la RAFAELE RIVAIS | direction 'départementale' de

l'équipement, est sans illusion:
«Si le système doit permettre de mieux prendre en charge les usagers de la route et de leur proposer une utilisation des voiries, il ne pourra résoudre les difficultés, liées en particulier à une augmentation du trafic, que l'on ne peut maîtriser.»

Actuellement, nux carrefours déjà équipés, Gerfant est capable d'intervenir sur les signaux lumineux (mise en clignotants, changement du temps des feux), de détecter leurs anomalies de fonctionnement grâce à nn signal d'alarme, de les corriger ou de les faire dépanner rapidement.

Dans une prochaiue étape, le système pourra choisir nn pro-gramme de feux qu'il aura la posibilité d'« adapter» aux varintions du trafic, tout en tenant compte des transports en commun. Cette fonction sera utilisée, en particulier, pour la ligne de bus La Conmenve-Rosny et pour le futur tramway qui doit relier, dans quelques mois, Saint-Denis à la préfecture de Bobigny. En 1995, la circulation aux trois cents carrefours stratégiques du département sera directement gérée en temps réel par un poste central de régula-tion (PCR), installé à Rosny-sous-Bois, dans les locaux de la direction départementale de l'équipe-

Un programme, mis au point à partir des données recueillies sur le terrain depuis 1991, permet d'ores et déjà de réguler, à travers le fonctionnement de cent cinquante-deux feux tricolores, la circulation sur près d'un cinquième des routes nationales (plus d'une vingtaine de kilomètres) et sur un dixième des voies départementales (environ trente kilomètres). Dans l'éventualité de la mise en place d'un système de guidage des automobilistes, projet souvent évoqué, les bases de données de GER-FAUT pourraient être raccordées, via un serveur approprié aux ordinateurs de bord des véhicules.

MARTINE BOULAY-MERIC

### D <u>É B A</u> T

## Prévenir le surendettement des communes

par Michel Klopfer

Ly a dix-huit mois, une ville de 40 000 habitants s'avouait en cessation de paiements, remettant en cause, dans l'opinion, la traditionnelle image de solvabilité absolue du sec-teur public local. Le contexte politique particulier d'Angoulême et le fait qu'il s'agissait d'nne pre-mière sur le plan national ont débouché sur nne vaste négociation au terme de laquelle l'ensemble des parties prenantes, l'Etat, la ville et les prêteurs, a accepté de faire des concessions finan-

Un an après le dénouement de l'affaire, la leçon a-t-elle été retenue? On peut constater que si les départements et les régions jouissent encore dans leur grande majorité d'une assise relativement solide, les communes ont un niveau de solvabilité de plus en plus différencié. Un hiatus considérable s'instaure entre des communes saines qui font de leurs comptes «en plomb» un argument de communication financière et un nombre croissant de villes qui commencent à voir les prêteurs se dérober à leurs sollicitations. Un tel phénomène dérober à leurs sollicitations. Un tel phénomène n'est plus marginal : le quart des communes françaises de plus de 20 000 habitants a un encours de dettes qui excède quatorze à quinze ans d'autofinancement brut, ce qui est la lisière de la zone rouge au-delà de laquelle la dette ne peut plus être remboursée que par d'hypothétiques ventes de patrimoine ou par la mise en œuvre d'un plan de redressement des comptes. Selon le mot d'un banquier, de plus en plus de collectivités sont dans une situation « sub-claquante ».

#### Des courtiers déraisonnables

Contrairement au budget de l'Etat, qui fait res-sortir un déficit lorsque les recettes définitives ne couvrent pas les dépenses, en finances locales l'équilibre du budget est apprécié après emprunt. Cette banalisation du mécanisme de l'endettement a incité beaucoup de collectivités à surestimer leurs limites financières, notamment à l'époque où les banquiers acceptaient de les financer sans même regarder les comptes. Dans de nombreux cas, des processus cumulatifs de surendettement se sont enclenchés, les maires n'ayant comme solution, pour éviter le pire, que de relever chaque année les taux des impôts locaux.

Copendant, dans beaucoup de communes, les taux d'imposition ne sont plus très éloignés du maximum légal, et les municipalités sont entrées dans la deuxième moitié de leur mandat, une période où l'augmentation de la pression fiscale devient politiquement plus difficile. La plupart des banques sérieuses refusent à présont de financer les communes trop endettées ou bien n'y

consentent que sous réserve de la mise en œuvre par les élus d'un protocole engageant la commune aur un plafond pluriannnel de dépenses, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Si désagréable soit-elle pour les élus, cette contrainte est un moindre mal en comparaison des effets pervers de la recherche frénétique d'ar-gent qui caractérisé actuellement un nombre croissant de collectivités. Tels les vautonrs, des courtiers rôdent autour des communes en difficulté, se faisant fort de leur rabattre des financements largement déraisonnables (remettre du car-burant dans la machine n'est certainement pas la meilleure sointion pour rétablir l'équilibre financier) et parfois même d'origine douteuse.

#### Conseller «en temps réel»

Par ailleurs, certaines communes peuvent être tentées de concéder des services publics en gestioa déléguée, en privilégiant, par un pbénomène de fuite en avant, l'obtention d'un cash le plus élevé possible. Lequel les conduira, en contrepartie, à des départes disprantationnées qualques années des dépenses disproportionnées quelques années plus tard. D'autres villes s'engagent allègrement dans le nouvean contrat à la mode, le METP (marché d'entreprise de travaux publics), qui est purement et simplement de l'endettement déguisé. la commune se faisant financer ses équipements, à des taux conséquents, directement par le constructeur. Tous ces engagements hors bilan n'apparaissent pas comptablement dans l'encours de la dette, alors qu'ils généreront des obligations uttérieures de paigrant des obligations et de paigrant des obligations et de paigrant des obligations de paigrant de pai rieures de paiement qui amputeront d'autant la marge de manœuvre des années futures.

L'assainissement du système passe par le développement de l'analyse financière prospective et du contrôle de gestion dans les mairies, afin de permettre aux élus d'apprécier l'impact financier de leurs décisions, en amont de celles-ci. Il faudrait tronver un moyen approprié pour que les chambres régionales des comptes, organes totale-ment indépendants du ponvoir politique national ou local, puissent conseiller « en temps réel » et de manière confidentielle les élus, bien avant qu'une phase juridictionnelle ne soit engagée.

Enfin, il est urgent que le législateur fixe des ratios prudentiels d'endettement, quitte à ce que les procédures à mettre en œuvre en cas de dépassement de ces normes, soient largement interpré-tatives. L'enjeu est en effet de combiner efficacité et maintien de l'esprit des lois de décentralisation dans la prévention des risques de surendettement.

▶ Michel Klopfer est consultant, maître de

Bordeaux

State of the state

District Control

The second

Terms .

English Company

English and the

Of a On Particular

Showing and

Secretary of the second second

3 22 22 23

M Sychilly

1-10-6-2-

1.7. E 17 1

17.

53.301 A

431

Market State of the State of th

Bright Policy -

with the same

Page Control Control

- 20 <del>- 20 - 20</del>

Section 1981

The Contract of

م بيد ب

. . .

The state of the s

Fig. . See .

Company Services 1

h ...

Marie Carlos

...

ا ، د معلقه الم

Supplementary in

を経過し、 ・・・・・

The state of the s

The second

Part Specialists

The second

Garden Garage

4.00

#### BIBLIOGRAPHIE

## Circulades languedociennes

L falleit un regard étranger -en l'occurrence celui de l'architecte poloneis Krzyaztof Pawlowski - et le secours de le photo eérienne pour découvrir que le cœur de nombreuees bourgades et villea lenguedoclennes, à commencer par Mont-pelller, est construit seion un plen circulaire. Aucun urbeniste frençale ne e'en était encore avisé, ce qui souligne le manque de curiosité des eménegeurs pour l'histoire de nos villes. M. Pawlowski e même été contraint d'inventer un heureux néologisme pour désigner cette forme d'organisation de l'espace bâti : la « circulade ».

## à la figure symbolique

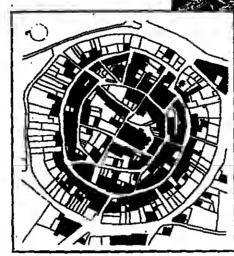
L'album go'il e tiré de sa découverte (1) est un événement car il avance et illustre la thèse, paesionnente, selon laquelle le premier urbenisme européen post-romain est né vers l'en mil dens les pleines méditerre-néennes de langue d'oc.

Il démontre en effet que l'ordonnencement des bâtissee médiévalee le long de rues circulaires et concentriques n'est dû ni eu hesard ni eux contraintea du site, mais à une volonté délibérée. Et il le prouve en étudiant

lages dont il commente lee plans cadestraux et les vuee aériennes.

Le choix urbanistique des Languedociens du Moyen Age était original et n'e jamels été reproduit. Au contraire, le schéme orthogonel, hérité des Romains, est ensulte devenu la règle dans les villes nouvelles appelées < bastides ». ¹

Les raisons qui ont motivé ces



Brem (Aude) : et dessin d'après le plen cadastral nepoléonien

méridionaux pionniers de l'urbanisme sont probeblement multiples et encore hypothétiques faute de tout document écrit : groupement des aerfs autour de le motte féodale, ettachement à la figure symbolique et parfalte du cercle, efficacité de l'enceinte circulaire, protection contre le

vent, volonté d'un seigneur local de fortifier un fief contesté... En tout cas. l'erchitecte poloneis a fait découvrir eux élus locaux la singularité de leurs circuladee et. du coup, le richesse de ce patrimoine. Déjà dea villegea, jugés jusqu'ici sans ettrait particulier, ont tiré parti de leur configura-

touristes. Il éteit temps. De ces centres-villes resserrés, aux meiaons dépourvues de confort et sens jardin, la vie commencait à ae retirer eu profit de lotissements banlieusarda. Il y a urgence è seuvegerder des ensembles sans équivelenta en Furone, eoit en les rébabilitant. soit en leur trouvent une nouvelle fonction. Un véritable défi pour les collectivités locales et territoriales.

Signe encourageent : l'ouvrege de M. Pewlowski est publié par une maleon d'édition montpelhéraine avec le concours de le Société des autoroutes du eud de la France et du conseil régional Languedoc-Rouseillon.

La lumlàre, c'est-à-dire une innovation culturelle intelligemment mise en valeur per les gens du terroir, noue vient une foia encore du Midi.

(1) Circulades languedociennes de l'an mil: naissance de l'urbanisme européen, par Krzysztof Pawlowski, Presses du Languedoc, 1992, 220 p., 350 illust.,

## Bordeaux cherche un architecte/urbaniste

M. Jacques Chaban-Delmas révise les projets d'aménagement du quartier de la Bastide présentés il y a trois ans par Ricardo Bofill

BORDEAUX de notre correspondante

E sera un quartier eo continuité avec son histoire et à la pointe de la modernité. Bref, une ville intelligente», promettait Ricardo Bofill en 1988. L'architecte catalan avait été choisi pour dessiner les plans d'un quartier neuf de cent hectares à l'emplacement d'un faubourg industriel réduit à des friches, le quartier de ia Bastide, face au port de la Lune, berceau du riche Bordeaux du dix-buitième siècle. Cela devait être «le plus grand projet d'urbanisme bordelais de la fin du vingtième siècle».

La Caisse des dépôts et consignations était chargée de l'aménagement, via une filiale créée pour la circons-tance : la société Ardeur. Elle devait financer les études, recruter des inves-tisseurs et mener à bien la promotion du projet qui comportait des loge-ments, des bureaux, des espaces verts et deux équipements poblics : un auditorium et un musée des beauxarts.

Pour l'instant, rien o'e été réalisé. Tout se passe comme si le marasme général qui règue dans l'immobilier et, selon l'expression des experts urbains, « une atmosphère proprement borde-laise faite de résignation et d'intrigues

indémélables » se conjugnaient pour maintenir l'opératioo à l'état d'ébauche. Une «plate-forme d'affaires » promise par des Luxembourgeois et dessinée par Norman Foster n'e jamais trouvé les indispensables concours bancaires. Le permis de construire d'une tour de bureaux a été refusé, semble-t-il pour des raisons architecturales. Ancune grande surface commerciale n'à fait le nari de s'imcommerciale n'a fait le pari de s'im-planter dans le quartier actuellement dépeuplé. La construction de 15 000 mètres carrés de logements sociaux est également paralysée.
Aucun des grands bâtiments publics
o'a, pour l'instant, vu le jour. La
Caisse des dépôts, qui possède désormais une quarantaine d'hectares à la Bastide, aurait jusqu'alors iovesti 120 millions de franca sans retour.

#### Le pont tournant remis en cause

Malgré la «situation financière peu brillante» d'Ardeur, les responsables locaux démentent toute velleité de désengagement. Il est vrai que la Ville de Bordeaux e fait un geste en rachetant une partie des terrains, ootam-ment l'ancienne gare d'Orléans, pour laquelle 15 millions de francs ont été inscrits au budget municipal 1992.

Le projet de pont tournant reliant la rive ganche à la Bastide et qui devait être « le plus grand d'Europe » est

indémēlables » se conjuguaient pour remis en canse. Uo jugement du tribumaintenir l'opératioo à l'état nal administratif de Bordeaux vient d'annuler, pour défaut de consultation de la population, la délibération du conseil de la communauté sur laquelle était fondée la décision de le réaliser. Il evait pourtant fait l'objet d'un concours d'architecture et cinq cabinets avaient été sélectionnés. Oo découvrit in extremis que des « difficultés techniques » avaient échappé au coocepteur. Un rapport d'expertise, dont la copie doit être remise le 7 iuin. devrait confirmer cette analyse.

> ceux qui manifestent, depuis le début, des réticences pour le projet Bofill. « Peut-être est-ce une chance que le marché soit aussi bas. Cela permet de réfléchir et de préparer un meilleur pro-jet», note ainsi M= Francine Fort, en charge des problèmes d'architecture au cabinet de Jacques Chaban-Delmas. Le maire de Bordeaux a rendu public, fio avril, le rapport d'uo comité d'experts parisiens (1), placé sous la responsabilité de Jean Millier, président de l'Institut français d'architecture. A leurs year, « Bordeaux, ville si cohérente quant à ses paysages, ne doit pas se laisser démembrer au gré des opportunités sous prétexte qu'au-cune ambition plus globale ne l'anime-

rait ». Dans une première version officieuse, les experts constataient que « le prestige attendu » du projet néoclassi-que de Ricardo Bofiil « se mue en une juxtaposition de constructions plus triviales et hasardeuses», « Illusoire en termes de tilalogue avec le monde contemporain des architectes, le projet Bofill l'est aussi en termes de tracé urbain», notaient les experts. Ils proposent officiellement de « tenter un dépassement des contradictions ». Ils conseillent le recrutement d'un « délégué général aux transformations de la ville » et d'un coocepteur «choisi parmi les architectes urbanistes de eutres vont suivre. tation internationale s. Cet homme providentiel tisserait le afil directeur de tous les aménagements à réaliser le long du fleure » sur les deux rives de la Garonne. Le com de Dominique Perrault, architecte de la Très Grande Bibliothèque, est evancé ainsi que œux de Rem Koolhas et de Jean Nouvel

Les difficultés du marché immobilier et les remaniements en cours dans les équipes risqueot de repousser les

**GINETTE DE MATHA** 

(1) Il s'agit, outre Jean Millier, de Fran-çois Barré, délégué aux arts plastiques, Jean Belmont, François Chaslin, François Grether et Christian Hauvette.

## L'euphorie des vieux gréements

Saite de la page 9

Des coques de c

A cet égard, l'Europe du nord a su conserver et entretenir ce qui est un véritable patrimoioe culturel, inversement à la France où il était en traio de s'éteindre.

L'idée des foodateurs du Chasse marée e été de redonner la vie à tous ces bateaux, construits non pas pour la plaisance mais pour transporter, pêcher, travailler. Des associations, souvent aidées par des col-lectivités locales, se sont lancées dans le construction de lougres, sloups, goémoniers, chaloupes et gabares des côtes de France. Déjà 43 vieux gréements ont été mis à

voiliers, 2 000 unités représentant viogt catioos soot atteodues, à l'image du Kershones (108 m) ou du Tovarich (80 m), des bâtiments de la CEI affrètés par une compagnic allemande qui, depuis 1988, fait du charter ovec une dizaine de bateaux de l'ancien Empire soviétique. A l'Est, le marioe traditionnelle est également passée dans le système capitaliste. Car, s'il est vrai que les projets d'aménagement du fleuve de ancieos bateaux resteot une affaire quelques années.

de passioocés, ils peuvent coostituer une l'otéressante source de profits. Des compagnies britanniques vendent des croisières estivales sur d'aocieos caboteurs su confort luxueux.

L'image des belles voiles d'autre-

fois a su attirer des entreprises, comme le Crédit agricole, deveou partenaire fioancier de l'opération. Soo priocipal coocurrent en Bretagne, le Crédit mutuel, pour oe pas être ebscot de la fête a donné des foods pour la construction de le grande goélette de Brest, la Recouvrance, cependaot que des sociétés ont acheté la venue de bateaux sur lesquels clients ou fournisseurs seront invites.

La vieille marine peut aussi attirer le publicité. Brest 92 s'effichera sur 80 millions de canettes de bière, 80 millions de litres de jus de fruit et 12 millioos de boîtes d'allumettes. Toot est prêt pour un rassemblement qui doit avoir lieu du vendredi 10 au mercredi 15 iu Après quoi, le flottille eppareillera pour Douardeoez où, le 16 juillet, oo mettra en eau le premier portmusee Port Rhu.

Meis le sête sera eussi à terre : I 500 musiciens débarqueroot à Brest pour doooer l'eobade. Les promoteurs du festival du film maritime ont programmé la projectioo de 200 documents. Enfin les grands musées meritimes étrangers doivent présenter leurs plus vieilles pieces. En ce qui concerne le resteuretion, les organisateurs ool prévu 12 tonnes de thoo et 25 toones d'huîtres, de quoi assouvir la faim des visiteurs.

GABRIEL SIMON

## AGENDA

. .

291.

A THE PARTY OF

. .

u Emploi des cadres. - Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) organise un forum pour l'emploi des cadres Issy-les-Moulineaux. Il invite les trente-sept administrateurs qui iennent d'être reçus au concours 1992 et les trente ingénieurs en chef lauréats du concours 1991, non recrutés. Le CNFPT souha la rencontre de ces futurs cadres et des représentants des collectivités. ➤ Renseignements au (16-1) 40-60-48-00.

□ Maires ruraux. - La Fédération maires rursux. — La recerator nationale des maires rursux, que préside M. François Pacur (LIDF), étu de Saimt-Bernard (Ain), tiendra son prochain congrès les 6, 7 et 8 juin à Thorens-Gibres (Haute-Savoie). Au programme : la formation des étus locaux, Massuricht et le monde rural, l'intercommunalité. ➤ Renseignements au (16-1) 74-00-08-49.

□ informatique. - Les dix-huitièmes assises de l'informatique des collectivités territoriales, organisées par le Centre national de la fonction publique territoriale, doivent avoir lieu à Nancy, les 16, 17 et 16 juin. Elles porteront sur l'évolution des métiers de l'informatique et la gestion des ➤ Renseignements au (16-1)

#### Les marchés étrangers au Salon . S'implanter :

A l'occasion de la troisième édition de S'implanter, le Selon de l'implantation d'entreprises et du développement local, qui dolt avoir lieu du merdi 16 eu jeudi 16 juin, eu Parc des expositions de la porte de Versailles à Parie, une série de colloques acqueliteront dea experts internationaux. Cea rencontres permettront aux collectivités locales et aux entrepriese présentes eu Salon de faire le point sur la mise en place du marché unique européen, sur les eides de la Commission européenne, sur les opportunités en Europe centrale et orientale, sinsi que sur le droit des entreprises et la réglementa-tion en Europe. Six pays. dont l'Espagne, aeront offi-ciellament présents, et une vingtaine d'organismes traduiront l'ouverture aux marchés internationaux de cette manifestation. ▶ S'implanter. 82, bd

Haussmann, 75008 Paris. Tél: 42-94-06-10.

### BLOC-NOTES NOMINATIONS

 M. Pierre-Charles Krieg, président de l'Agence des espaces verts de la région ile-de-France. - Le nouveau conseil d'administration de l'agence des espaces verts de la région de-France e élu, mardi 12 mai, M. Pierre-Charles Krieg à sa présidence, en remplecement de M. Edouard Bonnefous, потте président d'honneur.

Créés par la loi du 6 mai 1976, l'Agence des espaces verts de la région lie-de-France a pour mission de mettre en œuvre la politique régionale des aspaces verts, des forêts et das promenades en région parisienne. Elle devrait prendre une importance croissante, compte tenu des préoccupations exprimées par les électeurs au cours du scrutin du 22 mars qui e vu entrer 22 élus de Génération Ecologie et 15 Verts au conseil régional.

M. Pierre-Charles Krieg avait été élu président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France en octobre 1988, après la démission de M. Michel Graud. En février demier, devant l'abondance des prétendants RPR à la fonction ( MM. Alain Juppé, Michel Giraud et Michel Péricard), M. Krieg avait accepté de renoncer à sa propre succession à la présidence du conseil régional d'Ile-de-France où

#### **TEXTES**

o Commissions de la

coopération. - Le décret du 6 mai 1992 relatif à la commission départementale de la coopération intercommunale est peru au Journal officiel du 7 mai. Il précise, notamment, la nombre des membres admis à siéger au sein de ta commission (au moins 40), ainsi que la composition des collèges électoraux représentant les communes. Sa publication intervient dans les délais prévus par la loi sur l'administration territoriale de la République, et constitue le première étane de la relance de l'intercommunalité (le Monde daté 17 et 18 mai).

#### **PUBLICATIONS**

□ Statut de l'élu. - La Lettre du cadre territorial vient de publier un numéro hors série sur «La statut de l'élu local ». Ce guide fait le point sur les nouveaux droits des élus en matière de formation, de retraite et de rémunération, prévus par la loi du 3 février 1992 sur les conditions d'exercice des mandats locaux.

> 31 pages, 150 francs. La Lettre Volron cedex.

ACCOMPLISSEZ VOS OBLIGATIONS MILITAIRES AU SERVICE DES QUARTIERS

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS CONTACTEZ : LES BUREAUX DU SERVICE NATIONAL OU LA DÉLÉGATION INTERMINISTÉRIELLE A LA VILLE 10 / 12 RUE DU CAPITAINE MÉNARO 7SO15 PARIS

Company of the Compan S Ven en Negation

and the same San Branch and S ----

100 mg

### « Guerre des polices » à Cayenne

CAYENNE

de notre correspondent

L' « affaire » couveit dapuis longremps, meis alla a écleté lundi 18 mai quand les fonctionneiraa dea douanaa ont inter-pellé, à le aortie d'un hôtal da Cayanna, le Montjoly Bar, le numéro quetre de la police urbaine. l'inspecteur divisionnaire Alain Pallier, qui transportait dane ea voitura un eec contenant sept paquets da cocaina da un kilo chacun.

Gerdé à vue pendent quarante-huit haures, cet inspecteur a expliqué qu'il avait été victime d'une machination fomentée par l'un de ees eubordonnés, l'anquêteur Jean Laviolette, avec le concours de l'un da ses indicateurs habituels, un certain Joël Merril, qui lui eurait rendu un piège en le mettant, par téléphona, eur la pista de ce cadeau > compromattant.

Le procureur de la République a retenu cette explication et l'inspecteur Pallier e été remis en liberté le mercredi 20 mai tandis que les deux autree protagonistes étaient à leur tour Interro-

#### Un « flic de choc » controversé

La thèse du complot a été confirmée quand, deux jours plus terd, vendredi 22 mai, la dénommé Merrill a été écroué après avoir été inculpé de trafic de stupéfiants et outrege à magistret alors que l'enquêteur Laviolette était lui aussi inculpé, mais laissé en liberté sous contrôle judiclaire. Celul-ci a d'ailleurs expliqué qu'il n'avait a nullement vouls démotir un collègue officier de police mais noncer un trafic international de stupéfiants.»

Cas deux policiers auraiant avoue le «complot». Le procu-reur de la République, M. Jean-Robert Daubenton, s'en est expliqué, vendredi, au coura

ardant. Un

d'une conférence de prasse en précisant toutefoia qu'il avair demandé l'ouverture d'une information iudiciaire pour essayer de tirer définitivement les choses au clair et qu'il evait réclamé à Paris l'envoi en Guvane d'une mission de l'inspection générale de la

Tout cela provoque l'émoi de la plupart das autras policiara perce que l'inspecteur Pallier, « flic de choc », est devenu, depuis son arrivée en Guyane, il y a quatre ans, le personnage le plus controversé de le police locale. En sentembre 1991. le syndicet des policiers en tenue l'avait pris à pertie en l'accusant de brutalités et de discrimination raciele et la caractère expéditi de ses méthodes semble attesté par l'existence de deux plaintes déposées contre lui pour viotences itlégitimes et vols de bijoux lors de perquisitions.

La remise à l'Inspecteur Pallier de la médaille du courage par le ministra des DDM-TOM, en 1991, à la suite d'une agression commise contre lui par des immigrés clandestins brésiliens, avait d'eilleurs suscité divers

Pour la première fois en Guyane, l'ensemble des fonctionnaires en service au commissariat de Cevenne, raprésentés per cinq syndicats, ont fait savoir, vendredi, au cours d'une conférence de presse concur-rante de celle du procureur, qu'ils réclamaient la suspension de ses fonctions de l'inspecteur Pallier jusqu'à la fin de l'enquête judiciaire et qu'ils refuseraient, jusque là, de servir eous aee ordres. Le directeur de la police urbaine, André Trouvé, eupérieur erarchia teur contesté, a décidé, à son tour, de a axprimer lundi pour répondre notamment à la presse locale qui parla de «mascarade» et de « justice à vitasses multiples ».

EDMOND FRÉDÉRIC

## Le onzième congrès de l'organisation majoritaire

## Le Syndicat des commissaires choisit la voie de l'ouverture

La Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationals (83 % des voix aux élactions professionnelles). qui a tenu son onzième congrès à Seint-Cyprien (Pyrénées-Orien-tales) du mercredi 20 eu vendredi 22 mei, est décidé à « relever le pari d'une police nationale au service dea citoyens ». La nouvelle direction syndicale e réagi favorablement au discours du ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, M. Paul Quilès, qui a invité les commissaires à mettre en œuvre un « projet d'entreprise ».

SAINT-CYPRIEN

de notre envoyé spécial

Le temps des maodarins, des crispetioos corporetistes et du discours sécuritaire est, pour le syndicat majoritaire des commissaires, révolu. Sa couvelle équipe dirigeante en est comme un symbole. Plus jeooe secrétaire générai jamais placé à sa tête, M. Émile Perez, commissaire priocipal, agé de trente-cioq ans, doot douze aux Reoseignements généraux, s'est eotouré d'edjoints veous des deux sutres services concernés par la départementalisattoo en cours dans la police : no commissaire des polices urbaioes, M. Jean-Luc Aminot, et un commissaire divisionnaire de

la police de l'air et des frontières, M= Daoielle Thiery. C'est la première fois qu'une femme accède à la direction du syndicat.

Reveodiquant la « neutralité politique », ce ocoveau trio de dirigeants s'est imposé face à un «ticket » concurrent, plus nettement conservateur. Proches des commissaires qui s'étaient engagés dans une opposition systématique aux gouvernements socia-listes de 1981 à 1989, cette liste concorrente avait meoé campagne sur les menaces que ferait conrir une départementalisation des services éteodue à tout l'Hexagoge d'ici à la fin de l'anoée. Bico implantée dans les polices urbaioes de la régioo parisienne, cette tendance « droitière » s'est, après de nombrenx stermoiements, désistée ao profit du trio affichant la modernité.

Les conveaux « patroes » des commissaires s'inscrivent dans la ligoe de leurs précédesseors, MM. Jean-Pierre Havrin et Beroard Reymond-Guyamier, qui avaicot effectué ce changement de cap trois ans plus tôt. Cette cootiooité s'exprime notamment dans l'association - au sein d'une Fédération nationale autocome de la police (FNAP) doot le bienfondé n'est plus contesté - avec les frères eocemis d'hier : « Controirement aux commis-saires les plus rétrogrades, nous ne considérons plus les inspec-teurs comme des subordonnés,

mais comme des collaborateurs ». dit uo commissaire qui se reconnaît dans la tendance désormais dominante du syndicat. La cootinuité s'incarne aussi dans la volocté de « poursuivre lo modernisation et le syndicalisme de propositions », seloo M. Perez.

> « Un projet d'entreprise »

Aussi le syndicat est-il bicn disposé à l'égard des propositions de M. Quilés, noo sans demander uoe réforme des rémunérations accessoires (vacations funéraires, prime d'assistance à buissier, frais fictifs de missioo) et la créatioo de directions régionales de la police. Et ooo sans réclamer un plan « pluriannuel » de modernisatioo comparable à celui mis en œuvre entre 1986 et 1990 par M. Pierre Joze.

Mais le ocovean ministre de l'intérieur, s'il est d'accord pour prolonger l'effort budgétaire de la modernisation des équipements, a posé un préalable à toute programmatioo pluriacouelle : l'amélioration de l'organisation dif travail et de la gestion des ressources bumaiges dags la police. Utilisant oce formule -« développer un service public fort et entreprenant » - qu'il avait déjà employée eu moment de la réforme des PTT, le ministre a déclaré que la police nationale a besoio d'uo « projet d'entreprise »

nels oyant la capacité d'optimiser les moyens ». Bref, de gestiooozires compétents.

Eo écbo à ces propositioos, M. Perez s'est dit favorable à une « amélioration de l'efficacité et de la productivité », passaot ootamment par uoe révisioo du régime de travail des policiers en tence (la « cinquième équipe »), co échange de quoi les commissaires se disent prêts à être les « concepteurs de l'action policière ». Le même accueil favorable a été réservé au plao de sécurité urbaine deroièrement présenté par M. Quilès. Admettant l'existeoce de « zones de non-droit » dans certaios quartiers urbains difficiles, le ministre e incité la police à « reconquerir les territoires en déshérence ». Le syndicat se propose de développer un « partenariat » avec la populatico et les différents acteurs de la sécurité, doot les polices municipales, mais à coodition qu'ils soient dotés d'un statut joridique qui leur fait défaut. « La balance est peut-être allée trop loin dans le sens d'une prévention qui reste nécessaire, mais qui a montré ses limites, a répoodu M. Perez. Il saut revenir à une stratégie plus équilibrée de prévention, de dissuasion et de repression.

### **EDUCATION**

Après son congrès de Nancy

### Le SGEN-CFDT déboussolé

Le Syndicat général de l'édu-cation nationale (SGEN-CFDT), a tenu son congrès du mercradi 20 au vendredi 22 mai à Nancy. Le bouleversement du paysage syndical dû à l'éclatement probable de le FEN et les divergences profondes qui opposent le SGEN à la CFDT (le Monde du 21 mai), ont pesé sur les débats. Jeudi 21 mai, le rapport d'activité e été adopté par 52,26 % des volx et l'actuelle direction du SGEN e été reconduite. Vendredi 22 mai, M. Jean Michel Boullier, qui briguait son troisième mendat au poste de secrétaire général, a été réélu.

de notre envoyée spéciale

Une nouvelle fois, le SGEN-CFDT sera resté fidèle à son CFDT sera resté fidèle à son image de syndicat rurbulent et, surtour, imprévisible. Alors que l'équipe dirigeante eo place depuis le congrès d'Annecy de 1986 semblsit très contestée à la fois par sa minorité interne et par la direction de la confédération, elle a finalment de recondition de la confédération, elle a finalment de la confédération. finalement été reconduite grâce au soutien des syndicats départemen-taux proches de l'extrême gauche. Alors que la direction du syndicat ne cechait pas, à la veille du congrès, le caractère incertain du vote sur le rapport d'activité, celui-ci a été approuvé par 52,26 % des voix contre 36,55 % (et 9,65 % d'abstention). «Un résultat inespèré» selon le secrétaire général lui-même.

La question de l'apprentissage

Sous la cohésion de façade apparaissent néammoins de pro-fondes lézardes et d'importantes contradictions. Trois parmi les cinq plus gros syndicats du SGEN, la Haute-Savoie, le Doubs et le Haut-Rhio, avaient choisi de soumettre au congrès une résolution alternative et de proposer one équipe de rechange (le Monde du 21 mai). Principales lignes de clivage : la place du SGEN eu sein de la CFDT, l'éventuel rapprochement de la certale avez le EFD. ment de la centrale evec la FEN dans un vaste « pole réformiste » et, d'un point de vue plus stratégique, la place laissée à la négocia-tion dans la pratique syodicale.

«Le SGEN pratique un syndica-lisme des mains blanches pour continuer tranquillement à vivoter orec ses revendications inattelgna-bles, fulmioait un minoritaire eu GUY BROUTY cours du congrès. Qu'un syndicat s'exprime par cinq voix pour, cinq voix contre et dix abstentions; ce n'est plus tenable quand la crise du syndicalisme est ce qu'elle est aujourd'hui. »

L'offensive des minoritaires à été repoussée par 56,19 % des voix. Mais, paradoxalement, le congrès à edopté (par 55 % des voix) un amendement présenté par soo syndicat de Meurthe-et-Moselle réclamant « le renforcement du rôle des partenaires sociaux dans le suivi, le contrôle et la mise en œuvre de l'apprentissage». Or, la question de l'apprentissage était jusque-là un point essentiel de cli-vage avec le direction de le CFDT, le SGEN restant un farouche défenseur du système d'alternance sous statut scolaire.

Cette évolution sur une question importante n'a pas sulli, oéam-moins, pour affermir les positions de l'équipe dirigeante. Les choses se sont même nettement gâtées, vendredi 22 mai, lors de l'élection des membres de le commission exécutive du syndicat. Deux, parmi les candidats de la majorité, MM. François Queval et Jean-François Dupont, ont été éliminés. Les quatre candidats de la minorité ayant, de leur côté, « par souci de cohérence », décidé de retiror leur candidature, la noovelle commission exécutive du syndicat est, faute de combattants, incomplète : elle ne dispose que de six mem-bres, au lieu des huit prévus.

Le SGEN sont donc déboussolé de ce congrès. Et les positions des uns et des entres risquent fort dans les moie qui viennent, et comple tenu de l'importance des enjeux - notamment par rapport à la FEN - de se radicaliser.

CHRISTINE GARIN

JUSTICE

D M. Vergès confirme le dépôt d'use plainte pour écoutes télépho-oiques. - Me Jacques Vergès, du barreau de Paris, a confirmé, jeudi 21 mai, au Sénat, devant l'Obser-vatoire des libertés, une association d'avocats et de magistrats animée notamment par M. Alain Marsaud, le dépôt d'une plainte visant les deux juges d'instruction chargés du dossier Paul Toovier qui avaient piace sur écoutes ses lignes léléphoniques, en novembre 1988, alors que l'ancien milicien était en fuile. Le plecement sor écoute de M. Vergès, svocat de Klaus Barbie lors do procès de Lyoo, et d'un autre avocat, M. Jacques Buttin, du barreao de Chambery, avait été révélé par «l'arrêt Touvier», rendu par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, au chapitre des annulations d'actes (le Monde daté 19-20 avril).

CONCERTS EXCEPTIONNELS **POUR AMNESTY AU PALAIS DES CONGRES** 

Lundi 25 mai

Dee Dee Bridgewater Julia Migenes

la rencontre du jazz et du lyrique

Mardi 26 mai

Liz Mc Comb, Reverend T les Gospel Chord Singers Les Chœurs de l'ex Armée Rouge

l'étonnante union du gospel américain et des voix russes

Mercredi 27 mai

Diane Dufresne

dans un spectacle fou... "Symphonic'N Rock"

Réservations : FNAC, VIRGIN, Palais des Congrès de Paris et par Tél. au 40.50.66.98

er a righter

Sel Sa tona

47 Mile 24

Sec. 25.44

1. 1470年春

registration

in these 🍇 (

八 一 数 基款 3

44 20 AV

19 94

1125-4

- N. 1944

AT THE RESIDEN

12-34-2

D. 15

ペール 東川機

The State of State of

2 13 g de

Section of Manager

OFFICE A

111 m 100 m

\* 4 20.74g

an amount & 1

- - + : OFF

- SCHEWART BOTTON Water at Age

\*\* (A. W.)

estatent &

THE STREET

- 7 - 3478 4

Lipson Difference

- Pa - 1987

SELECTION SERVICES ME

----

THE PERSON NAMED IN

ALTERNATION AND ADDRESS. CANDO NO.

Michell I

7-71- 4-422

4 - 2 - 3 - 344 10 m 10 m 10 m

State of the state

Transfer to the same of

Comments of the second

Sugar Same 4 ...

Whole the

14 4 m / 1

all and the second

Contract to

1

ERICH INCIYAN

Arbre à pignon. - III. Fut rarement éclipsé au temps de Cléopâtre. Se

PROBLÈME Nº 5786 HORIZONTALEMENT I. Distraction condamnable. Tels lee Incroyables. Eciat de Grenade. – II.. Supportait fort bien la taquinerie. Qui n'a aucun rapport avec le milieu.

apécieliste. ~ IV. Adverbe. Le culot 

emène inévitablement d'autres. Se leieaent éventuellement rouler. -

X. Facile à compter. Eléments de bordures. Symbola. - XI. Vient en coup de vent. On n'en saurait parier qu'en termes cavallers. – XII. Pays. Pli. – XIII. Un peu grasses. Se nour-rit à bonne aource. Préfixe. – XIV. Article. Point répété. Avec elles, il faut être vraiment aveugle pour n'y voir goutte. - XV. Bosse sur le dos et sur le ventre. Pas à

VERTICALEMENT

1. Plaît parfois d'avantage habillée que nue. Oui font preuve de mau-vais goût. Avant le déjeuner. - 2. A parfois bien du mel à finir sa tartine. Accumulateur de pilee. Sigle. -3. Terme mualcal. Abrévietion. Pour qui le règlement est particuliè-rement dur (pluriel). - 4. Supporte mel lee coups. Provoquent des rides sur une mouvante surface. -5. Copie partielle. Il cause de l'ombre autant que la jelousie. Une vraie tragédie. - 6. En Italie. Qui ne sauraient compter eur le rétreite. -7. Où plus d'un ballot e'eat fait lever per une grue. Sculpteur ou ceau de poulet. Qui e eu moins

tablettes, Cheveux. — IX
VII. En rogne. Arrive
au moment de la quarentaina. Ueranailea
aervent à lardar. — XII
VIII. Compositione
somnifères. Forme de XIII
savoir. — IX. Objectif
AIY d'un couraur da xv fonds. Un mot qui an un manteau en toutes saisons. -9. Queue d'une suite. Qua l'on a dana le nez. Conjonction. 10. Vendue sans doute au prix fort. Marière à réflaxion. Inestrution anglaise. - 11. Protectione pour les phelanges. Seveit lire entre lea lignes. - 12. Quartier d'Arles. Capitale. Pronom. - 13. Ont des effets stupéfiants. Ne cache pes see impressions. - 14. Travail de sauciers. Puissants décolorents. Va. court mais ne vola pas. - 15. Pren-nent éventuellement la parole. Nid

de taupes. Solution du problème nº 5785

Horizontalement 1. Brûle-tout (aynonyma da « brûle-bout »). - It. Daeia. -III. Ume. Sem. - IV. Losse. Epi. V. An. Main. - VI. Nébuleusa. -VII. Grâces. - VIII. Eacées. OT. -IX. Ri. Etna. - X. Eté. Usine. -

Verticalement

Boulangères. - 2. Remonerait. . Usés. Bac. Et. - 4. Li. Sauces. - 5. Esse. Lee. Ur. - 6. Messes. -Ormeau. Tic. - 8. Pistonna. -9. Traine, Tael.

#### de notre envoyée spéciale

Sait-on qu'un des tout premiers musées d'art moderne est celui de Lodz, en Pologne? Il n été ouvert en 1931, soit un peu plus d'un an après celui de New-York, sur l'initiative d'ortistes polonais d'avant-garde, le groupe A. R. (artistes révo-intionnaires) dont Wladyslaw Strzeminski, qui avait pris des leçons de conduite auprès de Malevitch, était le leader et aussi le maître à penser de ce musée, « instrument critique », lieu de recherches et de débats où l'on exposerait les méthodes nouvelles de la peinture.

En accord nvec les responsables Sait-on qu'un des tout premiers

En accord nvec les responsables de la municipalité, qui trouvèrent cependant les œuvres coffectées d'un « modernisme excessif », la collection était installée dans l'hôtel collection était installée dans l'hôtel de ville. Strzeminski donc, Katazynn Kobro, sa femme, et Henryk Stazewski ont béaucoup douné pour en constituer le noyau, un noyau dur, constructiviste. Ils ont oussi opèré en bonne intelligence avec les netistes d'Europe de l'Ouest, en particulier ceux de Paris, qui gravitaient autour de Cercle et Carré et d'Abstraction-Création, et faisaient plus ou moins rimer art abstrait et utopic de progrès. Ces derniers ont puts ou mons rimer art austrait en utopic de progrès. Ces derniers ont aussi beaucoup donné. Si bien que la collection avait d'emblée une ampleur internationale, et couvrait un lerge éventail de tendances; néoplosticisme, postcubisme, purisme, ert concret...

purisme, ert concret...

Le catalogue publié en 1932 comptait 75 œuvres d'artistes parmi lesquels, outre les Polonais, figuraient Jean Arp, Vantongertoo, Herbin, Gorin, Léger, Seuphor, Baumeister, Calder, Van Doesburg, Ozenfant, Schwitters... Ou Ernst, l'apport des tenants de dads et do surréalisme o'étant pas, loin de là, jugé négligeable, Mieux, il poavait servir à régénérer la peinture radicale que les Polonais pratiquaient, à commencer par Strzeminski, dont les tableaux « unistes », uoïques, vides de symboles, crépis, gaufrés et gonflés de matérialité, ramenaient la peinture à une sorte de degré la peinture à une sorte de degré zéro. Déjà!

Ce n'est pas la première fois que cette collection du Musée de Lodz, qui est enviée blen qu'y manquent des œuvres de Malévitch et de Mondrian, circule co Europe. En dés 1929, rejetée ensuite à l'Ouest, où elle se profilait sur fond de réalismes; le nazisme la fit tomber.

L'expositioo de la collection du Musée de Lodz donne aussi, bien

de notre correspondent

avoir été peint - en 1937, -Guernica, la célèbre tableau de

Picasso, euscite encora des

polémiques an Espagne. Cette

fois, c'est à propos de son der-

nier voyaga. Calui qu'il doit affactuer prochalnamant d'une

annexe du musée du Prado, El

Cason del Buen Retiro, eu Cen-tra des arts Reina Sofia. Le

déplacement n'est pourtant pas

considérable. A peine un kilo-

mètre, alors que l'œuvre, depuis

sa première présentation à l'Ex-

position internationale de Paris

an 1937, a séjourné an Nor-

vège, puis à Londres avant da

franchir l'Atlantique pour êtra

exposée pendant quarante-deux ans au Musée d'art moderne de

A aon ratour an Eapagns,

an septambra 19B1, cetta

énorme toile évoquent la mas-

sacre de la population da Guer-

nice par les avions allemands de

la légion Condor au service des

nationalisten trouve as place

dens une annexe du Prado à la

satifaction de tous et selon les

vœux de son auteur. Trois ans

evant sa mort, le 14 novembra

1970, le peintre avait en effet

prié les responsables du MOMA

de retournar el couvre et ses

ennexes eu pauple espagnol lorsque les libertés publiques seront rérablies » dans son

pays. Ce qui fut fait aix ans

Aujourd'hui, alors qua cetta

toile semblait avoir trouvé aon amplacement définitif demère

una paroi de verre protectrice,

on projette son départ : la

ministre de la culture, M. Jordi Solé Tura veut en effet faire du

Centre Rains Sofia un muaéa

d'art contemporain et, pour ce faire, transférar anviron 500

encien hôpital transformé en

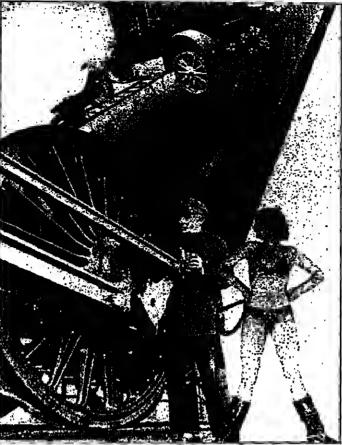
carrefour da l'art. L'anclan

directeur du MOMA, William Rubin, crie au scandale. « C'est

après la mort de Franco.

New-York (MOMA).

Cinquanta-cinq ana aprèe



Janusz Maria Brzeski : « Neissance d'un robot, Toujours plus vite», 1933.

1983, l'exposition «Présences polonaises», au Centre Pompidou, eo montrait de larges extraits, Mais clle o'avalt pas encore fait l'objet d'une présentation nussi complète qu'à Lyon, Où l'on peut comprendre ce que fut cette avant-garde internationale et militante, qui oc désarmait pas, d'eutant moins, qu'elle était menacée de toutes parts, bloquée dans ses élans à l'Est, des 1929, rejetée ensuite à l'Ouest, où elle se profilait sur fond de réa-listnes; le nazisme la fit tomber.

retirer Guernica de son contexte

qui n'est pas un contexta d'art

contemporain... Personnelle-

ment, ja crois que Picasso sa

Picasso n'a formulé qu'una

saule exigenca, répliqua la

ministère : la restauration des

fibartés publiquen. Mais si son courriar na fait pas état du

Prado, certaine da sas amis

affirment que cette condition

axiste bel et blen, at sa fille

alnéa Mayn sa damanda :

«Pourauoi le sortir de se cage?

Il [Guarnica] vivait auprès da

mervaillaa comma Gova la

Greco, Vélasquez, Zurbaran...»

Le monde de la peinture, de la

cultura se diviee. Na réduit-on

pas l'œuvre en la dissociant des

grands peintrea claaaiques

espagnols? Na minimise-t-on

pas sa portéa en la rapprochant

de modames dont la message

est plus contesté? Ne s'agit-il

pas seulement da redorer le bla-

son du Cantre Reina Sofia

Finalement, la direction du

Prado a décidé, mardi 19 mal,

par 17 voix (I y n eu 4 absten-

tions) d'autoriser le transfert de Guernice. « Seula une catas-

trophe ou un tremblemant da

tarre pourrait modifier cette

décision», a claironné le minis-

tre de la culture qui s'est immé-

diatemment fait apostropher par

M. Miguel Angel Cortès, député

du Parti populaire (droite), qui lui e lancé que la toile servant de support à Guernica en était pas

assez grande pour couvrir la mauvaise gestion de M. Solé

Tura dans la domaina daa

musées ». Quant à M. Inaki Ana-

sagasti, porte-parole du PNV, le

principal parti basque, il a

estimé que le gouvernement

aveit pardu una occesion de

contribuer à la pacification du

Pays basque en n'autorisant pas

Guernica à gagner Guernica. Il a donc demandé au ministra da

changar la nom du tableau...

MICHEL BOLE-RICHARD

décrié en raison de son coût?

sentirait très, très meurtri.

Polémiques autour du «Guernica»

shr, l'occasion de revoir, pour une fois largement déployées, les recherches des principales figures de l'avant-garde polonaise: les belles Compositions spatiales de Kobro (qui evait l'art de plier et de colorer le métal) et les tableaux « bard edge» avant la lettre de Strzeminski et de Stazewski, Et ceux d'artistes moins connus, comme Karol Hiller. et de Stazewski, Et ceux d'artistes moins connus, comme Karol Hiller, dont seul le Musée de Lodz conserve des œuvres. Hiller, oé en 1891, fusillé en 1939, e tâté du cubo-futurisme ovant de passer à l'abstraction plane, pour évolucr, dans les eonées 30, vers une recherche de rythmes biologiques susceptibles d'iosuffler eu tableau une matter vivante (une issue ésaune matière vivante (une issue éga-lement envisagée par Stræminski et par le Hongrois Moboly-Negy). L'artiste cuisinait encore des «héliographies», pour d'ailleurs «héliographies», pour d'ailleuts faire virer soo étude des phéoo-mènes lumineux à la catastrophe. Parmi les œuvres des autres expérimentateurs polonais, on remarque un bon lot de photogrammes et de photomontages, ceux notamment de Janusz Brzeski, qui, avec sa série «Sexe et machine», traduit, non

#### La notion d'avant-garde

sans ironie, son opposition à la mécanisation de la vie humaine.

Si le musée polonais n'avait que ce fonds de modernité à montrer, on le féliciterait déjà d'avoir su le conserver. Or il a plus, n'ayant jamais renoncé à se développer, et cela sans changer de cap – ce qui n'est pas toujours allé de soi – depuis les années 30. Nommé en 1935 le premier directeur du 1935, le premier directeur du musée, Marian Minich, bistorien d'art, cut peut-être tendance à déve-lopper la fonction didactique du musée et à organiser le collection par courants. Il resta cependant tant qu'il le put, fidèle à l'esprit du groupe A. R. Pendant la guerre, beaucoup d'oruvres furent dispersés beaucoup d'œuvres inrent disperses ou détruites par les nazis, qui ne manquèrent pas de les classer dans in catégorie « art dégénéré». Et Marian Minich, de retour de pri-son, dut reconstituer, avec l'aide de Strzeminski et de ses amis, une par-tie de la collection. Celle-ci était transfèrée en 1946 dans un ancien-hêtel particulier du dix-neuvème hôtel particulier du dix-neuvième siècle, où elle est toujours. Où en 1948 fut installée la salle néoplastique, laquelle, en 1950, était descendre dans les réserves, pour être remontée en 1960, une fois passée la grande appue de réalieme reciel grande vague de réalisme-social. endant les années 50, pour sortir de l'isolement, le conservateur du musée svait repris les contacts internationaux, exposé à l'étranger, rencontré, à Paris, Denise René, engrangé des œuvres données par

Le deuxième directeur du Musée de Lodz, Ryszard Stanilawski, qui resta en poste de 1966 à 1991, entreprit d'élargir le champ de la collection, sans perdre de vue la notion d'avant-garde. Il l'enrichit d'œuvres de Kantor, de Jiri Kolar, cherchn à réunir celles de Stazewski, récolta des tableaux de Morellet, de Le Parc et des artistes du groupe (). Sans reuier la tendance expressionniste : les fragments de visages en résine moulée d'Alina Szapocnzikow entraient 27 juin.

aussi dans la collection, comme y étaient entrés les portraits tourmentés du Witkiewicz. En 1981, le musée recevait un don exceptionnel de Beuys: 700 dessias, gravures, objets et documents. En 1983, des noms d'artistes Américains tels que Sam Francis, Keith Sonnier, de Christo, Chris Burden, allongeaient la liste des enrichissements du musée.

ments du musée.

Depuis sa création, en somme, le Musée de Lodz n'a jamais vraiment failli à sa vocation d'être dans l'actualité, enfin dans une certaine actualité conforme à l'esprit avantgardiste du premier musée. Se refosant donc, il faur le souligner, à présenter le courant réaliste-socialiste. Et, dernier directeur, Jaromir Jedlinski, ne le regrette pas, mais il constate, en souriant, que, aujourd'hui il en cherche des exemples (a passage obligé », dit-il) et n'en trouve pas.

Les temps out chapeé. Le Musée

Les temps ont changé. Le Musée de Lodz, qui a été si longtemps le seul musée de l'Est ouvert aux tendances d'évant-garde, connnît, maintenant la concurrence, Il est désormais un établissement voué à l'art moderne et cootemporain, parmi d'autres. « Il est difficile de le conserver en tant que musée de réference, indique Jaromir Jedlinski, inquiet pour l'ovenir. Ses moyens sont limités. Il n'a pas la possibilité d'acheter des œuvres du niveau de la collection historique. Reste le système D, jusque la pratiqué : inviter les artistes à séjourner à inviter les artistes à séjourner à Lodz et négocier des œuvres en échange. Reste la politique d'expositions, qui a toujours été efficace, et dont l'échange avec Lyon est d'ailleurs un très bon exemple (1). Les 700 pièces qui ont quitté Lodz sont assez convaincantes pour donner l'envie d'aller là-bas ajouter quelques pierres à un édifice dont la base est solide.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) Tandis que le Musée d'art contem-porain de Lyon reçoit la collection du Musée de Lodz, le Musée de Lodz accueille la collection d'art contemporain du musée lyonnais.

➤ La collection du Musée de Lodz (1931-1992). Musée d'est contemporain de Lyon, 16, rue Présidant: Edouard-Herriot 69001. Sauf merdi, da 12 heures à 18 heures. Jue-qu'au 27 septembre.

#### Icônes cachées

Les tableaux méditatifs d'un hongrois inconnu AKOS BIRKAS

à la galeria Zürcher

Akos Birkas a cinquante ans. Jusqu'à la fin des années 80 Il a vécu et travnillé à Budapest, sa ville natale, sans que son œuvre et son nom accèdent à la moindre noto-riété hors de Hongrie. Depuis deux ans, il a exposé en Autriche, en magne et enfin en France.

L'art de Birkas échappe oux effets de mode et aux références au goût du jour. Il n'est ni véritablement abstrait — il peint des visages —, ni pour autant banalement figu-ratif — ces têtes se réduisent à des ovales qui occupent à peu près toute la surface de la toile. Le pein-tre les divise en diptyques tantôt, et aprèt dispose une toile en event tantôt dispose une toile en evant d'une autre, plus grande, afin de varier les dominantes et de suggérer profondeur et écbelonnement de plans. Voudrait-on à toute force citer des noms, ce serait ceux de Fautrier et de Tal Coat, le premier en mémoire des Otages, le second parce que Birkas, comme lui, emploie en virtuose transparences, recouvrements, effaçages et empâtements longuement étirés et arrases.

Chaque toile naît d'une élabora-tion lente et précise. Une couleur se superpose à une première, puis elle est écrasée, lissée, errachée par est écrasée, lissée, errachée par places. Un geste ample dessine la mandorle – un geste sans expressionnisme ni précipitation, sans pesanteur non plus qui met en place la tête sur le fond. De loin ou croirait un ovale monochrome dans un rectangle monochrome. De près l'œil est sollicité par l'apparition de traces et d'accents sous la dernière couche de couleur. Cette combinatorie savante suscite des tableaux voluptueux, aux harmonies sourdes voluptueux, aux harmonies sourdes

et luisantes à la fois. Il feut du temps pour comprendre ces icones monumentales et muettes, et plus de temps encore pour les contempler, simples an apparence, mais substantielles et meditatives. Il en est dans l'exposition quelques-unes d'une grande beauté, particulièrement parmi les plus récentes.

PHILIPPE DAGEN

THÉÂTRE

### Peau-Rouge et tour Eiffel

Topor émascule Jarry dans des douceurs de légumes frais

Salle Gémier

Ubu Roi, nn nouveau «look» d'Ubu Roi, oni, pourquoi pas, mais quoi écrire? Dès que vous osez un mot, «c'est le Balzac de Rodin qui monte sur un banc pour faire un discours», dit Jarry, Lui, Jarry, nvait le mot juste. Il voyait toute la distance entre Ubu et l'autre théâtre, les autres nièces one l'on irugit alors Il tance entre Ubu et l'autre théâtre, les autres pièces que l'on jouait alors. Il disait, sans méchanceté: « Ceux qui sont plus âgés que nous ont vécu parmi certaines œuwes qui ont pour eux le charme des objets usuels.» Il savait que « pour mettre Ubu au goût du public parisien », il fallait criet « zutre», non pas « merdre», et, au fieu de faire des moulinets avec le balai de chiottes, « cocufier diverses personnes: mais ç'aurait été plus sale».

phis sale».

Comique d'agression, en tout cas.
Jarry veut que Ubu Roi soit « monté d'une façon simple et même sordide, pour que le drame en paraisse plus misérable et horrifique». Pas do nuances: « une logique d'autent plus irréputable que c'est celle du fou et du gâteux». Carrément le guignol : « les joyeux et profonds souvenirs d'enfance alors qu'on nous conduisait à Guignol », et, « les marionnettes seules traduisent, passivement et momentanément, ce qui est le schéma de l'exactitude, les pensées».

Jarry, une fois, a précisément

schéma de l'exactitude, les pensées ».

Jarry, une fois, a précisément indiqué, par un exemple, en quoi son théâtre est plus direct, plus démonstratif, que les gestes habituels de la scène. D'une part, voici « le langage mimé conventionnel, fatigant et incompréhensible : une ellipse verticale autour du visage avec la main, et un baiser sur cette main, pour dire lo beauté et suggèrer l'amour ». Opposé à ça, le geste « universe! » qui va « témoigner la stupeur » : « recul avec violence, choç du crâne contre la coulisse ».

Roland Topor nous donne aujourd'hui une mise en scène d'Uhu Roi.
Souvent des peintures, des dessins, de Roland Topor, ont été d'une gaieté d'imagination, d'une éoergie d'attaque, proche de telles pages de Jarry. Mais, pour Uhu Roi. Topor e voulu mettre les petits plats dans les grands: il o fait des décors géants, somptoeux, très épatents, très «jolis» même car traités dans des couleurs fraîches, carottes, laitues,

déguisements, le personnage d'Ubu ressemble cette fois pas mal à Antoinc Vitez, c'est le même visage en leme de conteau, Illusion bête, qui fait planer le mot de la fin, si modeste, de Jarry sur son Ubu: «Il est un peu enfant terrible.»

MICHEL COURNOY

Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15h. Tél.: 47-27-B1-15-Jusqu'au 7 juillet. Roland Topor nous donne aujour-

petits pois. Jarry avait pourtant bien dit que sa pièce pseudo débile n'était à l'aise que dans un décor de rien, juste quelques toiles à l'envers, peintes de préférence par «qui ne sait pas peindre». Dans les magnifiques images géantes de Topor, Monsieur et Madame Ubu et leur famille et leurs comparses disparaissent, sont des petits chiens perdus, vêtus de choses assez peu distinctes, sauf le capitaine Bordure en body rouge framboise evec uoc saucière d'aluminium sur le pif.

Costume compliqué et vaseux d'Ubu, avec un sexe pendant en forme de troisième jambe plus petite que les deux autres. Cet Ubu (l'acteur Wojtek Pezoniak) est un petit format fluet, quand Jarry voulait un Falstaff ventru; pour le dessous de la ceinture, il précisait : « par derrière un Peau-rouge et par devant la tour Eiffels. En revanche Topor suit le conseil de Jarry qui veut, pour Ubu, « une voix spéciale », mais le ton adopté par Wojtek Pszoniak est criard, cuivré, crissant, insupportable.

Catherine Jacob, excellente actrice, joue Madame Ubu; la malchance a voulu qu'elle soit très mal habiliée, et, surtout, pas orientée le moins du monde par la mise en scène, pas insérée dans le cours des choses : elle passe et murmure presque pour la forme, comme une sofolle en solitude. Il suffirait d'un rien, il suffirait qu'un assistant pousse Catherine Jacob dans la pièce, pour que Madame Ubu retrouve sa dimension.

Roland Topor a fait de la belle image, il s'est amusé aussi à faire venir, oux intermèdes, une fanfare de parachutistes, mais le cœur, le soutile, l'énergie de vie, de toute mise en scène, cela il o'y n pas songé, semble-t-il. C'est sans cesse la panne. Seul gag, peut-être involontaire: sous son maquillage et ses déguisements, le personnage d'Ubu ressemble cette fois pas mai à ressemble cette fois pas mai à Antoine Vitez, c'est le même visage en leme de conteau, Illusion bête, qui fait planer le mot de la fin, si modeste, de Jarry sur son Ubu : « Il est un peu enfant terrible. »

des sports, dont les représenta-

tiona ont été prolongées... Et

### La fin des « Misérables »

Les représentations des Misérables au Théâtre Mogador, prévuas jusqu'an septambra au moins, s'arrêtent le 24 mai. En conclure que «les Français n'aiment pas la comédie musicale», c'est comma dira « les Françaises sont roussas». La pramiàra version au Palais des sports a été l'un des plus francs succès da Robert Hossein. La seconda version d'Alain Boubiil et Cisuda Michal Schönbarg, dans la mise en scène anglaise de John Caird et Trevor Nunn, e fait le tour du monde, et continue de rapporter beaucoup d'argent, partout sauf à Paris. C'est pourtant à Paris qu'elle a obtenu es meilleures critiques. Et le public, dans sa majorité, a'est montré ravi.

Seulement vollà, il n'agit d'un spectacle populaire où l'on va en familla, et las placas sont chères : de 175 F à 350 F. ell y a un grand orchestre dans la fosse, c'ast comma l'opéra ». mêma musique ni le même type da chameurs. Ni un « évànement» puieque la temps des représentations était indéfinl. A Paris, la couturne veut que l'on annonce une « série limitée » prolongée dans le meilleur des cas.

La production n suivi une stratégia à l'anglo-saxonne : un gigentesque budget de publicité - B millions étalén sur plusieurs mols, plus len nécassairen relances, le même budget que ceiui de Robert Hossein pour Son nom était Jésus, au Palais

alla n'a pea voulu proposer en début da sainon den tarifs réduits pour las collectivités sans lea collectivités, comités d'entreprise, groupes divers, formules d'abonnement, les théâtres seraient plus qu'à moitié vides. A partir du moment où Odette Lumbroso - directrice de Mogador - a pu dégager des prix spéciaux pour les étudianta, il an est venu anviron 700 par solr. En fait, Mogedor - 1 780 places, alors qua le Paleia daa sports en a deux fois plus - a fait une moyanna da 1 300 specteteurs, avec das recetten oscillant antre 265 000 F at 420 000 F. C'est bien, mais ce n'est pan assez pour una production extrêmemant coûteuse, avec plus de cent personnes chanteura, musiciens, techniciens - sur le plateau.

Cameron Maelntosh, qui revait depuis longtemps de Paris, de Mogador, n'espéreit certainement pas rentrer dans ses frais avant deux ans. Le plus étonnant ast la date choisia pour anêter un spectacle qui aurait pu attirer du public, notemment des touriates, an juin. Mogador, qui n'entrait pas dana la production des Misérables, se trouve dans l'obligation de aa mattra an ralache. Ca n'est jamais une bonne opération, et en particulier pour une salle privée.

#### CINÉMA

□ Oaverture d'us dômun Limax à la Dôme de la Défense offrira la Désense. - Déjà implantés en deux types de séences : France grâce à la Géode et au Faturoscope de Poitiers, les promoteurs de l'image géante s'installent aujourd'hui au pied de l'Arche de la Défense. Un nouveau dôme lmax, doté d'un écran bémisphérique de 1 000 mètres carrés, y ouvrira ses portes le 14 juillet prochain. Situé dans la

unc beure (un film) pendant la journée, ou deux boures (deux films) en soirée. Le coup d'envoi sera donné avec Antarctica, un documentaire -spectacle dans le grande tradition lmax.

► Renseignemants : 42-81-80-81. Réservations à la FNAC, sur place, future « colling de l'automobile », ou par Minitel 3615 DOME IMAX.

Appendix

....

e see the see

that the first

- ....

. . . .

A second of the manager

Andrew State Control of the Control real and a second the same of the same A SAF SOLD IN THE Property of the second 

Regard ...

wife the second second

The way was a second

The general design of the principle of 7 7 Barrier Car - 1876 يب وي ..... دوتكتو ا Character A STEEL STEEL والمطاع والمستهجت المؤار أواروا والمطاع والمستني

المالين والبروا المقابلية فالمتحد Marie Carlo Market - Market State St to the second of piros. AAAA AAAAAA ATTENDED TO THE PERSON OF THE

Transfer of Constant and American Street Constant 

## Des planches au crayon

Quand acteurs et metteur en scène s'étripent en public au lieu de jouer bien sagement

DÉLIVREZ-NOUS DE SAINT STÉPHANE à la Maison de la poésie

« Mallarmé, le premier de nas poèles », a dit Sartre que unus imaginnns lisant plutôt Hegel nu Héra-clite. Et pourtant, lecture pour lec-ture, rencontrer un juur Mallarmé, puis devenir l'un de ses proches, le retrouver presque chaque jour, sera un bonheur de la vie, pour peu que le courant passe. Le tout est de ne pas commencer par des textes de poèmes, de proses, dunt les muts sont accrochés de telle façan que eela nnus danne le taurnis. L'ap-

proche doit être progressive. Lire les lettres à ses amis, à ses parents, à sun chat. De grus vulumes chez Gallimard. Drôles, touchantes, écrites souvent au crayon, plutôt qu'à l'encre, le gris du crayon est mains péremptaire. Puis les canseils de cuisine, les horaires des trains de Pornichet, et notaires des trains de rotritenet, et autres détails de première urgence, publiés dans le journal la Demière Mode, que Mallarmé rédigeair à lui tout seul, par excès d'inquiétude.

C'est le Mallarmé des bons jours. Celui des heures noires n'est pas plus compliqué à lire, et c'est une chose absolument unique: il a perdu son fils, un enfant de huit ans, et sur des feuilles de papier volaotes, sans réflèchir, il écrit vite au crayon ce qui le traverse : visions, douleurs, mots perdus... Plus de cent réflexes saisis au passage. C'est sans fond, comme le ciel. Le plus rare, le plus beau texte, de chez nous. Distribué par les Editions du Seuil, le titre est Pour un tombeou d'Anatole.

Ces jours-ci, un petit spectacle, aux Halles, un salut pas appuyé à Mallarme : Délivrez-nous de saint Stéphane, de Jacques Darras, C'est à la Maison de la poésie, au Forum. Une île d'accueil, très attad'entrer, c'est un enchantement. Une maison de famille. La soirée n'est pas hècheuse. Trois pèlerins: une actrice, un comédien, un metteur en scène, essaient de ne pas s'étriper en jetant les bases d'un spectacle sur Mallarmé. Ils ne sont pas sur les mêmes undes, et la bagarre est relancée par un enseignant horrifié.

Une actrice, radinactive, telle que Mallarmé aime décrire les femmes qu'il rêve, Ophélie Orecchia, dit le grand mystère d'Hèro-diade, mais raconte aussi la Seine, les bateaux, les peupliers. L'acteur, François Levantal, essaie le jogging, autour des fauteuils, pour se calmer. Le prufesseur, Jean Valière, fait dix fausses surties, mais n'appelle pas le proviseur. Le metteur en scenc, Michel de Mauine, garde un ealme exemplaire. C'est une histuire de fous, et écrite «à la fantôme», au craynn comme les billets de Mallarmé. C'est souverain pour changer d'air. vnir enfin autre chose.

Tarrasse du Forum des Hallas, 101, rue Rembuteau, Paris 75001, du mercredi au semedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures, Jusqu'au 31 mai. Tél.: 42-36-27-53. **PHOTO** 

## Libre Max Pam

L'Asie vue par un photographe australien, digne des grands voyageurs du XIXe siècle

Quand nn a parcnuru l'Asie des années 70 dans des condi-tions folles, vnyagé dans noc caminnoette qui ressemblait à « un enurme cachet de LSD « un ènurme cuchet de LSD mouve », vendu sun sang en Gréce, « fumé des quantités démentes de hash », possédé une chambre dans un bordel de Bangkuk, traversé le sous-continent indien dans le filet à hagages des troisièmes classes, évité de justesse la troisième guerre indo-pakistanaise, dormi à même le sol dans des restaurants de Kabnul. dans des restaurants de Kabnul, quand des énormes rats ont perturbé vos nuits, quand un a failli mourir dans les rivières de Bornéo, quand on a attrapé la typhnīde, qu'nn a découvert Calcutta en pleine période hippic, quand nn a vécu tout ça et que, vingt ans plus tard, vntre visage est toujuurs aussi rayn#nant, alors on a envie de vous suivre. en toute coafiance, jusqu'au bout du monde.

Tel apparaît Max Pam, photographe de quarante-trois ans, qui paraît dix de muins, et dunt les images aux gris doux témoignent de vnyages aussi magiques que sereins. Il les raconte dans une expositioo et surtout dans uo livre, Gning East, un des plus frais et toniques qui soient parus depuis langtemps. « Un homme libre », dit de lui son ami, le photographe Bernard Plussu, à qui

est d'ailleurs dédié l'nuvrage. Un humme qui a su se fondre dans les cadres carrés pour mieux faire partager les scénes qu'il nffre.

«Je veux que le spectateur de mes
photos respire l'uir que j'ai moimème respiré, affirme-t-il, je veux
saisir le nun-photographiable,
concilier actualité et nirvana.»

A la riguenr du cadre, Max Pam préfère la générosité d'un sunrire, la cunnivence avec les personnages rencuntrés dont il cherche le régard, « En Inde, sur une population de huit cents millions, il y n bien sept cent quatrevingt-dix millions de personnes prêtes à se planter devant un oppareil phom. Pas une image n'est iosupportable, car ce n'est pas l'Asie qu'il raconte, mais ses aventures, ses déambulatiuns dans uo continent qu'il regarde vraiment de l'intérieor. Ses images « vivent, elles sunt en relief, elles sentent les odeurs de pays, elles unt le bruit et le climus des lieux », affirme Plossu. Max Pam va jusqu'à utiliser le finn «le bougé», dirait Plossu - pour
rendre « le bruissement du vent
dans les arbres, la vitalité frémissante d'un persannage dans le

Au-delà de la richesse des images et des pays traversés, ce livre de photos, rythmé de textes-témnignages jolimeot écrits, est d'abord le récit passionnant des

années de formation d'un voyagenr, comme il n'en existait qu'au dix-neuvième siècle. Né en 1949 à Melhaurne, Max Pam était un adolescent passionné de surf : « Dans mes rêves, je ne comptais pas des moutons, je ne pensais pas vraiment aux filles je surfais.» Il travaillait en Australie « dans l'enfer des phato-graphes, une chambre noire aux dimensions d'une usine où je pas-suis presque toute la journée à patauger dans le noix total néces-saire au déveluppement des néga-tifs. Ce travail nécessituit une main-d'œuvre importante et se déraulait dans une ambiance de train fantôme. Mes collègues étaient tous aveugles, le plus sou-vent depuis la naissance.

En 1969, une petite anonnce digne d'un album de Tintin sau-vera Max Pam des «ténèbres d'enfer » : « Astrophysicien cherche accompagnateur pour voyage en Coccinelle de Calcutto à Londres. » Et c'est ainsi qu'il a entrepris le premier de ses dizaines de voyages en Asie depuis plus de vingt ans. Très vite, les lectures de Gorki, Hesse, Tagore, Conrad remplacent la drogue. Il tient un jaurnal:

«Hier, je suis ollé à Babylane
avec Adam et Steve, j'ai dormi d
fa belle étoile dans les ruines et je
suis rentré en stop d Bagdad. » Il
découvre le soxe à Bangkok, à

vingt ans, prenaot sun petit déjeuner à l'hôtel Starlight: « Une fille encore jeune s'est assise sur mes genoux. Elle m'est rentré dedans de plein fouet, a plaqué son sexe contre le mien et ses seins sur ma paitrine. Son baiser sentait l'ail et j'oi failli m'évanouir. La fille ne cessait de m'évanouir. La fille ne cessait de me crier dans l'areille; alars ta viens, mon petit Gl?»

Le voyage de Max Pam le mene jusqu'en Chine. Il y est accable par l'ennui : « Rien ne semblall pouvoir se produire à moins d'avair été préalablement consigné dans le guide du bureaucrate universel. » Se sentant « en exil », il est allé au Turkestan, a suivi la route de la soie d'Urumchi jusqu'à Kashgar. « C'est le dernier arrêt. » Fin du voyage. Aujourd'hui, Max Pam est installé à Londres, il est père de famille, ses images sunt distri-huces en France par l'agence Métis. Souvent, il repart.

MICHEL GUERRIN ► FNAC Muntparnasse, 136,

rue de Rennes, 75006 Peris. Jusqu'au 27 juin. ➤ Gaiarle du Châtaau-d'Eau, place Laganne, 31300 Toulouse. Jusqu'au 1≪ juin.

➤ a Goeing East », photos et texte Max Parn. Marval éd., 184 pages, 214 photos, 296 F.



LE MONDE . diplomatique

Mai 1992

Écologie : RIO. SOMMET DE LA VÉRITÉ



SI CE QUE LA SEPT A PRODUIT A ETE PRIME A CANNES, CE QUE CANNES

MEMBRE FONDATEUR ET PRODUCTEUR D'EMISSIONS D'ARTE, LA CHAINE CULTURELLE

A PRIME NE PEUT QUE PRODUIRE UN INTERET CERTAIN SUR ARTE.

EUROPEENNE. LA SEPT EST AUJOURD'HUI RECOMPENSEE DE SA POLITIQUE AUDACIEUSE

DE COPRODUCTION. HUIT FILMS COPRODUITS PAR LA SEPT SELECTIONNES AU

45° FESTIVAL DE CANNES. TROIS DISTINCTIONS POUR LES DEUX FILMS PRIMES:

PALME D'OR: "LES MEILLEURES INTENTIONS" DE BILLE AUGUST, PRIX D'INTER-

PRETATION FEMININE: PERNILLA OSTERGREN-AUGUST DANS "LES MEILLEURES

INTENTIONS". PRIX DU JURY (ex-aequo): "UNE VIE INDEPENDANTE" DE VITALI

KANEVSKI. APRES AVOIR DIFFUSE LES PREMIERS FILMS DE BILLE AUGUST

DANS LE CADRE DU CINE-CLUB EUROPEEN SUR LA SEPT. ARTE SERA

LA PREMIERE CHAINE A DIFFUSER CES ŒUVRES EN FRANCE ET

EN ALLEMAGNE PAR SATELLITE, CABLE ET SUR UN RESEAU

NATIONAL A PARTIR DE SEPTEMBRE. Pour tout renseignement 3615 LA SEPT



Z Beck"

27 176

200 24 4 1

70% to 11

337 W

a + 4 + 4

\*\*\*\*\* y 3 井戸株置

47 244

- Table 1

------

 $r_{\rm acc} = \frac{r_{\rm acc}}{r_{\rm acc}} \frac{r_{\rm acc}}{r_{\rm acc}}$ 17 12 12

1 - 1 - 21

The second second

1995 185 -8 1995

7.5

1. VALUE 15.

10 PM

18 or own in or of a Strong or on period

1.5 1.0 2.20

TO FIRE STATE

... . . . <del>. .</del> . . . . . . . . . . . . . 1.315

. . .

E . 1 1 1 2

8 8 8

....

- 3

100

Land to the second

4 . 47

و ميوم سيتان

E ....

Tarang a page

## **THÉATRE**

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est avaugle : 19 h. Courteline... Guitryl : 20 h 30. Dépressions verbauses : 22 h. 22 h ARCANE (43-36-19-70). L'Espace du souffie : 20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHEVAINS (48-06-36-02). Stael ou la Communauté des esprits : 20 h 30, dim. 18 h. Stabl ou la Communauté des esprits :
20 h 30, dim. 18 h.
ATALANTE (46-06-11-90). Avatar :
20 h 30, dim. 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). L'Antichambre :
21 h, dim. 15 h 30.
SERRY (43-67-51-55). Destinées : 19 h.
Et après... on recommence : 20 h 30.Dim.
Les Champètres de jots : 20h30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
George et Margaret : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thé à la menthe ou t'es citron : 20 h 15.Dim.
Festival d'expression artistique : 20h.
CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAU-ORON (43-28-97-04). En attendant Godot : 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE EPÉE DE 80IS (48-08-36-74). La vie est un songe : 20 h 30.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE L'AQUA-RIUM (43-74-99-61). L'étau : Je rêve (rels peur-ètre pes) : 21 h, dim. 18 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Agamemnon : 15 h 30.
Les Choéphores : 19 h 30, dim. 13 h.Dim.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL
(43-74-24-08). Agamemnon: 15 h 30.
Les Choéphores: 19 h 30, dim. 13 h.Dim.
Les Euménides: 13h.
CARTOUCHERIE THÉATRE OE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Selle L Lu Seconde
Surprisa de l'amour: 20 h 30, dim. 18 h.
Salle II, Dis, quel cinéma tu nous fais 87:
21 h. dim. 16 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIOUE
(42-78-44-45). Y a-t-il un communists
dans la salle?: 21 h. dim. 15 h 30.
CENTRE CULTUREL. SUISSE
(42-71-38-38). Mars: 20 h 30, dim. 17 h.
CENTRE WALLONIE-8 RUXELLES
(42-71-26-16). Joyzelle: 20 h 30.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le Jeu
de l'amour et du hasard: 20 h 30, dim.
17 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-67-87-74). Les Solitaires

TAIRE (45-87-87-74). Les Solitaires intempestifs: 20 h 30, cm. 17 h. COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).

COMEDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).
Bernard Mabile: 21 h.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
L'Epouse prudente: 21 h, dim. 15 h 30.
COMEDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 19 h. Grand-Pour et misère du lie Reich: 21 h, dim. 15 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÉS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Livre d'heures: 17 h, Lee Lerrone: 18 h 30, dim. 15 h. Le Roi Lear: 20 h 45, dim. 17 h.
DÉCHARGEURS (TLO) (42-38-00-02).
Souris bianche: 21 h 30, dim. 15 h.

DÉCHARGEURS (TLO! (42-38-00-02).

DÉCHARGEURS (TLO! (42-38-00-02).

Souris bianche: 21 h 30, dim. 15 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Guy Montagné dans Histoires drôles: 21 h.

EDGAR (43-20-86-11). Le Petit et le Grand: 20 h 15. Les Babes cadres: 22 h.

ELDORADO (42-49-60-27). Moneleur.

Amédée: 18.h et 21 h.

ESPACE JEMMAPPES (46-34-01-68). Et ton âme s'est glissée dans la manne...: 20 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-9-15-5). Le Mariage da Figaro: 18 h, dim. 15 h 30. La Mouette: 20 h.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Salle

Mouetta: 20 h.
ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Selle
L Titre provisoire: 20 h 30, dim. 18 h.
Selle II. Et si je?: 20 h 30, dim. 18 h.
FONTAINE (48-74-74-40). Le Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45. veuves: 15 h 30 et 20 h 45. G A 1 T É - M D N T P A R N A S S E (43-22-16-18), Nina: 21 h, dim. 15 h. GRANO THÉATRE O'EOGAR (43-20-90-09), Tu es gentil, tu laisses Merie-Madeleina en dehors de tout ça: 20 h 15. Eric Thomas dans son nouveau spectude: 22 h.

GRANGE HALLE OF LA VILLETTE

GRANGE HALLE (40-03-39-03). Les Pieds dans l'eau : 17 h et 20 h 30. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-51). Le Solidataira : 19 h. L'Homme changé en barque : 20 h 30. L'aurais tellement voulu être un fait divers : 22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-48-79-79). GTMNASE : 20 h 30. HEBERTOT (43-87-23-23). Bec de gaz : 1S h. Les Silences du quaturor Conrad : 21 h, dim. 15 h. HOPITAL ÉPHÉMÉRE (46-27-03-28). Robe de mariée : 21 h. HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chanve: 18 h 30. La Leçon: 20 h 30. Les Gestronomades: 21 h 30. Chauve: 16 ii 30.
Gastronomades: 21 h 30.
LA SRUYERE (48-74-76-95). C'était blen:
21 h. dim. 15 h.
LA MAISON OU PORTUGAL
(45-35-76-37). Il faut qu'uns porte solt
ouverte ou fernée: 21 h.
coverte ou fernée: 21 h. LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11).

Gladys: 20 h 30. LE BOURVIL (43-73-47-84). Ma sourianta Algerie: 20 h 30. LE PROLOGUE (45-75-33-15). La Granda LE PROLOGUE (45-75-33-15). Le Grande Tentation de saint Annoine : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).
L'Amérique... : 20 h. Lz vie n'est pas un film de Doris Dey : 21 h 30.

chand de réve : 21 h, dirn. 15 h.
MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs :
21 h.
MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire du cinéma : 21 h.
MOGADOR (48-78-04-04). Les Misérables : 15 h et 20 h 15.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 18 h 30 et 21 h.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépendances : 18 h 30 et 21 h.
MONTPARNASSE (43-22-77-74). La MOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-21-11-99). La Beile Age : 20 h 30, dirn. 15 h 30.
NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD (43-31-11-99). La Beile Age : 20 h 30, dirn. 15 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Lae Juneeux : 18 h 30 et 21 h 30, dirn. 15 h.
UVRE (48-74-42-52), Les Dimenches de M. Riley : 20 h 45.
PAIAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Grande salle. Jean-Marie Bigard : 20 h 30.
PALAIS OES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Le Nouveau Spectacle de Risboukine : 21 h.
PARI5-VILLETTE (42-02-02-88). Le Siènce de Moière : 20 h 30, dirn. 15 h.
P O C H E - M O N T P A R N A S S E (45-48-92-97). Salle (. Clotilde et moi : 21 h. Seile (l. Journal d'una petite fille : 21 h. dirn. 15 h.
PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Célimène et le Cardinal : 20 h 30, dirn. 17 h 30.
POTINIÈRE (42-61-44-16). Chantal Lade-

17 h 30. POTINIÈRE (42-61-44-16). Chantel Lade-POTINIÈRE (42-61-44-16). Chantal Ladesou feit la Potinière: 21 h.
PRÉ-CATALAN (JAROIN SHAKES-PEARE) (42-76-45-09), les Joyeuses commères de Windsor: 15 h 30 et 19 h 30.
RANELAGH (42-88-64-44). Exercices de style: 20 h 30, dim. 17 h.
RENAISSANCE (42-08-18-50). La vie est belle: 15 h et 20 h 45, La Voyage en halie, le Bout de la nuit, le Champ de bettereves: 20 h 30.
ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Naufrage: 20 h 30, dim. 17 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin seuss: 20 h 45, dim. 15 h.
SHOW-BUS (42-62-36-56).Dim. Show

seuisi: 20 h 45, cm. 15 h.
SHOW-BUS (42-62-36-66).Dim, Show
Bus: 14h30,
SPLEN 010 SA) NT-MARTIN
(42-08-21-93). Charitá blen ordonnée;
20 h 30.
STUOIO OES CHAMPS-ELYSÉE5
(47-20-08-24): E Amérique de Jeen-Paul
Martinieu; 20 h 30.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU
(45-45-49-77), Cernavai; 20 h 30, dim.
17 h.

(45-45-49-77), Cernavai: 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE CLAVEL (43-71-93-73), Athenais entre en scène: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE OIX-HEURES (46-08-10-17), Prends garde à toi: 20 h 30. Daniel Lemire dans Juste pour rire: 22 h.

THÉATRE OE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Conversation chaz les Stein sur M. de Goethe absent: 20 h 30.

THÉATRE GRÉVIN (42-48-84-47), Un Soir au bout du monde: 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN-O'OR SELLE-DE-MAI (48-05-67-89), Le Ronde: 21 h.

dim. 17 h. Balle de Mai. Au coeur, la brûture: 18 h. dim. 15 h.

THÉATRE OE LA MAINATE

briture: 1S h, dim. 15 h.
THÉATRE OE LA MAINATE
42-08-83-33). Le Fou de bassan: 22 h,
dim. 20 h 30.
THÉATRE MAINATE
42-36-38-56). Les Sonderling: 15 h 30 et
20 h 30.
THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT
(47-27-61-15). Ubu roi: 20 h 30, dim.
15 h. Seile Jean Viter. Le Nuit des rols:
20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLIME

15 h. Salla Jaan Vast. La trat.
20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE
(43-66-43-60). Grande saile. Greek (A la
gracque): 20 h 30, dim. 15 h 30. Petita
saile, Kvetch: 21 h, dim. 18 h.
THÉATRE NATIONAL OE L'ODÉON
(43-25-70-32). La vie est un songa:
20 h 30, dim. 15 h.
THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON
(PETITE SAILE) (43-25-70-32). Entre las
rames de la arboleda perdida: 18 h 30.
THÉATRE OE NESLE (46-34-61-04).
Lorsqu'un poète meurt... Federico Garcia
Lorsa: 18 h 45. Les Bonnes: 20 h 30; Le
Libertinege: 22 h.

Lorca: 18 h 45. Les Bonnes: 20 h 30: Le Libertinage: 22 h.

THÉATRE SILVIA MONFORT (45-31-10-96). L'Heure du thé chaz les Pendiebury: 20 h 30, dim. 17 h.

THÉATRE DU TAMSOUR ROYAL (48-06-72-34). Vallses accompagnées: 18 h 15, dim. 17 h 15. Les éroiles naissent à Santa Cruz: 21 h 15, dim. 15 h.

THERMES OE CLUNY (43-31-85-80).

(48-68-63-33). Old Market 15 h. MONTREUIL (TJS) (48-59-93-93). La Posion de Georges Boulton : 20 h 30, dim. 17 h. THÉATRE DES AMAN-

Posion de Georges Boulinit - 20 17 h.

NANTERRE (THÉATRE DES AMANOIER8) (48-14-70-00), La Petit Bois :
20 h 30, drn. 18 h.

NEUILLY-8UR-SEINE (L'ATHLÉTIC)
(48-24-03-83). Soirées bourgeoises :
21 h.

RUNGIS (ARC-EN-CIEL THÉATRE DE
RUNGIS) (45-60-54-33). Béránice : 21 h.

SAINT-CYR (ESPACE GÉRARD-PHILIPE) (30-58-45-75). Jorge Lemke : 21 h.

SUCY-EN-8RIE (CENTRE CULTUREL
COMMUNAL) (45-90-25-12). Douby or
opt Douby : 21 h. not Douby: 21 h.
TRAPPES (GYMNASE GUIMIER)
(30-62-84-38). Match d'Improvisation:
14 h et 9 h 3017 h.

## CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24) PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Semaine internationale de la critique : le
Petit chet est mort (1991), de Fejria Deliha,
Adorables Mentiras (1992, v.o. s.t.l.), de
Gerardo Chijona, 18 h 30 ; The Room
(1991, v.o. s.t.l.), de Jeff Belsmeyer, C'est
arrivé près de chez vous (1992), de Rémy
Belvesus, André Benzel, Benoît Posivoorde,
18 h 30 ; Ravolver (1991, v.o. s.t.f.), de
Chester Dent, Ingalo (1992, v.o.), d'Asdis
Thoroddsen, 20 h 30.

DIMANCHE SAMEDI

DIMANCHE
Semaine internationale de la critique : la ifissure (1991, v.o. s.t.f.), de Kristian Petri, Archipielego (1992, v.o. e.t.f.), de Pablo Perelman, 15 h 30 ; Floating (1991, v.o. s.t.f.), de Richard Healop, J'ai entendu l'ammonite murmurer (1991, v.o. s.t.f.), d'isso Yamada, 18 h 30 ; let Macionnettes (1991), de Marc Chevrie, la Fuita (1992, v.o. s.t.f.), de Oavid Ruhm, 20 h 30 , 21 h. DIMANCHE

#### CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

SAMEDI

Le Cinéma polonais : les Tribulations de Baltinear Kober (1988, v.o. e.t.l.), de Wojciech J. Has, 14 h 30 ; la Parade (v.o. e.t.l.), de Jarzy Kucta, Fantomobil (v.o. s.t.l.), de Kazimierz Mucha, les Hommes de la croix bleue (1965, v.o. s.t.l.), d'Andrzej Mund, 17 h 30 ; l'Homma de marbre (1975, v.o. e.t.l.), d'Andrzej Wejde, 20 h 30.

DIMANCHE DIMANCHE

Le Cinéma poloneis : Cendres et Diamant (1958, v.o. a.t.l.), de Andrzej Wajda, 14 h 30 : Tu ne tueras point (1987, v.o. s.t.l.), de Krzysztof Kiesłowski, 17 h 30 ; Frissons (1981, v.o. s.t.f.), de W. Marc-zewski et K. Hentchal, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. grande galerie porte Seint-Eustache Ferum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

SAMEDI

La Quinzaine des réalisateurs : la Reflet dans le miroir (1992, v.o.) de Svetlans Proskourins, 14 h 30 : Benny's Video (1992, v.o.) de Michael Haneke, 18 h 30 : Mac (1992, v.o.) de John Turturo, 18 h 30 : le Amiche del Cuore (1992, v.o.) de Michael Placido, 20 h 30. DIMANCHE

DIMANCHE
La Cuinzaine des réelisateurs: Hey que
zumar a los pobres (1992, v.o.) de Santiago San Miguel, 14 h 30; Angel de
fuego (1892, v.o.) de Dana Rotberg,
18 h 30; Dust of Angels (1992, v.o.) de
Hau Haiao Ming, 18 h 30; Baduk (1992,
v.o.) de Majid Majidi, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (TAIWAN, v.o.): 14 Juillet Oddon, 8- (43-25-59-83). L'AMANT (Fr.-8ri., v.o.): Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Bretagna, 9- (42-22-57-97). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Ché Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Reflet Médicles Logos salle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34); Oenfert, 14- (43-21-41-01).

14 h 45, sortie supérieure du funiculaire (V. de Langlade).

« Les ertisans du fauhourg SaintAntoine s. 15 houres, mêtro Faidherbe-Chaligmy (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

17. avenue d'Iéna, 18 h 30 et
20 h 30 : « Fikris sur l'art ellemend s
(Institut Goethe).
23. qual de Conti, 14 h 45 : «La
difficile dialogue du couple Etat-Natifficile dialogue du couple Etat-Na-

FAUTE DE PREUVES. Film britanni-FAUTE DE PREUVES. Him britantique de Simon Moore, v.o.: Ciné
Beaubourg. 3º (42-71-52-36); 14
Julilet Odéon, 6º (43-25-59-83);
UGC Biarritz, 8º (45-62-20-40); Sept
Pernassiens, 14º (43-20-32-20);
v.f.: Rex, 2º (42-36-83-93); UGC
Montragnesse, 8º (45-74-94-94). v.f.: Rex, 2° (42-35-83-93]; USC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (45-61-94-95); Miatral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 19- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (48-36-10-96).

FREEJACK. Film américain de Geoff FREEJACK. Film américain de 36017 Murphy, v.o.: Geumont Las Halles, 1: (40-26-12-12); 14. Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Publicle Champs-Ely-sées, 9: (47-20-78-23); v.l.: Rox. 2: (42-36-83-93); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvente, 13: (47-77-58-89); Fauvente, 13: (47-(47-70-33-88); Fauvette, 13- (47-07-55-88); Geumont Alésia, 14-(38-65-75-14); Miramar, 14- (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(45-38-10-96)

(46-38-10-96).

(45-74-94-94); UGC Odéon, 8-(42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Biarritz, 8-(43-59-92-82); UGC Biarritz, 8-(45-82-20-40); Pethé Françaie, 9-(47-70-33-88); Reflet République, 12-(48-05-51-33); Les Netion, 12-(43-43-01-69); UGC Lyon Bastille, 12-(43-43-01-69); UGC Gobelins, 13-(45-81-84-95); Mietral, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); UGC Meillot, 17-(40-56-00-18); Pathé Wepler, 18-(45-22-47-94); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

CONTE D'HIVER (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 8-(46-33-97-77); Oenfert, 14-(43-21-41-01).

CONTE D' HUER V. 2. (46-33-97-77); Oenfert, 14(43-21-41-01).

LA COTE D' ADAM (Sov., v.o.); Seint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-13).

'LE COUP SUPRÈME (Fr.): Utopia, 5(43-26-84-65).

CROC-8 LANC (A., v.1.): Cinoches, 6(45-33-10-82); Grand Pevois, 15(45-32-91-88).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.); Rex
(le Grand Rex), 2- (42-36-83-93); Lucernaire, 5- (45-44-57-34); Grand Pavois, 15naire, 5- (45-44-57-34); Grand Pavois, 15(45-54-46-85); v.l.; Rex (le Grand Rex), 2(42-36-83-93). OE JOUR COMME DE NUIT (Fr.) : Utopia, 5- (43-28-84-85).

pie, 5• (43-28-84-85).

OEAO AGAIN (\*) (A., v.o.): Geumont
Ambassede, 8• (43-59-19-08): Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

OELICATESSEN (Fr.): Forum Orient
Express, 1• (42-33-42-28): UGC Danton,
8• (42-25-10-30): UGC Triomphe, 8•
(45-74-93-50): Les Montparnos, 14•
(43-27-52-37).

OIÉN 8IÉN PHU (Fr.) : George V, 8-(45-62-41-46) : Grand Pavoie, 15-(45-54-46-85) : Saint-Lamhert, 15-LA OIVINE COMÉDIE (Por., v.o.) : Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34).

Logos II, 5- (43-54-42-34).

LA DOUSLE VIE QE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47): Reflet Médicis Logos selle Louis-Jouvet, 5- (43-54-42-34).

EPOUSES ET CONCUSINES (Fr.-Chin., 8- v.o.): Publicie Seint-Germsin, 8- (42-22-72-80): Elyedes Lincoln, 8- (43-59-36-14); Blenvende Montpernasse, 15- (45-44-25-02).

EUROPA (DANOIS-Su., v.o.) : Cinoches, 6-(48-33-10-82).

IL EVASION DU CINÉMA LIBERTÉ (Pol., v.o.): Utopia, 5: (43-26-84-65).

IFACE A FACE (\*) (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8: (43-59-92-82): v.f.: Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06).

IFACES (A., v.o.): Racine Odéon, 6: (43-26-19-88); Les Trois Balzac, 8: (45-51-10-80); La Bastilla, 11: (43-07-48-60).

| (43-07-48-60).
| LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : Forum | Orient Express, 1- (42-33-42-25) ; UGC | Orient Express, 1- (42-33-42-25) ; UGC | Orient Express, 1- (42-33-42-25) ; UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; UGC Opére, 8- (45-74-95-40) ; UGC Gobellos, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobellos, 13- (45-61-94-95) ; Pathé Clichy, 18- (45-22-47-94).

LE FESTIN NU (\*) (Brit., v.o.) : Forum Orient Express, 1• (42-33-42-25) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47). Bots, 5\* (43-37-57-47). FIEVEL AU FAR WEST (A., v.f.): Cinochee, 8\* (48-33-10-82); Saint-Lam-bert, 15\* (45-32-91-68). pert, 10° (43-32-91-05). FISHER KING (A., v.o.) : Cinochee, 6° [48-33-10-82] ; Seint-Lembert, 15° [45-32-91-68].

Théairs cross. Ler Amoure jaunes :
An 20. Le Journée du maint : 20 h.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne un légère engoisse : 21 h 30.
Annue de Paragem ou Converne de l'As-5-1-1-10 d

### LES FILMS NOUVEAUX

PATRICK OEWAERE. Film français de Marc Esposito : Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-62). LA SENTINELLE. Film français d'Ar-

LA SENTINELLE. Film français d'Arnaud Dasplechin : Gaurmont Lee Halles, 1° (40-26-12-12) ; Gaurmont Opéra, 2° (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 8° (46-33-79-38) ; Gaurmont Champs-Elysées, 8° (43-59-04-67); Le Bastille, 11° (43-07-48-60) ; Fauvette bis, 13° (47-07-55-68) ; Gaurmont Alésie, 14° (36-65-75-14) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06) ; Gaurmont Convention, 15° (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18° (45-22-47-94).

(45-22-47-94). SUVARNAREKHA. Film Indien de Ritwik Ghatak, v.o. : Espace Saint-Michel, 5. (44-07-20-49).

TIME 80MS. (\*) Film américaln d'Avi Nesher, v.o. : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; George V, 8- (45-1: (45-08-57-57); George v, 5: (45-52-41-46); v.f.: Rex, 2: (42-35-83-93); Peramount Opéra, 9: (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13: (45-81-94-95); Pathé Clichy, 18: (45-22-

JOHNNY STECCHINO (it., v.o.): 14 Juliet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
JOHNNY SUEDE (A.-Suis., v.o.): Passage on Nord-Ouest, caféciné, 9 (47-70-81-47).
JUSQU'AU BOUT DU MONOE (fr.-All-Autr., v.o.): Cosmos, 6 (45-44-28-80).
KAFKA (A., v.o.): Geumont Les Halles, 1 (40-26-12-12): Les Trois Luxembourg, 8 (48-33-97-77); Lucerneire, 5 (45-44-57-34); Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sapt Parnassiene, 14 (43-20-32-20).
LASYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.): Card Besubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Urstimes, 5 (43-26-19-09).
LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.): Latina, 4:

LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Lating, 40: (42-78-47-86). (42-78-47-86).

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) :-

Le Berry Zabre, 11 (43-57-51-55), Lambert, 15 (45-32-91-68), MARCELLINO (tt., v.o.) : George V, 8-

MARCELLINO (It., v.o.): Goorge v, v, v, 45-62-41-46).
MY OWN PRIVATE IOAHO (\*) (A., v.o.): Studio des Ursusines, 5 • (43-26-19-09): Lucemairs, 6 • (45-44-57-34).
LES NERFS A VIF (\*) (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 • (42-33-42-25); Gaumont Ambassade, 9 • (43-69-19-08): USC Normandie, 8 • (45-63-16-15); Studio 28, 18 • (46-06-36-07); v.f.: UGC Montpernesse, 5 • (45-74-94-94); Paramount Opéra, 8 • (47-42-86-31).
MIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beau-

NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beau-Night ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beau-bourg, 3· (42-71-52-38); imagee d'ail-leurs, 5· (45-87-18-09).

bourg, 3° (42-71-52-38); Images of as-leurs, 5° (45-87-18-09).

NOUS DEUX (Fr.): Sept Permassiens, 14° (43-20-32-20).

OLIVER ET OLIVIA (DANOIS, v.f.): 14 Juillet Parnesse, 6° (43-28-58-00); Le Berry Zebre, 11° (43-57-51-55).

OMBRES ET SROUILLARO (A., v.o.): Reflet Logos (I, 5° (43-54-42-34); UGC Triomphe, 8° (45-74-93-50); Denfert, 14° (43-21-41-01); Grand Pavols, 15° (45-54-46-85).

OPENING NIGHT (A., v.o.): Gaurront Les Halles, 1° (40-28-12-12); Gaurront Opéra, 2° (47-42-60-33); Les Saint-Germain-des-Prés, Selle G. de Beauregerd, 8° (42-22-67-23); Pathé Hautefeuilla, 6° (42-22-67-23); Pathé Hautefeuilla, 6° (43-59-19-06); Max Linder Penorama, 9° (45-61-10-60); Max Linder Penorama, 9° (48-24-88-88); 14 Juillet Bastille, 13° (47-07-28-04); Geumont Parnesse, 14° (43-35-30-40).

PARISTORIC (Fr.): Espace Hebertot, 17° (42-28-48); Geumont Parnesse, 14° (42-28-48-48); Espace Hebertot, 17° (42-28-44); Geumont Parnesse, 14° (43-35-30-40).

PARISTORIC (Fr.): Espace Hebertot, 17-(42-93-83-46). LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE

[42-93-83-46].

LE PA8 SUSPENDU DE LA CIGOGNE
[Fr.-Gr.-Suis-It., v.o.]: L'Entrepôt, 14[45-43-41-63].

PROSPERO'S 80OKS (Brit.-Hol., v.o.]:
Ciné Beaubourg, 3- [42-71-52-38]; Denfert, 14- (43-21-41-01].

LE CUATRIÈME HOMME (\*) (Hol., v.o.):
Accatone, 5- (46-33-86-86).

RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.):
Gaumont Les Hailes, 1- (40-28-12-12);
Gaumont Opérs, 2- (47-42-60-33); 14
Julillet Odéon, 8- (43-25-59-83); Pathé
Hautsfauille, 6- (48-33-79-38); La Pagode,
7- (47-05-12-15); Gaumont Ambassade,
8- (47-20-78-23); La Bastille, 11(43-07-48-80); Gaumont Parnesse, 14(43-35-30-40); Gaumont Remesse, 14(43-35-30-40); Gaumont Alésie, 14(43-35-30-40); Gaumont Alésie, 14(43-08-50-50); v.f.: Pathé Français, 9(47-70-33-88); Fauvette bia, 13(47-07-55-88); Pathé Montpamasse, 14(43-20-12-08); Gaumont Convention, 15(48-28-42-27); Pathé Wepler II. 18(48-28-42-27); Pathé Wepler II. 18(48-28-42-27); Pathé Wepler II. 18(48-28-42-27); Pathé Wepler II. 18-LE RETOUR OF CASANDVA (Fr.): Gau-mont Les Halles, 1: (40-26-12-12); Gau-

LE SILENCE DES AGNEAUX (\*\*) (A.

LE 51LENCE OES AGNEAUX (1973).

v.o.) : Forum Orient Express, 1974; Ciné Beaubourg, 3 (42-33-42-28) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Cino chee, 8 (46-33-10-82) : George V, 8 (45-82-41-48) : Danfert, 14 (43-21-41-01) : Gaumont Alésia, 14 (33-85-75-14) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) : v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-84-94) : Peramount Opére, 9 (47-47-55-31). (47-42-56-31).

6: (45-74-56-31).

LA STAZIONE (It., v.o.): Studio des Ursulines, 5: (43-26-19-09).

TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Europa Panthéon (ex-Reflet Penthéon), 5: (43-54-15-04); UGC Slarritz, 8: (45-52-20-40); 14 Juillet Bestüle, 11: (43-57-90-81): Biervende Montparnesse, 15: (45-44-26-02); v.f.; UGC Opéra, 8: (45-74-96-40).

TERMINATOR 2 (\*) (A. v.o.): Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36); Grand Pavois, 15: (45-64-46-85).

THE PLAYER (A. v.o.): Forum Horizon, 1: THE PLAYER (A. v.o.): Ciné Description (Alféan), 5: (47-64-48-46-85).

bourg. 3° (42-71-52-36); Grand Pavols, 15° (45-54-46-85).

THE PLAYER (A., v.o.): Forum Horizon, 1° (45-08-57-57); UGC Odéon, 5° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8° (45-74-94-84); UGC Champa-Elysées, 8° (45-82-20-40); 14 Juillet Baetille, 11° (43-57-80-81); Mistral, 14° (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79); v.l.: UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); Lea Nation, 12° (43-43-40-87); Lee Montparnos, 14° (43-27-52-37); Pathé Wepler II, 18° (45-22-47-94).

THELMA ET LOUISE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38); Cinoches, 6° (46-33-10-82); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8° (43-59-31-57); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.): Cné

Matignon), 5 (43-63-65).

Pavois, 15 (45-64-685).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Cné
Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Le Berry
Zèbra, 11 (43-57-61-55).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-ALL) : Ciné
Beaubourg, 3 (42-71-52-35) ; Images
d'allieurs, 5 (45-87-18-09).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.) :
Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC
Biarritz, 8 (45-82-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

TOUTES PEINES CONFONDUES (Fr.) :
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gau-

Gaumont Opéra, 2: (47-42-60-33); Gaumont Ambessade, 8: (43-59-19-08); Gaumont Alésta, 14: (36-55-76-14); Pathé Montpernassa, 14: (43-20-12-06). Montpernasse, 14- (43-40-12-05), TRAH(E (A., v.o.) : George V, 8-(45-62-41-46), TRULY, MADLY, DEEPLY (Brit., v.o.) : Sept Parnessiens, 14- (43-20-32-20). Sept Parnassions, 14 (43-20-32-20). TRUST ME (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00).

6- (43-26-58-00).

UNE LUEUR DANS LA NUIT (A., v.o.):
George V, 8- (45-62-41-45).

URGA (fr.-Sov., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Lucernaire, 8- (45-44-57-34).

VAN GOGH (fr.): Studio des Ursulines, 5- (43-28-19-09); 14 Juillet Parnesse, 8- (43-26-58-00).

LA VIE DE BOHÈME (fr.-Su.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36).

YOUNG SOUL REBELS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36).

Beaubourg, 3- (42-71-52-36). LES SÉANCES SPÉCIALES

A TOUTES VITESSES () : Cinexe. 19-(42-09-34-00) 19 h. (42-09-34-00) 19 h.
8ETTY (Fr.): Studio 28, 18(48-06-38-07) 17 h, 19 h, 21 h.
8LANC D'ÉSÈNE (Fr.-GUINEEN): images
d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 18 h.
BOYZ'N THE HOOD (\*) (A., v.o.): Images
d'ailleurs, 5- (45-87-18-09) 20 h.
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind., v.o.): Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09)
17 h 45.
RRAZII (Brit., v.o.): Studio Galande, 5-

17 h 45.

8RAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5(43-54-72-71) 15 h.

LES COPAINS O'ABORD (A., v.o.) :
Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) 18 h. LES COPAINS O'ABORD (A., v.o.):
Grand Pavols, 15° (45-54-46-85) 18 h.
DANZON (Mex., v.o.): Images d'ailleure,
5° (45-87-18-09) 15 h.
LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS
PAS (Pol., v.o.): Reflet Médicis Logos salle
Louis-Louvet, 5° (43-54-42-34).
DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.):
Denfert, 14° (43-21-41-01) 21 h 40.
LES ENCHAINÉS (A., v.o.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 21 h.
EXCALIBUR (A., v.o.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 18 h 45.
HAIRS PRAY (A., v.o.): La Bastille, 11° (43-07-48-60) 0 h 15.
HENRY V (Brit., v.o.): Denfert, 14° (43-21-41-01) 19 h 20.
HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (\*\*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-35) 0 h 35.
HISTOIRE OU JAPON RACONTÉE PAR
UNE HOTESSE OE BAR (Japo., v.o.):
Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68) 18 h.
L'IMPORTANT C'EST D'AMMER (\*\*) (Fr.h.-All.): Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68)

## PARIS EN VISITES

«Le château de Vincennes et son chantier de fouilles s. 14 h 30, métro Château-de-Vincennes (P.-Y. Jaelet). «Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges«, 14 h 30, métro Seint-Paul (Résurraction du passé). «L'immeuble du Perti communista françele «, 15 heuraa, 2, place du Colonel-Fablen (Peris et son histoire).

¿La couvent Seint-Joseph-des-Cermes s, 15 heures, 7D, rue de Vau-girard (Paris et son histoke). «L'Opéra-Baetille «, 11 heures, métro Bastille, sortie rue de Lyon (Paris et son histoire). «Promenade à travers l'ile Saint — Louis «, 15 heures, métro Pont-Marie (Lutàce visites).

«L'Ecole des besux-arte», 14 h 30, 13, quei Malequeis (Ars conférences). «L'hôtel de Lassay «, 14 h 30, métro Assemblée-Nationale (D. Bou-chard).

LUNDI 25 MAI

«L'église Seint-Germein-des-Prés «, 14 h 30, devant le porteil (Aux Arts et coetera.

« Hôtele du Maraia «, 14 h 30, métro Saint-Paui (I. Hauiler).

« L'église orthodoxe russes, 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann). 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann).

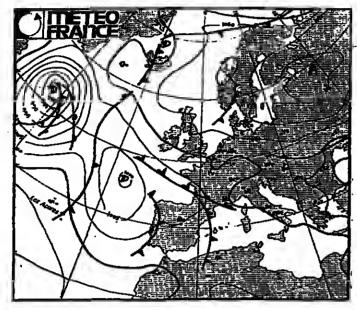
« Deux perits cimetières-musées :
Saint-Pierre et Seint-Vincent «,
14 h 45, sortie supérieure du funicu-laire (V. de Langlade).

« Les ertisans du fauhourg Saint-Antoine », 15 heures, mêtro Fai-dherbe-Chaligny (Tourisme culturel).

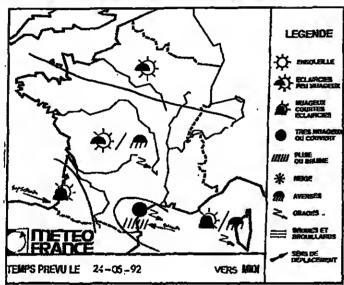
16 Le Monde • Dimanche 24 - Lundi 25 mai 1992 •

## **METEOROLOGIE**

SITUATION LE 23 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 24 MAJ 1992

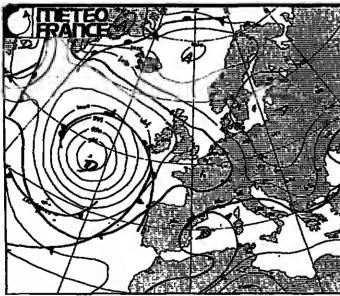


Dimanche: temps orageux. - Le matin, le temps pluvio-instable intéressera la moltié sud du pays. Les précipiles versants sud des massifs.

En cours de jaurnée, ce tamps gagnera l'ensemble du pays. Una améligration se desainera près des côtes

etlantiques en fin d'après-midi. Les températures minimales seront de l'ordre de 12 degrés à 15 degrés. L'aprèsthermamatre marqu 18 degrés à 22 degrés sur le Sud, 21 degrés à 24 degrès sur le Nord, 24 degrés à 26 degrés dans le Nord-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 26 MAI 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima	t temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre	le 23-5-92
le 22-5-1992 à 18 heures TUC et le 23-5-1992 à 6 heures TUC	

16 22-0-1992 a 18 ngures 10	C at le 23-5-1992 à 6 houres TUC	
FRANCE	TOULOUSE 23 14 N	
AJACCIO 20 15 N		
BIARRITZ 25 17 C		MARRAKECH 21 16 D
BORDEAUX 23 16 N		MEXICO 23 11 B
BOURGES 2) 14 [		MILAN 14 13 C
BREST 22 15 C		
CAEN 21 11 0		
CHERBOURG 19   13 C		NATROB! 24 18 C
CLERMONT-FER_ L9 11 A		NEW-DELHI 40 29 N
DIJON 19 13 N		NEW-YORK 34 - D
GRENOBLE 21 13 C		06L0 23 15 D
LITLE 24 15 D		PALMA-DEMAJ _ 23 23 C
LDCOGES 19  2 0		PEKIN 23 20 D
LYCN 19 13 C	COPENHAGUE 24 12 D	RIO-DE-LANGUED
MARSEILLE 18 15 P		
NANCY 13 12 D	DJERBA 24 16 N	ROME 21 15 D
NANTES 22 16 0		SINGAPOUR 33 28 C
NICE 19 14 N		STOCKBOLM 21 10 D
PARIS-MONTS 19 16 D		SYDNEY 15 14 A
PAU 25 14 N		TOKYO 22 15 D
PERPIGNAN 16 16 D		TUNIS 25 20 C
RENNES 23 15 D		VARSOVIE 26 15 D
STETIENNE 18 11 N		VZNISE 21 15 P
	LONDRES 24 17 D	
STRASBOURG 22 19 D	LOS ANGELES 23 16 D	YIENNS 23 15 D
ABC	DNO	D T 1
		PIT
averse brume cod	ciel ciel orage	pluie tempète neige
Content	ocean inchemy	

TUC = temps universal coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale

moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver, (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nati

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde L'ÉCONOMIE

## TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ci Film à éviter ; « On peut voir ; « » Ne pas manquer ; « » Chef-d'œuvre ou classique.

### Samedi 23 mai

	TF 1	.22.05
20.50	Variétés : Succès fous. Vingt tubes des vingt-cinq demières années.	22.50 23.00
22.40	Magazine : Ushuaia. Au Titet. Surling the Moon : Jaa : Les Routes hima	23.05
layenne	s; L'Atlantyd.	. 0.45
23.55	Magazina :	

Formule sport. Boxe; Gym-1.15 Journal et Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros. 22.45 Magazine : Double jeu.
Richard Bouringer, Hippolyte
Girardat, Anna Brochet,
variétés : Axel Beuer, Keziel 0.00 Sport : Gymnastique. Champlannats d'Eurape dames, à Nantas. 1.00 Journal et Météo.

FR 3 20.45 Feuilleton: Edouard et ses filles. De Michel Lang (1" épisode 21.40 Magazine: Samedi en fêta. L'affaire Deschamp 22.45 Journal et Météo. 23.05 Sport : Equitation.
Jumping international

Cannes 0.00 Magazine: L'Heure du gotf. **CANAL PLUS** 

Tendres chacals Flash d'informations.

Cinéma : Cabal. Cinéma: La Voyagedu capitalne Fracessa. WM Film franço-italien d'Ett Scola (1990).

Le Journal du cinéma.

M 6

20.30 Divertissement: Les Dents de l'humour. 20.40 Téléfilm : Super papa. 22.25 Téléfilm : La Loi du yakusa. 23.45 Musique: Flashback.

0.15 Sbx minutes d'Informations. 2.00 Rediffusions.

Le Moindre Geste. De Fernand Deligny et Jean-Pierre Deniel. 22.35 Le Courrier des téléspectateurs 22,40 Téléfilm:

LA SEPT

21.00 Documentaire:

Sitting in Limbo. De John N. Smith. O.15 Magazine:

Mégamix.

Urban Dance Squad, les Guo
Brothers, Shan Shan
Typhoon, Bobby Brown, Shamen, Dépêche Mode, Lionel
D. et Des Nesty.

## Dimanche 24 mai

	TF 1	1
14.15	Série : Rick Hunter;	
15.15	Inspecteur choc. Série : Columbo.	
16.35	Disney parade.	١,
18.05	Magazine : Téléfoot. Présentation de Suisse- France : L'Euro 92 : L'équipe : de France à Clairefontaine.	7777
18.55	Loto sportif.	1
19.05	Magazine: 7 sur 7.	ż

20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Cinéma : Mon ami le traftre. U Film français de José Gio-vanni (1988).

Magazine : Ciné dimanche. 22.55 23.00 Cinéma :
Prisonnières, Dianione Salario (1988).

14.55 Série : Mac Gyver. 15.50 Dimanche Martin (suite). Documentaire: L'Equipe Cousteau à la redécouverte

18.20 1.2.3. Théâtre (et à 23.55). 18.30 Magazine : Stade 2. 19.25 Série : Maguy. 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Série : Nestor Burma. Fièvre au Marais. 22.20 Magazine :

Bouillen de culture.
Invités : Daniel Barenbolm
(Une vie en musique) ; Manuel
Rosenthel (Manuel Rosenthel,

une vie, de Dominique Sandi 23.45 Journal et Météo. 0.05 Documentaire:
Photofolie. Jean-Henry, un
collectionneur; Don Juan; Le
Portrait authentique.

FR 3 13.50 Magazine : Sports 3 dimanche. 17.15 C'est Lulo 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le ournel de la région.

20.05 Divertissement : Téléchat. 20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Spectacle: Les Stars de la magie à Las Veges. 21.55 Magazine : Le Divan. Mary Higgins Clark (1- partis).

22.20 Journal et Météo. 22.40 Cinéma : Gold Diggers of 1933. MMW Film américain de Mervyn Le Roy (1933) (v.o.). 0.20 Musiqua : Mélomanuit.

**CANAL PLUS** 

14.00 Téléfilm : Hollywood Follies. Sport : Rugby. Demi-finale du championnat de France. Dessin animé : Les Simpson. 17.25 Cascades et cascadeurs m 8.

17.55 Le Journal du cinéma 18.00 Cinéma : Mettons les voiles | # LYNN (1990).

--- En clair jusqu'à 20.30 --19.25 Flash d'informations. 19.30 Ca cartoon.
20.20 Magazine : Dis Jérôme?
20.25 Magazine :
L'Equipe du dimanche. 20.30 Cinema : Hors la vie. mm

Film franco-italo-beige de Marour Bagdadi (1991). 22.00 Flash d'informations. 22.10 L'Equipe du dimanche.

L'Echalle de Jacob. Film américain d'Adrian Lyne (1990) (v.o.).

M 6

14.45 Variétés : Multitop. 16.15 Série : Clair de lune. 17.05 Série : Le Saint. 18.00 Série : Espion modèle. 19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informa-tions, Météc. 20.00 Série : Medame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.40 Telefilm :

La Plage aux fantômes.
De Perer Medak.
22.25 Magazine : Culture pub.
22.50 Cinéma : Dans la cheleur des nuits d'été. D Film franco-alemand de Siggi Gotz (1978).

0.30 Six minutes d'informa-0.35 Magazine : Sport 6.

0.45 Magazins : Sport of Magazins : Métal express. Spécial Iron Maiden. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.20 Danse: La Fille mal gar our II n'est qu'un pes du mai au blen. Chorégraphie de ivo Cramer. 15-25 Informations : Dépāches.

Concert.
Requiem, de Fauré, par l'Or-chestre de Lifle, dir. : Jean-Claude Casadesus. 16.10 Informations : Dépêches. 16.15 Documentaire : Réflexions faites.

17.10 Informations : Dépêches. 17.15 Téléfilm : L'Ecrou. 18.10 Informations : Dépêches. 18.15 Documentaire: Grand reporter.

19.05 Informations : Dépêches. 19.10 Documentaire : Assouan, le heut barrage. 19.55 Informations : Dépêches. 20.00 Magazine:

Sait-on jamals 20.25 Le Courrier des téléspectateurs. 20.30 Documentaire : Les Années Lumière.

De Jean Chapot. 22.00 Chronique: Le Dessous des cartes. Cinéma : Ordet. Num Film danois de Carl Theodor 22.05 Dreyer (1954).

# CARNET DU Monde

Frank NATALI ct M+, née Myrium Ginoux, aurent et Jean-Baptiste

César.

le 9 mai 1992,

13, rue des Mazières; 91000 Evry.

Décès - Le docteur et M= Paul Age Carnez, ses parent Judith Agababa n sœur, Sa famille en Israël,

Et tous ses amis, ant la douleur de faire part du décès, 19 mai 1992, de

David AGABABA, à l'âge de vingt et un aus, après une

14, boulevard d 59100 Ronbaix

- M= Jean Braseur-Kerm son épouse; M. et M= Jean-Pierre Brasseus Catherine, Patrick et Francis, M= Bénédicte Brasseur-Ke

Hugo et Diego, M. et M Philippe Tristan et Tania, M. Lionel Haran ont la douleur de faire part da décès di

vice-amiral d'escadre
Jean BRASSEUR-KERMADEC. grand officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération,

survenu le 21 mai 1992.

La eérémonie religieuse sem célébrée le mardi 26 mai, à 14 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Ni fleurs al couronnes, des offrances peuvent être adressées à l'ARC, BP 300, 94801 Villejuif Cedes.

10, rue Saint-Ferdinand 75017 Paris.

(Line ci-contre.,

- France et Dominique Sejourné. Vincent et Anne-Marie Butruille, Sabine et Bernard de Lannoy, et leurs calants,

ont la pristesse de faire part da décès de M- Max BUTRUILLE,

née Elizabeth Hua.

le 21 mai 1992.

La cérémonie refigieuse aura lieu le lundi 25 mai, à 14 heures, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7.

Catherine Dehacae son épouse, Marion et Clémence,

ses filles, Lucien et Thérèse, ses parents, François et Ghislaine,

Philippe, ses frères et sa belle-sœur, ont la douleur d'annoncer le décès acci-

Jess-Noël DEHAENE,

survegu le 17 mai 1992, au Moroc. Les obsèques nuront lieu inndi 25 mai, à 15 henres, en l'église Seint-

103, rue Jouffroy, 75017 Paris.

- Oriéans

Les obsèques religieuses de M. P.-G. DUMÉRIL.

décédé te 19 mai 1992, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, ant eu tieu le vendrodi 22 mai en l'église Saint-Marceau, dans l'intimité familiale.

De la part de M. et Mas Jean Bruno Duméril et leurs enfents,
M. et M. Claude Foulon ct lours enfants, Lauranne.

son arrière-petite-fille. 15, villa Daviel, 75013 Paris.

Bois de la Générale, 45520 Gidy. - M. et M= Pierre-Ofivier Burguet, leurs enfants et petits-enfants, M= Catherine Suint-Martin,

M. ct M- Nicolas Jansson et leurs enfants. ont la dauleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Robert SAINT-MARTIN, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Reims, le jeudi 21 mai 1992, dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en la basilique Saint-Rémi de Reims, le mardi 26 msi, 4 8 h 30, suivic de l'inhumation, à 16 heures, an cimetière de Lépanges-sur-Vologoe.

sse sera célébrée le mardi 2 juin, à 19 heures, en l'église Saint-Justin de Levallois-Perret.

M. Phitippe Hagege,
M. Phitippe Hagege,
M. Catherine Martin,
M. et M. Jubelin-Hagege,

et leur fils Alexandr M= Ginette Attia ses enfants et petits-enfants, Les familles Attal, Bessis, Hagège, Kerrella, Modigiiani, Montier, Solal et

Et tous ses amis ont la tristesse de faire part du décès

docteur André HAGÈGE,

25 mai, à tD h 15, au cirrectière du Montournasse.

Réunion à l'entrée principale du Pas de fleurs.

t7, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

**Anniversaires** - Il y a vingt-cinq ans, dispan

Cino DEL DUCA. Tous conx qui l'ant connu et aimé sont priés d'assister ou de s'unir d'intention à la messe qui sera célébrée à l'occasion de ce vings-cinquième anniversaire, le mercredi 27 mai 1992, à 10 h 30, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine,

De la part de M= Simone Cino del Duca.

Priez pour hi

En ce cinquième anniversaire de

Dominique FORESTIER.

une pensée affectueuse est de tous ceux qui l'ont connu. **CARNET DU MONDE** 

Tarif: la ligne H.T. Consummicat, diverses .... 100 F Thèses étudiants ...... 55 F

#### Mort de l'amiral Jean Brasseur-Kermadec

L'amiral Jean Brassenr-Kermadec, belge de naissance, rallié à la France libre et devenu, depuis, officier de la marine française ancien préfet maritime de Toulon et commandant en chef en Médi-terrance, est décédé, le jeudi 21 mai, à Paris, dans sa soixante dix-huitième année. Les obsèques de cet amiral tout à fait atypique, compagnon de la Libération, seront célébrées le mardi 26 mai, en l'église Soint-Louis des Invalides, à Paris.

[Né le 9 septembre 1914 à Verviers (Relgique) et ayant fait toutes ses études à l'Athènée royal, puis à l'école supérieure de navigation d'Anvers, diplômé du contre des hautes études d'administration musulmane. Jean Brasseur sera autorisé, par décret du général de Gaulle en date du 8 mai 1961, à porter le patronyme de Brasseur-Kerniadec.

nyme de Brasseur-Kerniadec.

Dés juillet 1940, Jean Brasseur rallie les Forces françaises libres à Londres, où il embarque, entre 1941 et 1943, à bord du contre-torpilleur Léopard, puis de l'aviso Dominé, avant de participer, au sein du le régiment de fusiliers-marins, nux combats de Tripolitaine, de Tunisie et d'Italie, puis de débarquer en Provence et de se battre avec l'armée française dans les Vosges et l'Absoc. Il sera lait compagnon de la Libération le 20 janvier 1946 comme lieutenant de vaissean (capitaine) du te régiment de fusiliers marins (cette unité - devenue l'école des fusiliers-marins de Lorient ayant été faite également compagnon de la Libération).

En 1945, il commande l'escorteur

En 1945, il commande l'escorteur (imeterre, puis en second, en 1947-1948, le croiseur-école Jeanne-d'Arr. Il sert en Indonésie (au titre d'une mission de bons offices de l'ONU), nuprès du commandement de la marine en l'unisie et, avec le grade de capitaine de frégate, il est attaché naval à Bonn de 1955 à 1958. Après avoir commandé l'aviso Francis-Garnier, il entire en 1960, avec le grade de capitaine de viisseau, à l'état-major particulier du général de Capitale à l'làysée. Attaché de défense à famhassade de France à Madrid en 1961, il commandera ensuite le croiseur Colhert, puis la marine à Marseille, avec le grade de contre-amiral. En 1967, il devient attaché de défense à l'ambassade de France à London En 1945, il commande l'escorteur

Promu vice-amiral, Jean Brasseur-Ker-Prontu vice-amiral. Jean Brasseur-Ker-nisdec commande en 1970 l'escadre de la Méditerranée. A partir de 1971 et jus-qu'en 1974, il est chargé de réorganiser la présence savale française en Méditer-ranée et, à ce titre, avec le rang de vice-amiral d'escadre, il cumulera les foac-tions de préfet de la III<sup>s</sup> région maritime (l'oulan) et de commandant en chef en Méditerranée. Il quittera la marine active en août 1974. en zoût 1974.

Titulaire de nombreuses décorations cirmnères, de la rosette de la Résistance et de la croix de guerre 1939-1945. l'amiral Brasseur-Kermade était granderoix de l'ordre national du Mérite et l'amand déficie de la l'actual de l'actual d grand officier de la Légion d'honneur.

24 Mart 14 17 18

22°24" " 4

25 4 1 1 1 1

829 15 5 F

1922/19 10 10 10 1

-7:E .

720 Y 15 Y

200

7.7

 $\nabla \Phi(x,y) = x,y$ 

Later and the second

Switzen in

3.7.1.

But the same

200

7.79

Pin-

المنيا في الخار

 $\rho^{\mathrm{DM}^{-1}}$ 

Section Cons

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A Section

24 th 4 13 .

3: be-, . .

÷27 ....

A. 15 ...

 $\mathcal{L}_{\mathcal{A}}$ 

. .

2.5

with a service of

Andrew Control of the Control of the

Tomorrow in business water . . .

Approximately and the same than the

THE DESCRIPTION OF THE PARTY

When Prophysics

11.

٦.

1771

· • •

11.00

1 1 th

....

1 11.1

....

9.90

100

7 - 1 - 1

200 00

1.1

. .

. . . =

. . .

Nantais ou Lorientais, Bayonnais, Malouins ou Bordelais, ils sont venus par cars ou en voiture rejoindre leurs camarades de La Rocbelle. Parfois avec femmes, mais sans cofants. Casquettes rouges ou bleues vissées sur la tête, foulards ooués aux couleurs de la CGT, ils ont quitté les docks et mis le cap sur la préfecture, poings levés et tatouages apparents.

Criaot leur colère, ils oot semé jurons dans les airs, tags sur le mors et bris de verre à terre. Un abribus, une agence de travail tem-poraire (la hantise des dockers qui voient dans les intérimaires des briseurs de grève) ont volé eo éclats sous les billes de plomb, les coups de manche de pioche et de marteaux. Les pétards et les œufs ont été réservés aux forces de l'ordre (en nombre pour le sommet franco-allemand) et à sa presse.

La Fédération nationale des ports et docks CGT d'interrompre un colloque sur la décentralisation. Au cours des affrontements quatre policiers ont trente-deuxième depuis l'automne - pour vendradi été blessés. Au Hevre, cinq véhicules ont été 22, samedi 23 et dimanche 24 mai. Les dockers incendiés dans la nuit de jeudi à vendradi dans un entrepôt d'une entreprise de manutention. Uns importante manifestation a eu lieu é La Rochelle ques jours le Sénat. Des incidents, brefs mais en marge du sommet franco-ellemand et une violents, ont eu lieu le 22 mai deno plusieurs délégation d'ouvriers a été reçue à le préfecture ports. A Marseille, quelque 600 dockers ont tenté par un chargé de mission de l'Elysée.

> « C'est scandaleux, ce qu'ils font au gouvernement, explique on docker qui travaille sur les ports depuis 1956. Qu'on soit obligé de mécaniser la profession, on ne conteste pas. Que l'on diminue les effectifs, c'en inévitable. Mais pour-quoi s'attaquer au statut? Mon grand-père et mon père se sont bat-tus pour cela. Et cela nous arrive sous la gauche. Traîtres!»

Manifestations à La Rochelle, à Marseille et au Havre

Le gel de la loi

e Si les magavilles doivent continuer au Sénat, poursuit un Bordelais, on ne répondra plus de rien. S'ils veulent notre mort, nous ne nous laisserons pas faire. Nous ne laisserons plus rien en état derrière nous dans les ports. Les etôliers » peuvent faire leurs comptes. Cela leur coûtera bien plus cher...»

Uo chargé de mission auprès de la présidence de la République, M. Jean-Claude Lebossé, a alors

reçu pendant une heure neuf délé-

gués des manifestants. Le temps pour MM. Mitterrand et Kohl de quitter, comme prévu. La Rochelle. «Nous exigeons le gel de la loi, a iodiqué à l'issoe de l'eotrerien M. Jacky Dieu, secrétaire adjoint de la Fédération CGT des ports et docks de Bordeaux. Les dockers sont en état de légitime défense : 8 300 familles sont concernées en France, et les socialistes qui ont voté la loi auront du sang sur les mains si la loi n'est pas gelée.»

Dispersés daos le calme, les manifestants s'en retournérent au port. Certains révaient toujours d'une «virée» à Rochefort, «où sont déchargés par des intérimaires les bateaux de La Rochelle, lorsque les dockers de la Pallice sont en grève». D'autres, pour faire passer la rage, tiraieot au lance-pierres quelques canards des parcs roche-

JEAN-MICHEL DUMAY

#### Réunis à Lisbonne

#### Les pays donateurs réexaminent leur aide à l'ex-URSS

Les ministres des affaires étrangères d'une cinquantaine de pays qui pourraient apporter leur aide à l'ancienne URSS, ceux des douze nouveaux Etats indépendants (NEI) ainsi que des dirigeants des orgenleetlons financières internationeles devaient ae réunir les 23 et 24 mai à Lisbonne afin de faire le point sur la façon de mieux orisnter et de rendre plus efficaces leurs interventions.

LISBONNE

de notre envoyé spécial

Cette cooférence, organisée par la Communauté européenne, dont le Portugal assure la présidence, est la suite logique et programmée de celle qui, sur l'initiative des Etats-Unis, avait été réunie en jnovier à Washington. Mais, lors de ce pre-mier rendez-vous, les pays de la CEl e'avaient pas été invités. L'utilité de telles reocootres est essentiellement médiatique. Il s'agit d'envoyer des signaux politi-ques, de réaffirmer que le monde industrialisé, pris dans le seos le plus large possible, appuie sans réserves les réformes économiques et politiques engagées à l'Est et est décidé à apporter son soutien

· Les territoires. Les paysans

sont désormais minoritaires dans la

population rurale. «Leur» cam-

pagne leur échappe. Les céréales

devenant moins chères, les cultiva-

teurs seront tentés de les valoriser,

ootammeot en faisant manger le

blé par les vacbes ou par les

poules. On risque alors d'assister à

des transferts géographiques de

l'élevage bovio ou avicole des

zones herbagères de l'Ouest ou du

Massif Central vers les grandes,

plaioes du Bassio parisien déjà

plaotureuses, Aménageurs, atten-

dez-vous à une oouvelle saignée

dans les campagnes eo voie de

désertification et à une révolution

Morose toile de fond pour les,

Assises du moode rural qui,

dizaine de villes représentatives de

la «France iousable» profonde, de

Vervios à Figeac ou Issoudua.

Louis-Ferdinand Céline allait voir,

il y a soixante ans, «le soir, entre:

les louissements de la campagne

dechue, ces droles de paysans

s'acharner à souiller avec du ser

cette chose molle et grenue qu'est la

terre, où on met à pourrir les morts

FRANÇOIS GROSRICHARO

des paysages!

plus économique.

la Commuoanté européenne, peu satisfaite de voir les Etats-Unis s'attribuer le bénéfice politique d'une assistance dont elle supporte en réalité l'essentiel, avait dénonce cette dérive. Et c'est en trainant les pieds que plusieurs Etats membres dont la France, s'étaient rendus Washington. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le zèle de la CEE, à la veille d'une rencontre où M. James Baker s'apprête à tenir le devant de la scéoe, demeure limité. La CEE et ses Etats membres continuent à fournir le plus gros de l'effort ; plus de 75 % de l'aide bumanitaire (livraison de produits alimentaires et de médicaments) et de l'assistance technique, 65 % des crédits à l'ex-

Même si l'aide accurdée à l'ex-

URSS est lnin d'être négligeable,

on constate un décalage criant

entre les intentioos proclamées, y compris nu plus haut niveau, et la

réalité. En janvier, le président George Bush avait révélé avec éclat sa décision d'affecter 600 millions de dollars à l'assistance technique

(aide à la formation et su transfert des connaissances). Depuis, ce montant se trouve inscrit dans les bilans de l'aide américaine mais ne

correspond à aucune réalité, la pro-

messe présidentielle n'ayant pas jusqu'ici été avalisée par le

Lors de la première conférence

Congres!

### Eviter

fio juin, doivent se tenir dans une; cope ceotrale et orientale, a acquis une expérience en matière de sécurité oucléaire et, dans ce domaine

> C'est à Lisbonne que devrait être signé le traité créant, avec l'appui finaocier des Etats-Unis et de la CEE, un centre International pour la science et la technologie (CIST) fiques soviétiques spécialistes de

#### **EN BREF**

Due grève bloque les quotidiens lyonnais do groupe Hersant. - Un mouvement de grève à l'imprimerie de Chassieu (Rbône) a empêché la parution, samedi 23 mai, des quotidieos le Progrès, Lyon-Marin et Lyon-Figaro, du groupe Hersant. Cette grève a été provoquée par un prajet de restructuration technique en discussion depuis plusieurs semaines cotre direction et syndicats.

□ Aguelli augmente ses bénéfices et preud 2 % d'Accor. - L'IFIL, holding au groupe Agnelli, qui regroupe essentiellement des partieipations dans l'agroalimentaire et le tourisme, a annoncé vendredi 22 mai une hausse de 42 % de ses bénéfices nets consolidés, à 162,5 milliards de lires (720 millions de francs). L'exercice 1991 a été caractérisé, a souligné le cooseil, par le développement de la présence de l'IFIL dans les secteurs agroalimentaire et hôtelier : le groupe, qui détient déjà des participations daes BSN, Worms er Saint-Louis, a notamment acheté ces derniers mois une participation de 2 % dans Accor, « en accora avec les principaux actionnaires et la direction du groupe français». Le montant de cette participation est de 70 milliards de lires (312 milions de francs). IFIL et Accor collaborent déjà dans l'hôtellerie. Ils contrôleot à eux deux la chaîne signé au mnis de décembre.

# **Paysans**

Le mioistre britacolque a résumé l'impression générale en notant que l'accord « étalt un signal en direction des Etats-Unis» qui réclament à cor et à cri le réduction des subventions à l'exportation dout béoéficient les céréaliers européens.

en jachère

Mais pas désespérée... Il oc s'agit que d'un accord cadre qui laisse des marges de souplesse, des zones d'appréciation, voire des ouver-tures pour des oégociations cas par cas, année après anoée, prime par prime. A-t-oo d'ailleurs déjà vu une réglementation européenoe édictée ad vitam aeternam, qu'il s'agisse de l'aide à la vache allaitante, de l'incitation au boisement de coniferes, du stockage ou de la

Et même au moment où prit de Maastricht aidant - l'Enrope va vers une intégration plus poussée, faut-il en déduire que les espaces réservés aux politiques nationales se rétréciront irrémédiablement chaque année un peu plus? Le pire o'est pas encore sûr et les dirigeants agricoles euxmêmes voot jusqu'à confier que le deuxième âge de la PAC qoi s'ou-vre aujourd'hui, avec moins de garanties européennes, pourrait bieo se traduire par uoe sorte de « renationalisation » des politiques agricoles. Avec le risque que les agricoles. Avec le risque que les pays riches (Allemagne, Pays-Bas) ou ceux dont les paysans ne repré-sentent plus qu'une part minime de la population active (la Grande-Bretagne à l'inverse de la France ou de l'Espagne), tireot évidem-ment mieux leur épingle du jeu. Autremeot dit, la signature de

l'accord politique eura été une. chose, et persooce parmi les ioitiés, en dépit des torrents de démagogie et des lamentations des Cas-sandre, o'ignorair qu'il devait être conclu un jour et qu'il le serait, en gros, sous cette forme. Le mettre en application pays par pays, région par région, en géter les dis-positifs tout eussi complexes voire incompréhensibles que ceux de la précédente PAC, est autre chose, et la marge de manœuvre o'est pas mince. D'autant que toute l'agrimines. D'autant que toute l'agri-culture européenne, et son fleuron français an premier chef, ne sont pas concernés de la même manière par ce que Matignoo qualific de « dispositif d'amélioration de lo compétitivité pour un nouveau desloppement» et ce que M. Jean-Claude Pasty, au nom du RPR nommen der concessions unilaté-rales à Washington, un reniement et même une imposture politique».

Enteod-on les betteraviers faire monter des sillons de l'Aisne des jérémiades et menacer de pendre l'effigie de M. Mermaz? Ils ont depuis longtemps mis au point un système rigoureux de quotas et de soutiens autofinances, appuyes sur des prix du suere solides. Si prompts d'ordinaire à initier les jacqueries, les Bretons, aujour-d'hui, se font discrets. Le cours du porc, en effet, ne quitte pas le beau fixe du baromètre agricole. Les

céréaliers marnais vont gémir mais leur puissaoce renforcée depuis trois déceooies leur permettra beeucoop plus facilement qu'à d'autres d'opérer des diversifications opportuges et des reconver-

Dans le vignoble alsacieo ou le souriant Médoc, on dort sur ses deux oreilles. Non, la nonvelle PAC ne va pas décapiter les lobbies qui trouvent dans l'agriculture un de leurs meilleurs terreaux. Porcs, volailles, pommes de terre, maraichage, vins ou fromages d'appellatioo, fruits et légumes échanpent totalement ou en partie à l'organisatioo commuoe des marchés, donc à la logique bruxelloise.

> Les productions et les hommes

Les seoles contraiotes et atouts de ces productions sont le marché, le climat, la qualité, les groupements de producteurs dynamiques, la résistance à l'impérialisme des grandes surfaces. Leur principal interlocuteur, en dernier ressort, restera l'Etat, comme on le voit à propos des dossiers d'indemnisation du gel ou de la sècheresse.

Les prochaines semaines et la manière doot sera préparée eotre M. Bérégovoy et M. Mermaz le budget de l'agriculture pour 1993

à mettre parmi les «compromis scélérats» ou parmi les avancées réalistes et courageuses. A ce stade, on se bornera à formuler quelques réflexions autour de trois axes: · Lea prodections. Avec la

permettront d'y voir plus elair et de juger si l'accord de Bruxelles est

baisse des prix, alors que la surpro-ductioo perdure, les stocks de beurre ou de carcasses de viande devraient diminuer. D'où un assainissement souhaitable du marché, uo allègement des charges des cootribuables. Ce peut être eo même temps l'occasino d'un salotaire coup d'envoi pour favoriser des productions mieux sélectioonées, une agriculture de qualité et un partage rationnel entre ce qui sera destice aux consommateurs européens, à l'alimeotation du bétail, à des usages industriels et aux peuples du tiers moode pour qui les chamaillerles européences doivent paraître indécentes. · Les paysans eux-mêmes. Oo

ne saurait placer sous la même bannière le cultivateur d'Eure-et-Loir produisant à l'américaine et l'éleveur de bovins de l'Allier, du Cantal ou des monts d'Arrée plus mal loti encore que les «RMIstes» de la Courneuve ou des banlieues nord de Marseille. Le désarroi et la misère ont aussi envahi les fermes et le bocage. Une part importante des revenus des paysans pauvres dépendra plus encore d'aides compensatoires octroyées par la machine à sous de Bruxelles. Car si la vente d'une vache ou d'une brebis leur rapportait 50% ou 30% de leur maigre reveno annuel, elle oe

et d'où vient le pain quand même». Il faut se dépecher, aujourd'hui, d'aller les voir, ces paysans! Ils disparaisseot au rythme de trente mille par an...

représentera plus que 30 % ou 20 %. Pour le reste, il faudra compter sur la générosité publique

## Bien que M. Mitterrand se veuille rassurant

## L'opposition et les organisations agricoles estiment que la France et la CEE ont cédé aux Américains

L'accord conclu le 21 mai à d'améliorer la compétitivité des pro-Bruxelles sur la réforme de la poli-tique agricole commune (PAC) a Jonné lieu à des réactions contrastées, sur fond de manifestations paysannes sporadiques. A l'occa-sion du sommet franco-allemand de La Rochelle, M. François Mitterrand a déclaré que « les agricul-teurs avaient sans doute tort de l'inquièter à ce point, parce que les garanties sur le revenu sont données et de nouvelles facilités serant

« L'accord recherche un équilibre qui peut être finalement profitable au monde agricole », a-t-il ajouté. Mais le président de la République a assuré que l'accord o était pas le préinde à un prochaio arrangement au GATT. « Celui-là reste à jaire et il faut absolument séparer le débat qui vient de s'achever et celui qui reste à conclure», a précisé M. Mitterrand.

Le chancelier Kohl a exprimé un sentiment sensiblement différent puisqu'il pense que la réforme « donne de nouvelles chances de succès aux négociations du GATT».

Pour sa part, le ministre français de l'agriculture et de la forêt note que la réforme permettra de « pré-server le revenu des agriculteurs,

sera une meilleure occupation de l'espace rural», a précisé M. Louis Mermaz. M. Jecques Delors est allé plus loin encore en déclarant à Paris : « La réforme permettra de maintenir à la terre un nombre suf-fisant d'agriculteurs pour assurer le développement rural. Elle se fera dans des conditions qui offrent aux paysans les mêmes garanties que celles qu'ils ont actuellement avec le système dit des prix garantis.»

En revanche, dans les partis politiques de l'opposition, le CDS dénonce « les risques d'une aggra-vation de l'insécurité des agricul-teurs (...) et le système bureaucrati-que des primes ». Le RPR parle « d'abandon, d'imposture politique et de concessions unilatérales aux Américains dans le cadre des négociations du GATT ».

Les organisations professionoelles et syndicales agricoles, en général, condamnent l'accord européeo. La Confédératioo paysaone se déclare « scandalisée, car la logi-que du libre-échange éliminera un nombre croissant de paysans ».
Pour sa part, la FNSEA, plos
mesurée, note bien que « les pou-

voirs publics français et européens n'ont nullement pris la mesure des forces qu'ils ont déchaînées (...) au profit des ambitions américaines», mais ajoute qu'un «vaste chantier syndical portant sur les modalités d'opplication et les complèments nationaux s'ouvre pour les prochains mois». Officiellement les réactions à

Washington restent très prudentes. Uo porte-parole des services de M= Carla Hills, représentante américaine pour les négociations commerciales, a déclaré que « les Etats-Unis espéraient que la réforme euronéenne ramenerait les prix apricoles à l'intérieur de la CEE plus près de ceux qui prévalent sur le marché mondial, permettant ainsi une concurrence meilleure et plus loyale ». Wasbiogtoo espère anssi que « l'accord donnera à la CEE une plus grande souplesse dans le cadre des efforts en cours dans l'Uruguay Round pour conclure un occord multilatéral ». M. Frans Andriessen, vice-présideot de la Commissinn européenoe, est attendu dans les pro- Novotel Italia en vertu d'un accord chains jours à Washington.

L'échec Adidas

faire et beau dire. Prévisible depuia son entrée eu gouvernement, l'ennonce de son désengagment d'Adidas consacre l'échec de sa tentative de reprise de la célèbre marque aux etrois handes ». M. Bernard Tapie avait déià dit cu'il entendait se consacrer antièrement à son enouveau métier» et avait délégué la gestion de son entreprise. Vendredi 22 mai, sur France-Inter, il e franchi un' nouveau pas en affirment qu'il fallait e aller plus loin. Ne plus exercer de fonctions (...) n'est pas suffisant, je crois qu'il ne faut mêma plus avoir de patrimoine. Il va falloir prendre des décisions très rapidement ». Lors de la reprise d'Adidas en julilet 1990 - un empire quinze fois supérieur à son holding, - les commentateurs e'étaient interrogée sur leo chances réelles du député de Marseille de gagner son pari, Les observateurs s'étaient inquiétés de la faiblesse de aes moyens financiers. Plus cruelle encore, le presse allemande evalent douté de sa capacité à gérer un groupe industriel sur la durée. M. Tapie n'en avait cure, ellant répétant qu'Adidas était l'effaire de sa

Le report, mois après mois, de l'injection promise d'ergent frais dans la firme allemande en difficulté, avait jeté un premier doute dens les esprits. L'ouverture, en août 1991, à hauteur de 45 % du capital du

holding contrôlant la société d'articles de sports, avait sonné comme une autre elerte : nouvel actionnaire, le groupe britannique Pentland ne faisait mystère ni de sa patience oi de ses ambitions. L'annonce par le président du directoire d'Adidas, M. René Jaeggi, qu'il ne souhaitait pas voir son mandat renouvelé, avait relancé les rumeurs sur l'avenir de la société.

Faite le jour même des

déclarations du ministre sur d'un comité central d'entreprise extraordinaire d'un plan social à Adidas France - 450 à 500 suppressions d'emplois devent s'échelonner d'ici fin 1994 sur un effectif total de 1 710 personnes et la fermeture probable de l'usine de Dettewiller en Alsace - détruit l'image du Bernard Tepie entrepreneur modèle des années 1980. Cette fois, l'aventure tourne court. Le plan de restructuration était sans doute inévitable pour un groupe sévèrement concurrencé per les eméricains Nike et Reebok, qui sous-traitent la quasi-totalité de leur production à des fabricants du Sud-Est asiatique. Maie la CFTC, majoritaire dans l'entreprise, e, elle, immédiatement dénoncé la responsabilité du PDG-ministre. Comment ne pas i'approuver? PIERRE-ANGEL GAY

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

• Produit Intérieur brut : - 0,6 % eu premier trimestre. - Le produit intérieur brut britannique, corrigé des variations sal sonnières, e baissé de 0,6 % au premier trimestre de 1992 par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres provisoires de l'Office central de la statistique (CSO), publiés vendredi 22 mai. Comparée au PIB du premier trimestre de 1991, la baisse est

Cette nouvelle chute, sprèe celle de 0,3 % enregistrée au quatrième trimestre de 1991, résulte, selon la Trésor britannique, de «facteurs spéciaux» tels que les incertitudes préélectorales ou les travaux de maintenance sur les installations pétrolières en mer du Nord, qui ont

et, chaque anoée, par l'intermé diaire des organisations professionnelles, ne rien faire d'autre que la de nouveaux Tchernobyl «manche» budgétaire. A eux s'ap-Pour ces diverses raisons, le propliquera une logique sociale et con

cessus amorcé à Washington est appelé à évoluer. Ce sera l'une des principales conclusions de la réunion de Lisbonoe. On s'oricote vers une coordination plus légère, organisée autant que possible sur le terrain, dans chacun des oouveaux États iodépendants, eo tenaot compte de leurs besoins spécifiques.

Parmi les thèmes prioritaires. figurera l'assistance à la sureté nocléaire. Uo numbre important de centrales de l'ex-URSS sont vétustes, donc dangereuses. Pour éviter de nonveaux Tchernobyl, il s'agit soit de reoforcer la sécurité des installations, soit d'accélérer les procédures conduisant à leur ferneture. Une claire répartition des âches entre Européens, Américains et - le cas échéant - Japonais est aécessaire. Le G24 qui, sous la direction de la CEE, coordonne specifique, pourrait voir son mandat élargi aux NEl.

dont l'objet principal est de confier des missions nouvelles aux scientil'armement et d'éviter par là même es risques d'une dissémination.

PHILIPPE LEMAITRE

#### **PARIS**

## **Obstinée**

INDICE CAC 40 eet obatinée. Loin da s'étre laissé sapar le moral per l'eccident de parcoura de le aemeina peaaée, le marché parisien

La Bourse de Paris

a continué à affi-char dea velléités de prograssion, auaai modestas soiantellaa. Qu'on an juge. Après aept semeines da haussa Ininterrompue et une rechute somme toute modérée, le marché est reparti da l'avant. Certes, en tarmes da pointa, cette evance d'une semeine sur l'eutre n'est pes extreordinaira. Maia, comme sureit pu la dire M. de la Pelice, chaque point gagné nous rap-proche un peu plus du plus haut niveau jamais attaint (2 129,32 points le 20 avril

Apràs svoir au coura de la période écoulée joué la consolidation, le Bourse commança la aemaine sur lea chapeaux de roue. Le facteur technique et le bonne onentation des merchéa de taux stimulèrent une tendance qui ne demandait qu'à gagner du terrein. Au terme des échanges de la première séence, l'indice CAC 40 s'inacrivit en hauaaa de 1,37 %. Retour à la case départ, dèa le lendemain, où des prises de bénéfice - jugéea peu inquié-tentes par les intervenants réduisirent à néant les gains de le veille (- 1,39 %). Marcredl, retour à l'alternance : l'enticipetion d'une nouvelle baisae des taux outre-Atlantique ainsi qu'un MATIF proche des 109 points favorisa à nouveeu la tendence (+ 0,38 %). Jeudi, demier jour du terme boursier du moia de mel, le adance fut celme et « sans ettrait», comme le relevèrent certeins opérateura. A l'iaque des transactiona, lea veleura francaisea ebendonnàrant 0,69 %. En revenche, le moia bouraier,

22-5-92 Diff.

22-5-92 Diff.

15 1 3,90 4,50

810 391,10

257,10

705

328 835 457

Pétroles

FLF-Aquitaine

Rayal Duich..

Valeurs diverses

pour sa part, conclut la périoda aur un gain positif de 1,96 %. Cette liquidation porte à quetre le nombra da termas bouraiars gagnants depuis le début de l'année – celui de mars eyant été perdant de 3,37 % - et à 14,2 % la hausse du marché parisien aur la méme période.

Le derniàre séance de la aamaina, première du nouveau moia bouraier - généralament propice aux prises de position na dérogee pas à la ràgia. Da plua, une progression moindre que prévu de la masse monétaire ellemande pour le moia d'avril (8,8 % contre laa 10 % eu mieux (I) enticipéa par lea merchéa financiers), bien qu'élavéa par rapport eux objectifa affichés per la Bundesbank, sembleit éloi-gner dans l'immédiat une possi-ble teneion à le hausse des taux allemenda. Cette nouvelle dynamisa le MATIF qui, de son côté, Influença favorablement le merché des actions. Avac, au final, un gain de 1,4 %, lee veleurs progressèrent d'un vendredi sur eutre de 21,17 pointa, à 2 045,12 points, soit un gain de 1,04 %. L'écart lea séperent de leur plus haut niveau hiatorique étant revenu à 4 %.

#### Total, Alcatel et Eurotunnel

De l'avia de tous, le bon vent eat venu d'outre-Rhin, cette semaine. Le bonne tenue dee bunds allemends tout au long de la période, des déclarations epaisentes, en milieu de semaina, du ministre allemand de l'économie sur le meintien, voire sur une beisse des teux en Allemegne plua tôt que prévu, ont sensiblement influencé le merché. Le Intervenu qu'en fin de matinée vandredi, à l'ennonce du ralenseament de la messe monétaira allemande pour le mois d'evril.

construction mécanique

22-5-92 Diff.

372 1 818

Aux valeurs, l'annonca per la gouvernement, vendredi 15 mai, de la réduction da sa participa-tion dans Total de 34 à 15 % a entraîné una vive sctivité aur le titre, ainsi què sur le certificat pétroliar. Dès le début de la semaine, l'action a enregistré une forte baissa alors que le certificat pétroliar enregistrait una trèa forie hausse. Saion les opérsteurs, les termes de l'échange de l'offre prévoyant quetrs certificats contra trois actions rendent lea certificeta très attrectifa et ont entraîné das arbitragea. L'e effet Totel » e d'ailleura été sensible sur lee eutres valeura pétrolières.

A propos d'arbitrages. Alcatel Alsthorn, dont la cotation débutelt mercredi 20 mai au New-York Stock Exchange, en a égalament fait les frais. Au cours de la seule séance de mercredi, l'activité aur Alcetel à Paris e porté aur 885 000 titrea elors qua le volume moven quotidien traité au moia d'avril à Pana était inféneur à 300 000 titres. Au cours de cette séenca, la valeur e abandonné 1,82 %. Les modelités d'entrée d'Alcatel Alsthom sur le merché boursler eméricein annoncées le mois darnier consisteient en daux millione d'ectiona d'autocontrôle (soit environ 2 % du capital) cédées par se filiale la Compagnie immoollière méridionale à dea investisseurs eméricains, pour un prix total d'environ 236 millions de dollars (23,625 dollars per Americein Depository Share (ADS), chaque action Alcatel Alsthom étent représentée par 5 ADS).

Eurotunnel a également un peu souffert cette semaine. Un erticle du Financial Times aelon leguel les banquiers venaient de présenter un ultimetum eu consortium franco-britannique pour qu'il trouve un terrain d'antente avec TME en ce qui concerne las réclamationa des constructeurs e

pesé sur la titra tant à Londres qu'à Paris. Pour la seule séence de jeudi, le titre a perdu 3,7 % dana un merché d'anviron 1.1 million d'actions.

Pour conclure, siora que vont bisntôt a'ouvrir les premièrea assises du second marché et que celul-ci fêtera ses dix ena su mois da février prochain, Lapeyre, filiale du groupe Poliat, a choisi une introduction dita è l'américaine du type de celle réelisée pour les placements internationeux pour assurer la mise de 25 % de son capital sur ce marché. A l'issue d'un placement qui e duré trois jours, au prix da 205 francs, le titre e pu être coté 212 francs pour is première journée avec l'échange de 238 681 titras à ea cours. Les ordres d'echat libelléa eu mieux ou à des Ernites égales ou aupérieures à 212 francs ont été servia à concurrence de 7 %.

Par ailleura, sana quitter le sacond merché, M. Louis Thamberger, qui était juaqu'ici administrateur-directeur général d'Europe Finance Industrie (EFI), acciété lyonneise d'Ingénierie financière - notamment spécielisée dena les introductions en Bourse sur le aecond merché vient de prandre la majorité (57 % du capital) de cette société. EFI, créée II y e quatre ans, tarminera eu mola de juin prochein un quatriàme exercice équilibré. Initielement Installée à Lyon, EFI vient d'ouvrir une direction commerciale à Perie. EFI devrait présider, au mois de juillet prochain, à l'introduction en Bourse sur le marché hors cote de Charter et Cies, apécialiste du discount aérien. Six autrea entrepices d'EFI, suivre ce chemin ou celui du second marché d'icl à la fin de l'année.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

### Bâtiment, travaux publics

	22-5-92	Diff,
Bouygues Ciments français GTAL Inmob. Phénix J. Lefebves Lafarge-Coppée Poliet SGE-SB	655 . 470,20 422,50 148 970 384 612 242,50	+ 8 + 1,70 - 7,50 + 8,50 - 5 + 12,60 - 5 - 4,50

#### Alimentation

Métallurgie,

Dassault Aviation

Fives-Lille \_\_\_\_\_

De Dietrich

Peugeot .. SAGEM...

cor 79-	4 4	•				
r liquide	9 +	22		22-5-92	Γ	Diff.
800		54 3.90	Bèghin-Say	657	-	4
JIP 1 22	1 -	41	Bongrain	3 180 1 151	:	26
ub Méd		3 21	Carrefour	2785	<b> </b> +	173
silor	2 8.20 +	12 3,90	Casino, G., Per. Guyenne-Gase.	178,20 1795	-	2.2
rope 11 06	7  -	5	Olipar	4172 175	±	92
roupe Cité		0,75 20	Pernod-Ricard. Promodès	1 552 3 795	-	į
tehette		1,30	Saint-Louis.	1 331	+	80
arme Wendel 33			Nesik	37 300	+	680

## MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 22 mai 1982 Nombre de contrats : 158 795 environ

COURS		ÉCHÉ	ANCES	
COOKS	JUIN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	108,68	108,92	109,08	109,38
+ haut	109,08	109,30	109,42	t09,38
+ bas	198,62	108,86	109,08	109,38
Dernier	109	109,24	109,42	109,38
Compensation	109	t09,24	109,38	109,40

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)								
	15-5-92	18-5-92	19-5-92	20-5-92	21-5-92			
RM Comptent	2 430 696	2 590 047	2 166 900	2 951 145	2 557 163			
R. et obl. Actions	9 710 872 121 567	9 207 789 169 314	12 137 599 188 152	12 115 451 157 153	13 844 934 256 247			
Total	12 263 135	11 967 150	14 492 651	15 223 749	16 658 341			

Eliangeres .	107,4	1	100,7	•	100,0	1	107,2	1	10//1
	INDIC	ES	CAC (d	y li	andi au	ven	dredi)		
	18-5-92	I	19-5-92	I	20-5-92	$\perp$	21-5-92	I	22-5-92
Indice gén.	547,1	1	550,3	1	547,2	1	546,6	1	545,9
(base 100, 31 décembre 1987)									
hamoren 1	2 051 64	1	2 023 13		2 030 84	1	2 016.83	1	2 04512

117,3

	24-3-92	Uin,
Bouygues Charents français CFTAI Immob. Phénix J. Lefebvre Lafarge-Coppée Poliet SGE-SB	655 . 470,20 422,50 148 970 384 612 242,50	+ 8 + 1,70 - 7,50 + 8,50 - 5 + 12,60 - 5 - 4,50

#### Produits chimiques

	22-5-92	Diff.
Institut Mérieux	6 720 2 200 1 210 842 1 000 900 132	-1 010 + 105 + 40 + 42 + 45 + 54 - 0,6
Norsk Hydro	146,6	+ 21

#### Banques, assurances, sociétés d'investissement

	22-5-92	Diff.
AGF	490,10 1 011 126 483,60 770 193,10 993 287	- 18,90 + 14 + 3 - - 15,50 + 4 + 1,10 + 32 + 0,90
Chargeurs C. Local de France CPR Eurafrance GAN Locindus Paribas	1 292 235,40 261 1 555 1 903 728 417,30	+ 95 + 7,40 + 1 - 15 - 46 + 8 + 4,60
Schneider Société générale Sovac Sucz (C <sup>*</sup> fin.)	771 551 848 335,90 546	+ 8 + 14 + 29 - 2,79 + 3

## VALFURS IF PLUS ACTIVEMENT

	Nore de	Val. en
	Litres	cap. (F)
<b>Ucate!</b> Alsthom		1 213 330
HWA	178043	733 503
otal	2 254 925	565 157
otal aint-Gobain	851 230	495 955
lichelia	1080450	450686
eugeol	542680	426 002
aux (Gle des).	172 893	
If-Aquitaine		407 125
SN	287 570	33024
otal Certif		317959
arrefour	94935	154 992
3C4	739 975	250 723
V-L million	74.1 556	246 392
Air liquide	201.020	242 882

Mětaleurop Mictelia ZCI	342 98,50 226 4,10	- 8 + 0,20 + 8,50 + 0,21
Matériel éle	ctrique	
	22-5-92	Diff.
Alcatel-Alsthorn CSEE Générale des caux Intertochnique Labinal Legrand Lygn, des caux Matra Merlin-Gerin, Moulinex Radiutechnique SEB StatAvionique Thorson-CSF IBM ITT	649 339 2 401 892 781 4 900 577 191,50 599 174,60 625 2 198 235 160,40 504 341,30	+ 3 + 9 + 27 + 7 + 18 + 19 + 13,20 + 8 + 6,90 + 12 + 13 - 10,60 + 3 - 11,10 + 6,10
Siemens	2 351	. 85

## LES PLUS FORTES VARIATIONS

Midil		+ 14	DE COU	RS HEBD	OMADAIRES	FA
')	483,60 770 193,10	- 15, + 4,	.00 Takan	liame	Valcus	Bas
France_	993 287 1 292 235,49 261 1 555 1 903 728 417,30 771 551 848 335,90	+ 32 + 95 + 95 + 15 - 46 + 8 + 14 + 29	fotal ( cital . ( his year	10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 1	OVIP SVGEM AN IIN MODERG D.R. SON FOR OXIPAR DR. NOC. Polod' BP France 1978 Landoni Fold file pit   Souland Sono.	- 10 - 11 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10 - 10
	546	+ 3	Cuichest Maira	1.34	CECID	- 5

	Nbre de	Val. en
	Litres	cap. (F)
Alcatel Alsthom	1872650	1 213 330
TAMH	178043	733 503
Total	2 254 925	565 157
Saint-Gobain	851 230	495 955
Michelia	1080450	450686
Peugeol	542680	426 002
Eaux (Gle des).	172 893	415779
Elf-Aquitaine		407 125
BSN	287 570	33 024
Total Certif	1709450	317959
Carrefour	94 935	254 992
Secr	739 975	250 723
cr/.	244 555	246 392
L'Air liquide	301 950	242 883

	22-5-92	Diff.
Géophysique	647 342 98,50 228 4,10	- 13 - 8 + 0,20 + 8,50 + 0,2

Vakan	Hame *	Valeus	Baix
foul ( cité		8 \FTP	- 10.
****		ZKIFH	- 7.
DITE		Av. lay. med	- 6
aning Rini.		MODERG	- 6.
much Phone.		D.R. Sollin _	- 5,
Kound'Class.		Logand prov	- 6.
redad	, 4	OUPAR	- 6
Lurides		DR Nor. Paket	- 6
Damart		BP France	- 5
hatebu a Bo	+ J.X	1778 Larabeil _	- 52
CKCK, 1171 ""	r 3.5	futfille pit	- 5.7
Figurit	<ul> <li>34</li> </ul>	Scalatt aven	- j.
गार्लच्या	1 14	CECID	- 5.
Lura	. 33	IDL1	- 3

J 100 1	Cours 15-5-92	Cours 22-5-9
Or Sin (billo an basse)	59 200	89 100
- fide en linguit	第 450	69 360
Price impresse (20 t.)	336	335
· Phice française (10 fr.)		405
Piles tales (20 k.)	331	340
Price latin (20 fr)	330	337
· Pièce trainierne (20 fr) .	343	340
Souveraid	434	440
e Sources Establish II		436
• Peri-survenia	335	302
Piles & 20 febra	1910	1 950
10 dollars	956	142,
e - 5 dollers	595	685
- 50 peecs	2 205	2 185
- 20 madis	432	402
- 10 feetes	344	353
· S rochies	272	-

#### **NEW-YORK**

### **Progression**

Wall Street a enre-MONE DOW JONES gistre une bonne prograssion eu cours da la semaine écoulée, particulièrament soutenua dans les premiers jours par les espoirs

d'un nouvel assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed). L'indice Dow Jones des valeurs vedettes, qui a réalisé, de justesse, un nonveau record mardi, a terminé le scmeine à 3 386,77 cn heusse de 33,68 points, soit une avance de 1 % par rapport su vendredi précédent.

La grande Bourse new-yorkaise s'est légérement repliée en milleu. de semaine, lorsque les investisseurs ont réalisé, eu lendemain de la réunion du comité de l'open market, mardi 19 mai, que la Fed n'avait pas l'intention de relâcher les rênes du crédit dans l'immédiat. Ce sentiment a d'ailleurs été renforcé le lendemain, par un articie du Wall Street Journal, selon lequel les membres du comité de l'open market, principal organe décisionnel en matière de politique monétaire, avaient décidé de ne pas feire baisser le taux interbancaire au jour le jour (Fed funds) pour ic moment.

Wall Street est actnellement influencé par deux grands fec-

#### ieurs : l'évolution des laux d'intérêt d'une part et celle des bénéfices réels des entreprises de l'autre, selon des spécialistes. Ces derniers ajoutent que cette situation pourrait durer des mois, an cours desquels le marché ne subira pas d'importantes inversions de tendance dans un sena ou dens l'autre. La séance de vendredi a été marquée par des mises à jour des investisseurs avant la long weekend du Memorial Day. D'sutres opérateurs ont préféré déserter la

Indice Dow Jones du 22 mai :

3 386,77 (c. 3 35		
	Cours 15 mai	Cours 22 mai
Alcoa	75 5/8 42 5/8 43 5/8 29 3/8	76 7/8 42 7/8 43 3/4 28 7/8
Du Pout de Nemours	53 3/8 40 5/8 59 1/4 42 3/4	52 3/8 40 1/4 60 1/2 44 1/8
General Electric General Motors Goodyear IBM	77 1/4 39 1/4 73 1/4 91 5/8	76 5/8 39 1/4 71 3/4 91 3/4
Mobil Oil Prizer Schlumberger	65 7/8 61 7/8 70 1/8 62 3/8	64 5/8 63 3/8 72 3/4 64 7/8
Union Carbide United Tech	61 5/8 125 27 1/8 52 3/4 17 3/8	63 3/4 122 28 3/8 52 5/8 17 3/4
Xerox Corp	70 5/8	73 5/8

gers sont restés sur la réserve, Le

volume des transactions est ainsi

resté très faible evec 283.8 millions

de titres échangés chaque jour en

moyenne contre 394,3 millions de

De l'avis unanime des observa-

teurs, le marché japonais hésite

evant d'amplifier son redresse-

ment. Il lui manque un coup de

titres pour la semaine pr

#### TOKYO

### Sans conviction

Petit redressement à la Bourse de Tokyo qul s'est ressaisic après avoir souffert la semaine dernière de ventes paniques nonce de le faillite

York. Pour autant, les investisseurs ont continué à faire preuve d'une extrême prudence et d'un manque de configue hanifeste dans le redressement de l'économie iaponaise. L'indice Nikkei e ainsi termine en cloture vendredi à 18 221,00 points sur une progression hebdomedaire de 146,73 points, soit 0,8 %. La semaine evait pourtant débuté sous d'excellents auspices et par uo redresse-ment vigoureux du Kabuto cho lundi et mardi. Meis ce regain d'enthousiasme a vitc été refroidi par les inquiétudes sur la publica-tion des résultats 1991 des entreprises japoneises (l'année compta-ble se terminent fin mers). Du coup, la plupart des investisseurs institutionnels nippons ou étran-

ponce de fa part du gouvernement qui lui indiquerait clairement qua la retour à la croissance est assuré. Indices du 22 mai : Nikkci 18 221,00 (c. 18 074,27); Topix 1 371,70 (c. 1 348,82).

	Cours 15 mai	Cours 22 mai
Ajjiao Moto Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	587	1 290 1 160 1 440 t 490 1 490 1 380 585 4 260 1 490

#### LONDRES

#### En dents de scie + 1,2 %

La Bourse de Londres a évolué timidement é la hausse pendant la semaine écoulée, au gré de résultats de sociétés plus ou moins satisfaisants et de statistiques économiques décevantes. L'indice Footsie des cent grandes veleurs a pro-gressé de 32,4 points, soit 1,2 % sur la semaine, é 2 715 points. Le sentiment que la reprise éco-

nomique était encore feible après l'annonce d'un recul de l % de la production industrielle et de la baisse des chiffres trimestriels du PIB pour la septième fois consécutive a affecté le marché. La hausse plus faible que prévu des ventes de détail a fait également réfléchir les investisseurs qui espéraient un boom après les élections du 9 avril Ces statistiques ont toutefois été tempérées par la publication d'une étude optimiste de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) sur la reprise économique ainsi qu'une hausse de la production manufacturière au premier tri-

Indices FT du 22 mai : 100 valeurs, 2 715,00 (c. 2 682,60); 30 valeurs, 2 149,70 (c. 2 113,30); mines d'or, 111,90 (c. 111,40); fonds d'Etat, 89,58 (c. 89,04).

	Cours 15 stair	Cours 22 mai
Bowater  8P  BTR  Cadbury  Glaxo  Glaxo  GUS  ICT  Reuters  RTZ  Shell  Unikever	8,38 2,51 4,87 4,88 7,33 15,75 13,55 11,87 6,47 5,06 9,32	2,61 4,97 4,72 7,58 15,30 13,48 12,01 6,47 5,05 9,23

#### FRANCFORT Au plus haut + 4,57 %

La menace de conflits sociaux a été écartée et les affats sur le Bourse da Francfort ont été immédiats. Tent le Dax qua l'indice Commerzbank ont bettu des records, cassant tous deux des seuila psychologiquas jamais atteints depuis août 1990 et l'inva-sion du Kowelt. Le Dax a sinsi repassé la barre des 1 800 points, finissant vendredi à 1 802,96 points

Les investisseurs institutionnels tant alismands qu'étrangers sont revenus sur le parquet franciortois après une erise de confiance de plusieurs semaines. Les analystes estiment toutesois que le marché a réagi da manière épidermique et pour des raisons techniques. Au back-office de la banque West LB, on considère que d'un point de vue fondamental la situation n'a guère changé : taux élevé et inflation touiours forte. Pendent la semaine, le volume

d'échanges sur les huit places boursières allemandes e plus que triplé, totalisant vendredi 97,66 milliards de DM contre seulement 31,51 milliards la semaine précé-

ladices du 22 mai : DAX, 1 802,96 (c. 1 724,07); Commerzbank, 2 035,20 (c. 1 970,50).

	Cours 15 mai	Cours 22 mai
Al-C; BASF Bayer Commer/bank Deutschebunk Hoechst Karstadi Mannesman Siemens Volkswngen	202,50 236,10 287,70 263 706 251,89 615 279 676 381,50	210,50 249,69 249,50 268,70 713,60 266,90 649 306 698,40 494

WACHE WERNATIONAL DES ine dimension non

ين دينينين

ed .....

- Andrew

Sector M

T-100

1-11 A. .. 221 14.745 SEC 188 F-86-20-マン・スカッセン 一大 ---ىلائۇ<u>نى</u>سىنە بىد

121

73.

-

41.

200

AN 44 4 1 1 12 2 1 1

Erick to the

1.72 (1.14)

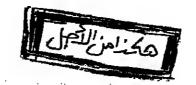
12 to 15 15

g\_(30) - 1

Commence we stood - 1 2 10 14 1 一个 经存在 有機 7.38 300 TO THE PERSON

A. 3-314 ---

MERES PREMIERES



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

# Une dimension nouvelle pour l'eurofranc

L'arrivée d'un débiteur mexi-cain, la société pétrolière Pemex, canfère au compartement des abligations internationales en francs une dimension annuelle. Il se hisse au niveau des grands se hisse au niveau des grands marchés qui sont en mesure de procurer des funds, unn aeulement à des emprunteurs de tonte première qualité, mais également à d'autres dont le crédit est discuté. C'est une évolution importante qui, si elle se confirme, est susceptible d'avoir des répercussinns sensibles sur le plan politique. Trup lungtemps, le soin que. Trnp lungtemps, le soin d'accueillir de nuvelles signatures nu de réhabiliter certains pays avait été laissé à d'antres. L'Allemagne, en particulier, a juué un rôle considérable en ce dumaine, et elle en retire un prestige impurtant. Lursqu'on pariait encore de glasnost ou de perestroïka, Franciurt accueillait des emprunta soviétiques. C'est là également que l'Afrique du Sud a fait sa grande rentrée. Sud a fait sa grande rentree.
C'est aussi aur cette place que
plusieurs pays d'Europe de l'Est
et d'Amérique latine se procurent
une partie non négligeable des
fonds dont ils nut besoin. Mais,
ces deroières années et jusqu'à
jeudi dernier, aucun débiteur de
ce genre n'avait été admis à se
présenter sur le marché du franc. présenter sur le marché du franc.

tions of

ide de la companya de

THE PERSON NAMED IN

 $p_{\theta} = \mathcal{P}_{\theta}, \mathcal{T}^{(\theta)} = 0$ 

April 1980

fig. in

148 1 6 7 W

And the second s

And the same of th

A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR

Spanning The Section 1

in American

-The second secon

femore and the

44

A State of the Sta

The state of the s 

Total Control

e describe a production of the

D'une durée de deux ans, l'eu-D'une durée de deux ans, l'euro-émissinn de Pemex porte sur
500 millions de francs. Son taux
d'intérêt nominal est de 10,75 %
l'an, et Paribas, le ebef de file de
l'opération, en a fixé les conditions de sorte que les investisseurs, qui allaient aequérir les
titres à leur prix initial, soient
assurés d'oo rendement de l'ordre de 180 points de base (on dre de 180 points de base (ou centièmes de poiot de pourceo-tage) plus élevé que celui des fonds d'Etat fraoçais. Cette marge n'a pas été fixée ao basard. Elle reflète la permaoence des émissions en dollar du basard. Elle lettos en dollar da oence des émissions en dollar da même débiteur, qui rapporte eo gros de 160 à 200 poiots de plus que les titres du gouvernemeot que les titres du gouvernement américalo. L'emprunteur a une dette élevée-en dollars, et e'est dette élevée en donais, et e est cette devise qui compte pour lni, Aussi, la banque chargée de l'émission a-t-elle également cooelu uo contrat d'échaoge de façoo à lui fournir des ressources es dollars on'il faudra rémunérer

250 millinns de dentschemarks, dont l'empruntent est Bariven SA et qui viendra à échéance dans cinq aaa. Snn enupnn est de 10,75 %. L'npératinn est placée snus la conduite de Bayerische Vereioshank. En nrrêter les conditinns n'a, semble-t-il, pas été une tâche très facile. Nnm-treux sont eeux qui, en Allemagne, pensent qu'il nurait fallu assortir l'emprunt d'un taux de 11% ponr attirer les souscripassorur i emprant d'un taux de l.1 % pont attirer les souscrip-tions. Petroleos de Venezuela est une entreprise publique qui appartient en totalité à l'Etat. Le risque est considéré comme ceini de Caracas et les investisseurs ne risque est considere comme ceini de Caracas et les investisseurs ne sont pas tous convaincus de la stabilité politique du pays. Il n'en reste pas moins que l'émis-sion hénéficie du soutien de l'ensemble des plus puissantes ban-ques commerciales d'Allemagne.

D'uoe façon générale, les emprunteurs d'Amérique latine se répandent sontout dana le compartiment du dollar que solliciteot aetuellement l'Uroguay ainsi que des entreprises du Mexique et du Brésil. Comme sur les marchés du franc on du mark, ils côtoient des débiteurs considérés comme les meilleurs du dérés comme les meilleurs du monde qui peuvent se contenter d'offrir des rendements beaucoup moins élevés. Le mieux coté des derniers émettenrs d'euro-obligatinns en dullars est la aocieté japonaise Tnyota Motors, qui cherche à lever l milliard de dollars sur cioq ans en une seule

#### Les Britanniques aiment les longues durées

C'est un record pour une émission elassique d'une société iodustrielle, mais il ne tardera pas à être égalé. Une autre entreprise nipponoe, Matsushita, se prippose d'emprunter bientôt un montant aussi important. L'opémontant aussi important. L'opérstioo de Toyota est dirigée par Nomura. Il est iotéressant de ooter que l'emprunteur est loio d'avnir lésiné sur sa transaction.

américalo. L'emprunteur a une dette élevée-en dollars, et e'est cette devise qui compte pour lni.

Aussi, la banque chargée de l'émission a-t-elle également cooelu uo contrat d'échaoge de façoo à lui fournir des ressources eo dollars qu'il faudra rémunérer à taux fixe.

Une antre société pétrolière d'Amériqoe latine sollicite l'euromarché, Petroleos de Venezuela, qui garaotif une émissinn de d'avnir lésiné sur sa transaction.

En francs français, l'émissinn la mieux accueillie de ces derniers jours a certainement été celle d'un montant cominal de 2 milliards que le Crédit local a lancée pour uoe durée de quinze ans. Il s'agit d'une de ces opérations dont l'iotérêt oe sera versé aux investisseurs qu'à l'échéaoce avec le remboursement du capital. La transaction est du même geore que celle émise une

durée beancanp plus conrte (sept ans) pour le compte de la SNCF et qui avait été acquise SNCF et qui avait été acquise dans nne proportinn très élevée par des investisseurs suisses. Les titres du Crédit local unt trouvé preneurs aillenrs, untamment en Grande-Bretagne où les hailleurs de funds sont hubitués à des ubligations dunt l'échéance est très élnignée. Ces émissinns sont vivement recberehées par ceux qui anticipent une baisse du qui anticipent une baisse du oiveau de l'intérêt, car leurs cours sur le marebé secondaire répercutent divantage l'évalution des rendements que celles, tradides rendements que celles, tradi-tinnnelles, qui prncurent un revenn régulier à leurs détenteurs dant il faut chaque année réin-vestir le produit. La formule per-met aux débiteurs une éconnmie sensible par rappart à ce qu'il sensible par rapport à ce qu'il fandrait payer pour un emprunt de type classique. Le tout revient à 8,85 % par an au Crédit local. Une transaction normale lui aurait vraisemblablement coûté alors de 0 % L'affaire set placée. plus de 9 %. L'affaire est placée sous la candaite de la Banque sous la conduite de la Banque nationale de Paris qui, de son côté, pour son propre compte, levait pour 1,5 milliard de francs d'obligations classiques dans des ennditions très satisfaiaantes. L'originalité de l'emprunt de la parte réside dans en durée de dix BNP réside dans sa durée de dix ana, une écbéance qui est rare-ment atteinte par un établisse-

ment bancaire.

Pour ce qui est du mark, deux pays européens se font concur-rence. La Finlande et l'Autriche offrent en souscription des nbligations de dix ans à des prix d'émission de 102 %. Les mantants soot élevés puisqu'ils portent sur | milliard de marks dans tent sur l'milliard de marks dans les deux cas, Le Trésnr poblic d'Helsinki, par l'intermédiaire de la Deutsche Bank, propose un taux d'iotérêt de 8,25 %, alors que celui de Vienne, qui a confié son mandat à la Dresdner Bank, se contente de 8 %. La préférence des investisseurs va tout oatureldes investisseurs va tout oaturel-lement à l'opératino la mieux rémunérée. Paur le ebef de file de l'emprunt autrichien, la diffé-de l'emprunt autrichien, la différence se jostifie par le crédit dant jauit l'Autriche. C'est un des très rares pays daot la dette s'orne des fameux «trois A», la oote que les principales maisons ioternationales d'évaluation de crédit réservent aux meilleurs des emprunteurs.

CHRISTOPHE VETTER

### DEVISES ET OR

a On n'y comprend rien! Le dol-lar, qui était ariente à la baisse après les mauvaises nouvelles d'Amérique, s'est mis à remanter et les vendeurs ont racheté. » A la veille du week-end, les npérateurs soupiraient, en trouvant que les affaires étaient bien difficiles et la logique absente, dans un domaine où elle aurait du prévaluir.

où elle aurait du prévalnir.

Au début de la semaine, l'annonce d'un accord salarial entre le patrunat de la mécanique allemande et le puissant syndicat lG Metall avec une augmentation de 3,8 % jusqu'au la avril 1993, et de 3,8 % l'aunée suivante, plus une réduction d'une heure de la semaine de travail, faisait bondir le mark et plunger le dollar audessous de 1,60 DM. Bien que cet accord se traduise, en fait, par une augmentation de 6 % en 21 mois, la Bundesbank a mudérément réagi : « Cela curait pu être pire », a sonpiré M. Issing, un des membres du directoire. bres du directoire.

Denx jours après, l'annance imprévue d'une ebute de 17 % des imprévue d'une ebute de 17 % des mises en chantier en avril aux Etats-Unis après une augmentatinn de 6,4 % en mars, jetait un véritable froid, en même temps qu'un véritable doute sur la réalité et l'ampleur de la reprise économique américaine. Même si l'importance de ce recul paraît suspecte aux analystes, « le bâtiment perd de la vigueur et ropidement », estime-t-on à New-York. Du coup. l'emprunt du Trésor à 30 ans a vu son rendement revenir un peu audessous de 7,75 %, tandis que les npérateurs recnmmençaient à tabler sur une nouvelle diminntion

## Perplexité

du taux directeur de la Réserve fédérale. Du coup, le dullar glissait à 1,5850 DM et 5,34 francs.

à 1,5850 DM et 5,34 francs.
On untera qu'à Paria les dirigeants de l'Air liquide déclaraient
avnir enregistré des « frémissements » sur les livraisons de gaz
liquéfié de leur filiale américaine,
leur indicateur de l'activité industrielle, mais oe untaient pas de
reprise réelle, du mnins jusqu'à
maintenant. A partir de jeudi,
pourtant, des rachats de vendeurs
raffermissaient le hillet vert jusqu'à près de 1,62 DM et de
5,45 francs sans raison véritable,
sauf technique. sauf technique.

#### La fin du fixage à Paris

La remontée subite du mark a stoppé celle du franc français, la devise allemande, qui était réta-hlie la semaine dernière à 3,3570 francs, se retrauvait à 3,3640 francs pnur lerminer la semaine un peu en dessous de 3,36 francs. Paur ceux qui vau-draient réévaluer le franc, il ne faut tout de même pas vendre la cesa de l'eure. peau de l'nurs...

peau de l'nurs...

A signaler enfin la disparitinn de la séance nfficielle de cotatinn des devises à Paris, que la Banque de France, dans son communiqué, a qualifiée de «fixing». Harreur!

Que va dire la commission de ter-

Pnur en revenir à cette séance officielle (le «fixage»), mise en place le 2 mai 1977, elle ne correspondait pas du tout à l'évnintion du marché des changes : mnins de 5 % des nrdres de la

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 MAI AU 22 MAI 1992

(La ligne insérieure danne ceux de la semaine précédente.) 

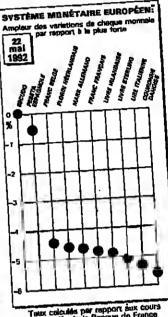
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 22 mai, 4,2030 F contre 4,1682 F le vendredi 15 mai 1992.

clientèle y étaient traités contre 20 % en 1987.

En fait, les transactions, depuis le milieu des années 1980, se fint en continu sur le marché interbancaire, avec des variations assez larges pendant la journée, au gré des nouvelles et des événements, les écrans des terminaux retraçant ses variations minute par minute. Ses variations minute par minute.

Trantefnis, pour conserver une référence quotidienne de place, la Banque de France diffusera, à compter du 29 juin 1992, chaque jour nuvrable, vers 16 h 30, une liste de cours indicatife contre liste de cours indicatifs, cantre francs, de toutes les devises inscrites à la cote officielle.

Cette liste de cours indicatifs sera établie sur la base de ceux échangés quatidiennement entre banques centrales à 14 h 15. Ces données, qui servent actuellement à déterminer le cours de l'écu nificiel, « présenteront, donc, toutes les guranties nécessoires de neutralité et de fiabilité ». Effectivement, la plupart des pays européens, qui nnt supprimé leur « lixage » en 1991, retiennent cette référence pour établir leur liste de taux de change indicatifs. La liste commu-niquée par la Banque de France comportera, pour chaque devise, un seul prix contre francs, sans marge acteur-vendeur, afin de souligner son caractère indicatif.



## MATIÈRES PREMIÈRES

## La rechute du cacao

Tout va mal pour le cacao dont les prix sont tombés cette semaine, à Londres, à leur plus bas niveau depuis dix-sopt ans, autour de 537 livres la tonne. Le marché a, en réalité, réagi aux informations publiées ces derniers jours par le courtier britannique Gill and Duffus. Alors qu'il s'attendait en janvier à un déficit de l'offre sur la demande de 177 acci de l'offre sur la nières prévisions ont été ramenées à 107 000 tonnes. Principale explication de cet ajustement : la récolte de la Côte-d'Ivoire, premier producteur mundial, qui devrait atteiodre 750 000 tnnnes, au lien des 710 000 tonnes initialement envisagées. L'autre élément baissier pour les prix vient de l'ex-URSS : celle-ci ne devrait pas acheter plus de 25 000 tonnes de cacao pendant l'ac-tuelle campagne 1991, alors que les prévisions du début d'année tablaient sur 65 000 tonnes. La difficulté de la nouvelle CEI à payer ses achais en devises a entraîne un fort recul de ses commandes, les pays africains produc-

	COURS DU 22/5
PRODUITS	COURS DO
Czivre h. g. (Louis) Trois mois	1 248 (+ 7) Livres/tonne
Alexandriam (Leadres) Trois mois	t 344 (+ 17) Dollars/tonne
Nickel (Lordes) Trois mois	7 420 (+ 25) Dollars/tonne
Sucre (Pars)	777 (- 2,5) Dollars/tonne
Casé (Loodes)	732 (+ 2) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	882 (- 44) Dollarshoune
Blé (Chicago)	342 (- 10) Cents/boisseau
Mais (Chicago) Juillet	253 (- 8) Cents/boissean
Soja (Chicago) funilet	179,8 (+ 6,2) Dollars/L courte
Le chiffre entre parenthèses indique	

reurs de cacao n'ayant pas les moyens, pour leur part, d'accorder des crèdits. Dans les anoées 80, les Soviétiques achetaient à chaque campagne autour de 140 000 tonnes de fèves. Il ne resterait actuellement eu République de Russie que 8 000 tonnes.

Tout au long de la semaine, les professionnels guettaient les arrivages ivoiriens. Dans le cadre des accords qui lient Abidjan à ses bailleurs de foods (Banque mnodiale, Fonds monétaire international, Caisse centrale), la Côte-d'Ivoire est en effet tenue de gendre 10 000 tonnes par trale), la Côte-d'Ivoire est en effet tenue de vendre 10 000 tonnes par semaine avant octobre, soit l'équiva-lent des deux tiers de sa récolte 1992-1993. Ce mécanisme instauré l'an passé mérite d'être éclairei : depuis deux ans en Afrique, les bail-leurs internationaux unt entrepris, leurs internationaux nnt eutrepris, pour ne pas dire exigé, une vague de libéralisation dans les circuits de ramassage et de vente des matières premières tropicales. Ainsi a-t-on vu les organismes centralisés appelés «caisses de stabilisation» (en Afrique fiancophone) ou marketing boards (en Afrique anglophone) subir un démantèlemeut complet. Ce fut le cas notamment à Madagascar, au Cameroun, en Ouganda. Deux exceptions ont été faites, l'une au Ghana, où un Board, bien géré il est vrai, continue de superviser la filière cacao depuis l'achat au planteur jusqu'à l'exportation; en Côte-d'Ivoire, où les autorités d'Abidjan ont négocié avec les bailleurs pour maintenir l'institution.

#### L'épée de Damoclès ivoirienne

Ces derniers ont accepté en posant plusieurs conditions: une réductinn du personnel pour le contrôle intérieur des fèves de cacao (plusieurs centaines d'employés ont déjà été licenciés); une libéralisation du transport en pratiquant la vérité des prix (auparavant, la «Caistab» effectuait des péréquations et il coûtait aussi cher d'acheminer le cacao sur 100 kilomètres que sur 500). Maigré ces efforts, les coûts de revient du cacao ivoirien demeu-

raient supérieurs aux cours internationaux. Et le prix garanti au planteur par la Caisse était devenu lui aussi plus élevé que le prix mondial. C'est pourquoi les bailleurs de fonds ont incité l'an passé la Côte-d'Ivoire à ne plus fixer à l'avance la rémunération des planteurs. Dans le même temps, Abidjan vendait 70 % de sa future récolte sur des échéances lointaines de douze à quatorze mois pour se couvrir contre les fluctuations et garantir un prix sur les marchés à terme. L'an passé, le premier producteur mondial a ainsi prévendu 600 000 tonnes. Le marché s'est raffermi à l'équivalent de 9 francs par kilo, alors que le tarif versé au planteur o'était que de

Cette situation difficilement tenable n finalement conduit les autorités ivoiriennes à se retirer du marché pendant sept mois, d'août 1991 à mars 1992. Autrement dit, Abidjan a pris un retard de vente de 250 000 tonnes, suspendant ainsi une épée de Damoclès sur les cours. «Le corbeau avait son fromage dans le bec, il fallait s'attendre à se qu'il le lâches, commente un négociant. En anno-cant une récolte plus importante que prévu en Côte-d'Ivoire, Gill and Duf-fus n'a fait que souligner la perspec-tive de voir le marché s'engorgen.

La chute des prix sera-t-elle inexo-rable? D'ancuns veulent croire que rien n'est joué à l'Est. Il suffirait d'un troc intéressant - pétrole on métaux contre cacao – pour que la CEI prenue livraison de 100 000 nu 200 000 tonnes. Une aide financière internationale à l'ex-URSS aurait probahlement le même effet, car les Russes ne considèrent pas le chocolat Russes ne considerent pas le chocolar comme superflu. Mais, en attendant, la tendance est inquiétante et le stock régulateur dispose de plus de 234 000 tonnes inutilisées. Un poids lourd qui réduit l'impact du déficit de l'offre sur la dervière acrois le dervière acrois la demande, pour la denxième année consécutive.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

# Bonne brise d'Allemagne

Serait-ce, enfio, le printemps allemand? Certains le croieot et accueillent, avec ravissement, uoe progression de la masse monétaire allemande M3 de «aculement» 8,8 % en avril 1992, contre 9,4 % taux révisé (9,7 % auparavant) en mars. Il fant dire que l'nn redoutait 10 % ou même 11 % et que le soulagement est vif.

Les cours du Matif, qui avaient oscillé tout au long de la semaine, un peu au-dessus de 108,50, et s'inscrivaient même en léger recul, vendredi matin, bandirent à 100 des l'apposes des shiftes à 109 dès l'annooce des chiffres de la masse allemande, en début d'après-midi. A Francfort, le rend'après-midi. A Francfort, le ren-dement du hund 10 ans revint de 7,95 % à 7,92 % et, à Paris, celui de l'OAT 10 ans, de 8,53 % à 8,49 %, snit un écart de 0,57 point entre les deux emprunts d'Etat.

A propos de cette masse mone-taire allemande, faut-il pavniser, taire allemande, raut-ii paviliser, saluant un ralentissement tnut à fait bienvenu? « Cela ne reste pas bon, la croissance de M3, en données corrigées des voriotians sai sonnières (CVS), a été de 9,5 % sonnières (CVS), a ete de 7,5 % sur les trais dernièrs mais et de 12 % sur les six dernièrs mais, en rythme annuel, au lieu de l'objectif 3,5 %-5,5 % », relève Philippe Weber, éconnmiste à la Campanie regissenne de réescompte. weber, éconnmiste à la Campa-gnie parisienne de réescompte. « Mais. pour la première fais, an a l'impressian que le taux de crois-sance de M3 plafanne, après une sance de M3 piajanne, apres une «explosian» continue jusqu'à jan-vier 1992. Il se passe quelque chose, et je commence à penser que les taux directeurs de la Bundesbank ne manteront pas », npi-ninn également exprimée par le chef éconnmiste de la Dresduer Bank, le docteur Lipp.

En tout cas, ces taux ne baisse-ront pas dans l'immédiat, à en croire les dirigeants de la Bundes-hank, nntamment le numéra 3, Other Issing, déclarant, à Londres : « Étant danné la menace persistante pour la stabilité, il n'y

Carrier Springer Carry

temps, l'éconnmie réelle (ajustée de l'inflation) a également traduit une claire tendance à l'expansion au premier trimestre. Raison aupplementaire de oe pas abaisser les taux, sans nuhlier les augmenta-tinns de salaires arrachées par les syodicats allemands (voir d'outre

part). Outre-Atlantique, enfin, la ebute des mises en chantier de ingements a relancé les spéculations sur une nouvelle diminutinn des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis.

#### Les «zinzins» échaudés

Sur le marché abligataire, la Sur le marché nbligataire, la seule émissinn de la semaine a été celle de France-Télécom, 2,5 milliards de francs à près de huit ans, et 8,60 % numinal, emprunt immédiatement assimilable à celui de l'emprunt 8,60 % février 1992, pour farmer un « gisement » de 4,5 milliards de francs. Excellente signature, notatinn AAA des lente signature, notatinn AAA des agences, vive hausse du Matif en fin de semaine : ce devait être, lngiquement, un succès. Or, à la surprise générale, ce fut une belle genlle » une «Superchin affire. surprise générale, ce fut une belle « culle », une « Superglu », affirment les mauvaises langues. Mutif: un « ras-le-bol » des investisseurs institutinnnels, « zinzins », qui vuulurent à la souscriptinn un taux supérieur de 0,36 % au-dessus de celui de FOAT (8,53 % environ) et ont eu 0,34 %.

0,34 %.

Prétexte, et exagératinn, réturque-t-on à la Banque Indosuez, chef de file de l'émissinn, où l'un reconnaît tuut de même qu'il y a « un problème général sur le marché, aù il se vend peu, actuellement, de papier du secteur public ». En fait, il semble hien que les investisseurs institutinnnels, échaudés à plusieurs reprises

o aucun signe favorable pour une réduction des taux d'intérêt par la Banque centrale. » Dans le même des obligations, ne soient pas très terme, du moins en ce moment. lis disposent de tnus les placements possibles à caurt terme avec des rendements supérieurs de un point à un point et demi à ceux du long terme. Donc, à leurs yeux, pas de précipitation, tant que la bausse des cours et la baisse des rendements ne seraient pas définitives.

Ajoutons que, sur le plan technique, lorsque les cours du Matif mantent rapidement, les souscriptinns s'arrêtent : toujnurs les incertitudes. Pnur le placement de l'emprunt France-Télécom, pas d'inquiétude : cela prendra un peu plus de temps, et les commisainns dea hanques dirigeant l'émissinn, Indosuez et BNP nntamment, pour la garantie de bonne fin, trouvernnt leur justificating. Mais le métier devient de plus en plus dur...

Signalons, enfin, une troisième npératinn de titrisatinn (mise sur le marché de créances) pour le Cetelem et la Compagnie bancaire, dirigée par le Crédit lynn-nais, Bear Stearns, et le Crédit commercial de France. D'un muntant légèrement supérieur à 2 milliards de francs, cette npératinn porte sur des prêts person-nels necurdés à des taux élevés par le Cetelem, les parts émises étant dutées d'un rendement de 0.65 % supérieur à celui des BTAN (bons du Trésor à coupon annuel) à échéance de jnnvier 1994. On remarquera que le groupe de la Compagnie hancaire n'a encure «titrisé» aueune créance hypnthécaire à lung terme, le Crédit funcier de France étant le seul à l'avnir fait l'an dernier.

FRANÇOIS RENARD

## Les élections au Kurdistan irakien n'ont pas permis de départager les deux principaux partis

Les premières élections libres au Kurdistan irakien n'ont donné de majorité nette à aucune des deux principales formations en lice, qui se pertageront lee 100 sièges du Parlement réservés eux Kurdes. Sur les 105 sièges de l'Assemblée, 5 étaient réservés eux chrétiens : 4 ont étá enlevás par le Mouvement damocratique essyrien, le cinquième revenant è l'Union chré-

#### de notre envoyée spéciale

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Bar-zani e remporté les élections légis-latives, M. Barzani arrivant aussi en tête à l'élection « présiden-tielle ». Mais l'écart entre les deux chefs traditionnels du Kurdistan d'Irak est minime puisque le PDK obtient 44,5 % des voix, contre 44,33 % à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, Aucune des cinq autres listes ne franchit la barre des 7 % nécessaires pour entrer au Parlement. La saires pour entrer au Parlement. La répartition des voix des petits par-tis (105 000 sur 972 153 votants) au profit des deux grands e abouti

#### Les Etats-Unis soulignent leur «inquiétude» après le retour à la violence dans le sud du Liban

Le département d'Etat américain a appelé, vendredi 22 mai, les Israeliens, les Libanais et les Syriens, « acteurs-clefs » au Liban, à militaires qui ont fait quatorze morts en trois jours. « Nous sommes profondément inquiets de lo recurrence de lo violence dans le sud du Liban», a déclaré le porte parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, qui a rappelé la nécessité d'appliquer les accords interlibanais de Taef.

La tension a toutefois continué de monter au Liban du sud, où la ehute de roquettes tirées par le Hezboliah sur la « zone de sécurité» créée par Israel a tué un civil et blessé huit autres personnes. L'armée israélienne a acheminé «zone», alors que l'artillerie pilonnait des positions du Hezbollah. - (AFP, Reuter.)

ner cinquante elèges à chacun des deux. Le Parlement devrait se réunir dans les dix jours pour élire son président et désigner un ehef du conseil exécutif, soit le « gou-

A l'élection « présidentielle », M. Barzani devance M. Talabani d'environ 25 000 voix. Le second tour de ce scrutin, prévu, selon la loi électorale, dans deux semaines, a toutefois été repoussé à deux mois pour des raisons «techniques »: le manqua de temps, a plaidé le président du comité élec-toral, le juge Amir Al Hawesi.

Précédés par trois jours d'intenses consultations politiques, ces résultats laissent un goût quelque peu amer, car, si les Kurdes irakiens ont réussi leur examen en démocratie, il n'en est visiblement pas de même pour leurs leaders, qui ont eu beaucoup de mal à se mettre d'accord pour eccepter les résultats des urnes,

La dénonciation de fraudes élec-torales a, à cet égard, incontesta-blement servi à couvrir leur refus de s'ineliner devant le verdict populaire. Des fraudes, il y en a eu, certes, en particulier des douhles ou triples votes, l'encre indélébile mise au point par des cher-cheurs kurdes après le fiasco de l'encre allemande s'étant à son tour révélée lavable avec certains acides. Ces doubles votants qui selon M. Abou Rana, membre du bureau politique du PC, a étaient amenés par cors dons différents centres de vote», ouraient, de plus, empêché des milliers de citoyens de voter puisqu'à la clôture du scrutin, à minuit, mardi 19 mai, ils étaient encore des centaines à se presser devant les centres.

Mais, selon le président de l'institut indépendant que le Front avait sollieité pour surveiller la régularité des élections, celles-ci ont été « libres et honnêtes », « Sur les cent rapports des observoteurs internationaux, il n'y a aucune évidence d'une quelconque manipulation qui oit pu affecter de façon significative le résultat des élec-tions », a effirmé à plusleurs reprises le président de cet institut, M. Miehael Meadowcroft. On peut au demeurant penser que, tous les partis ayant fraudé, leurs trucages s'équilibrent à peu près.

Les petits partis étant toutefois. à ce jeu, défavorisés et leur très d'importants renforts vers cette : maigre score ne les eneourageant nas au compromis, ce soni eux qui ont fait le plus de bruit autour de ces fraudes, demandant même un

Devant le risque du ridicule, la crainte de se déconsidérer devant l'Occident et pour éviter enfin de donner l'occasion au président irakien, M. Saddam Hussein, de se réjouir, les leaders politiques out done imaginé de multiples solutions qui, à défaut de respecter la démocratie, pourraient les satis-faire tous, et surtout maintenir leur

ple des élections.

#### Trouver une politique commune

« Tout sera résolu à la sauce démocratique kurde. Cette unité sera notre secret», affirmait ou début des négociations, avec un grand sourire, M. Talabani.

Exclus du Perlement, les petits partis se sont vu promettre par M. Barzani et M. Talabani qu'ils participeroni eu gonvernement. « Le principal problème o toutefois ètè la compétition entre MM. Bar-zani et Talabani», nous a affirmé M. Mabmoud Osman, chef du Parti socialiste, les deux leaders s'accusant mutuellement de fraude dans leurs fiefs respectifs, Dohouk pour le premier et Souleymanieh pour le second. Pour cela, M. Talahanl a demandé l'annulation de l'élection présidentielle ou son report à deux mois, ce qu'il a obtenu. Le temps peut-être pour lui de voir comment vont désormais s'organiser les choses entre la présidence du Parlement, qui, selon un accord concln entre les partis, reviendra au PDK, et le «gouver-nement», qui sera présidé par

L'égalité au Parlement entre les deux formations historiques du Kurdistan irakien ne facilitera pas, en tout cas, l'émergence d'une poliqui les oppose des relations avec Bagdad d'abord, mais aussi avec les pays voisins, comme la Turquie

L'essentiel a été, au moins pour l'instant, préservé : l'unité du mouvement, et e'était là la première revendication des Kurdes, qui craignaient plus que tout de nonvelles divisions. A l'annouce des résultats, la population a bruyamment manifesté sa satisfaction. D'intenses tirs de joie à l'arme automatique et an lance-roquettes RPG ont seconé Erbil, le futur siège du Parlement. Des mil-liers d'hahitants ont dansé et ehanté une partie de la nuit.

FRANCOISE CHIPAUX

### Un accord de paix a été conclu en Afghanistan le commandant

Massoud et M. Hekmatyar

Le chef da Hezb-i-lalami. M. Gulbuddin Hekmatyar, et son principal rival, le commandant Ahmed Shah Massoud, ministre de la défense, ont accepté, jeudi 21 mai, les termes d'un accord sur un plan de paix «permanent» pré-senté par un comité de médiation de trente et un membres dirigé par le commandant Jalaluddin Haq-qani. Ce dernier a déclaré que les forces rivales évacueront la capitale d'ici une semeine et que leurs armes lourdes « deviendront propriété du gouvernement».

L'accord signé par MM. Hekmatyar et Massoud, qui ne se sont toujours pas rencontrés, prévoit également la mise en place d'une zone-tampon contrôlée par une force « neutre », afin d'éviter tout nouveau dérapage. « Lossque nous pour le par le page » des page nous page » l'accorde nous pa nouveau dérapage. « Lorsque nous penserons qu'il n'y o plus de danger d'affrontements, cette force sera pla-cée sous l'autorité du ministère de la défense», a indique l'adjoint de M. Haqqani, le général Safi,

Une zone d'ombre demeure tou-tefois en raison de l'ebsence de toute référence à la milice ouzbèke du général Dostom, qui contrôle aujourd'hui de nombreux points stratégiques à Kaboul. Le Hezb a exigé à plusieurs reprises le départ des miliciens ouzbèks, ralliès au commandant Massoud au moment de la chute du régime Nejibullah, mais sans obtenir satisfaction. A l'annonce de l'accord, des scènes de liesse ont eu lieu dans les rues de la capitale, faisant retomber la tension qui prevalait malgré le ces-sez-le-feu conclu depuis deux semaines. - (AFP, Reuter.)

#### A Los Angeles

#### L'un des quatre policiers acquittés sera rejugé en octobre L'un des quatre policiers blancs

filmes en train de passer à tabac un antomobiliste noir sera jugé à nou-veau, mais cette fois à Los Angeles même, où se sont déroulés les faits en mars 1991, a décidé, vendredi 22 mai, un magistrat de cette ville. M. Stanley Weisberg, juge de la Cour supérieure de Californie, a fixé au 19 octobre le second procès de Laurence Powell qui sera jugé pour «violences commises sous le couvert de l'autorité». Un jury de Simi Val-ley, une banlieue blancbe de Los Angeles, avait acquitté le 29 avril les quatre policiers, décienchant les émeutes raciales les plus graves depuis la seconde guerre mondiale, et ne s'était pas prononcé sur ce chef d'inculpation concernant le seul Laurence Powell. A l'audience, l'avocat du policier a soutenu que son client ne pourrait pas avoir un procès équitable à Los Angeles où, selon lui, un jury serait enclin à le déclarer coupable pour éviter de nouveaux troubles. Le procureur a eependant fait valoir que le deuxième procès de M. Poweli devait se dérouler dans une zone urbaine « où toutes les communautés sont représentées».

D'autre part, le bilan des émeutes a été porté, vendredi, de 58 à 59 morts à la suite de la découverte d'un cedavre caleiné dans les décombres d'un immeuble détruit par un incendie à South Central, un des ghettos noirs de Los Angeles. - (AFP.)

□ RUSSIE : retour de Mª Solie nitsyne à Moscon. - M- Natalia Solienitsyne, l'épouse de l'écrivain russe en esil, est arrivée à Moscou, vendredi 22 mai. Accompagnée de ses trois fils, M= Soljenitsyne a effirmé à la télévision que son mari a déjà « pris la décision de revenir», sans préciser de date.

#### Après deux jours d'âpres négociations

### « Statu quo » en trompe-l'œil à l'OPEP

Réunis à Vienne, en Autriche, pendant deux jours, les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont séparés, vendredi 2 mei, sur un accord qui prévoit le maintien du plafond de production actuellement en vigueur. La procheine réunion. prévue le 16 septembre à Genève, fixera le niveau de production du quatrième trimestre

de notre envoyé spécial

A première vue, rien de bien neuf n'est sorti de cette 91 confé-rence de l'OPEP; l'Organisation des treize pays conserve, au moins pour un trimestre (le troisième), le

pour un trimestre (le troisième, le plafond de production de 22,982 millions de barils par jour qu'elle s'était fixé en février au titre du deuxième trimestre de 1992, Mais, premier coup de canif, une place à part est réservée an Koweit en reconstruction qui se voit accorder comme il le réclamait haut et fort le droit d'accroître en toute liberté sa production de pétrole brut. De 1 million de barils/jour au conrs du deuxiéma trimestre, celle-c devrait passer en moyenne à 1,2 million, voire davantage, au cours des trois prochains mois.

Plus inquiétant pour la crédibilité de l'Organisation, l'Arabie saoudite, qui représente à elle seule le tiers de la production de l'OPEP, récuse toujours son quota (7,88 millions de barila/jour), l'esti-mant trop bas comparé aux capacités de production du royaume. Riyad avait émis des a réservers en février sur ce point. Elles restent d'actualité : le communiqué final de la conférence de Vienne en

Idem pour l'Iran, mais sur un autre plan. A la réunion de février, Téhéran avait critique le plasond de production OPEP, fixé trop haut, selon i'Iran, pour favoriser une remontée de prix du brut. Trois mois plus tard, l'Iran n'a pas varié d'un iota et a tenu à le faire

savoir. Les « réserves » émises en février par Téhéran font l'objet d'un rappel.

L'Irak, de son côté, n'a pas émis de réserves mais, de façon plus radicale, a rejeté en bloc la résolution finale. À en croire le docteur Subroto, le secrétaire général de l'OPEP, le différend serait minime. Les trakiens, a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse, tenaient à ce qu'il soit précisé dans le texte de la résolution finale que, dans la foulée d'une – hypothétique – levée de l'embargo contre le résime de Basdad, une conférence régime de Bagdad, une conférence de l'OPEP serait convoquée. Or, les autres membres de l'Organisation ont finalement refusé, un tel ngagement ayant déjà été pris à la récédente réunion.

#### «Agent des Etats-Unis»

La version irakienne est radicalement différente. Usant d'un langage fort peu diplomatique, le ministre trakien du pétrole, M. Osama Al-Hiti, au cours d'une conférence de presse improvisée, e'en est violenment pris à l'Arabie saoudite - «agent des Etats-Unis» - l'accusant « d'avoir bloqué un accord véritable par son attitude

Le fait est que l'Arabie saoudite est le principal bénéficiaire de cette ce en trompe-l'œil. Certes, Riyad n'a pas réussi à se voir reconnaître un quota officiel de 8 millions de barils/jour. Mais, le premier producteur de l'OPEP – et l'un des rares à disposer d'une marge de production confortable -va tirer profit de la croissance attendue de la demande au troisième trimestre. Au cours des prochaines semaines, pronostiquent les milieux pétroliers, les Saoudiens vont probablement relever leu niveau de production (8,3 millions une source privée) et, par ailleurs, accroître leurs stocks. Riyad écoulera ceux-ci progressivement lors-que les prix, tirés par la demande, auront atteint leur niveau optimal avec la fin de l'été.

**JEAN-PIERRE TUQUOI** 

#### Controverse autour de l'influence des cadres

### Deux responsables du Parti communiste critiquent la CGT

Deux actuels responsables dn Parti communiste - MM. René Le Guen, membre du bureau politique, et Michel Dauba, membre du comité central - et anciens dirigeants du l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT) viennent d'adresser à la direction de cette fédération une lettre dans laquelle ils font état d'un risque de e basculement interne ».

A quelques semaines do onzième congrès des cadres CGT qui s'ouvrira à Nanterre le 17 juin, ces dirigeants «historiques» (M. Le Guen fut le premier secrétaire général de l'UGICT, de 1963 à 1982) redoutent que t'influence grandissante des cadres et techniciens dane l'organisation ne remette en cause son « caractère de classe». Soueieux de « préserver l'enracinement identitaire d'origine » de la CGT, ils dénoncent « une orientation, des pratiques et un climat » qui leur inspire «inquiétude et interrogation».

Cette lettre, diffusée dans toutes les fédérations d'industrie, a suscité une réponse assez sèche, rejetant « les consells » des anciens dirigeants, de la part du bureau de l'UGICT dont les responsables M. Alain Obadia, actuel secrétaire général, et Ma Maîté Demons, qui doit lui succéder - figurent parmi les a modernistes » les plus en vue. Le bureau confédéral de la CGT a

lui aussi réagi en adoptant le 30 avril une déclaration affirmant sa « parfaite hormonle avec les objectifs proposés par la direction de l'UGICT » et soulignant que « tout ce qui pourra entraver et faire. obstacle au débat démocratique (...) sera très fermement rejeté».

Cette passe d'armes entre l'UGICT et deux personnalités qui disposent d'un indiscutable prestige au sein de la CGT mais n'ont désormais de responsabilités qu'au sein du Parti communiste réflète les réseves que manifeste la direction du PCF à l'égard du souhait, exprimé lors dn 44 congrès confédéral de janvier, de desserrer les liens traditionnels avec la Place du Colonei-Fabien. Elle auggère également que - fait nouveau - les débats internes à la CGT se règient désormais... à l'intérieur de la CGT et non plus au comité central.

Cette controverse recouvre aussi des divergences de fond autour du a rôle. dirigeant de la classe ouvrière ». « Les diversités qui traversent le monde du travail (...). loin d'être un handicap pour le développement de la CGT, constituent au contraire une richesse dont ll faut nous emparer pleinement», affirme le texte préparatoire au congrès de l'UGICT. Apparemment, certains à la CGT n'en sont nas tout à fait convaincus.

JEAN-MICHEL NORMAND

□ Les journalistes d'Antenne 2 votent une motion de défiance à l'égard de leur directeur. - Par 133 voix sur 163 votants, les journalistes d' Antenne 2 ont vote, vendredì 22 mai, un texte de défiance vis-à-vis du directeur de l'information d'A2 et de FR 3. «La rédaction d'Antenne 2 ? exprime sa défiance à l'encontre d'Alain Denvers, de ses décisions et du flou entretenu depuis cinq mois autour de son projet. Elle exige d'avoir immèdiatement communication du détail de son projet rédactionnel afin de pouvoit se déterminer et d'établir ses propres. propositions », dit ce texte

## Du crime mafieux au terrorisme

ASSASS VAT IN THE PET acceptate 1930 To a fact the same of the same I factil first goal it is a distant SSUES TOS SUITE POPE SE LE LE PRESENTE les graves problèmes : ........ מכת לברום 's במוצר בניים

Distord garte que la el mases ore de Palerme ) La Servicio. Seule des regionants in the place and quels 50 1975 2 10 10 21 2 18 Mafia, aven an mare e in a assassinata par in hara la seula Sicula inur in que ince Con est 23550 14.27 6:1 73277 d'un social damece a's . "air#" adu como materios a o farette arrida mañaozo Мото оз се далжа rouges, lattassees as hit be cur. gues at 12-70 rennemen de pleman allamil : armen ent billions auss: (bir 5271 - 2712 1. 54 techniques director e in trelaires, leagueries (Acipeliant ON BREETS COL. IN PL ME Grande-Bratagna et Jo 17 4 4" Espagne, que el elémetes Aperica : o = 10 ut resistmone

THE PARTY WAS

British Control William

y photo a

WHITE THE BY

1.474 Ser. 12

The Property

产业节期 经实验的

Net to the this

中ではないとのなる

BEATT OFFICE TO

THE PARTY AND THE

ALL SERVICE

AND THE RESIDENCE

TOTAL STATE

CONT.

the service facilities

Total Britis 😻

THE A SECTION

THE PROPERTY OF

THE YESTER MAY

CANS deals 3 survey makes a beau are, some continue warmations is any new asserts financière se la sialinia mila si gi est pas mains 4 22 ".... uns ins carrels de la drogue et la sui de Medellin pratique en l'accordent le Mais il s'agir la de part qui There monde. Le cas is at decarte d'autant plus parm, es urandes democraties industries on gue fa Peninsula est acuden est aprotes dans la Communació entre pienne, que son économie est 🛎 busième des Daurs en integratace at time des pris timeme Nes. A l'heura de l'izzationhi et defener grand marchin everypeen. d serait temps / d nublier Palerme a, done his cratiques for singulièrement « réline »

in fait, le problème est avent ton politiqua, Maigre i eme! gate episodique in anticone et ann bi la general Da. a Cruesa second if y a bienthy fire and. that itshan ear to victim o chin gidne q'un skateure Contembre take matable, word out a country nazione politicionines. Imais ausi secoué de complete despré Comme on 12 At Aret : 41222

ES Bactions 'Agraintmen de desce for Soulement - Cabra Mement de la la Sattianta 210 2 mais encore, aunc . Sme-Tence ligues régionales la timestat du page entre un Sud udrigrend parla Maña er un Nord udrigrend de page entre un Nord udrigrend Andale de la corrupt on a Milan montré que lo .- 3: est o:es fapandu qua ne la croiens las

Le juge Falconn Latare La même d'una a longue gracies a contre la Mafia. Com: Errosass a la 1844 Mafia. Com: Errosass a Itete est a Roma s. Ne devait-il pas consister dun. \$1.1 les trois Cents distante deux mafigur dont il aver actor in condamnation lets the man prodisames sont à co jour encore en disames au 1807 seule disames en contra disames en dautres héros comma im pager l'abcés. Si aussi un mei l'apper de la succi un président qui raque en rester : socie fort longieur en rester : spotiche a l'ongiampa une

Lire page 3 les articles de MARIE-CLAUDE DECAMPS

## SOMMAIRE

Il y a daux cents ana, la début de la

#### ÉTRANGER

La fin du sommet de La Rocheile 3 La Serbie de plus an plus isolée sur la scène internationala ....... Signature du traité russo-polo-Thallande : le général Suchinda Krapayoon ast acculé à la démia-Loin des capitales : « Les braisae

L'éventuella inculpation du miniatre de la ville : lee déclarations de M. Barnard Tapla auscitant de vives réactions dans la magiatra-Livres politiques : « Corruption : le modàle français », par André Lau-

La réunion du comité directeur du PS : les socialistes définissent leur stratégie via-à-vis des écolo-Quand l'extrêma droite dialogua avec la PCF : lea curieuses rencontres du « PIF »......

#### SOCIÉTÉ

Un antratien avec le docteur Gilbert Gérard, directaur du CDTS de la Réunion, suspendu par le ministre da la santé...... Le tirege des Internationaux da Roland-Garros...... Le Syndicat des commisseirea choisit la voia de l'ouverture .... 12 Aprèa son congrès de Nancy, la SGEN-CFDT déboussolé......... 12

### HEURES LOCALES

Le départ de la 8- division d'in-

anterie du département de l'Aisne

 Polygamia communala en Bretagna e Bordeaux cherche un architacte-urbaniste • Déhat : « Prévanir la surandattamant des communes», par Michel Klop-

#### CULTURE

Las collections du musée de Lodz Ubu roi à la Salle Gernier.......... 13

#### L'Asia vue par Max Pam, photo graphe australien..... ÉCONOMIE

L'échec d'Adidas... Réunia à Lisbonne, las pays dona teurs réexaminent leur aide à l'ex

Las dockara relancent leur mant que la France at la CEE ont eédé aux Américains ...... 17

Revue des valeure ...... 18 Crédits, changes, grends mar-

### Services

Abonnements. Météorologie Mots craisés Télévision..

> La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporta un cahier «Radio-télévision»

Le numéro dn « Monde » daté 23 mai 1992 a été tiré à 491 562 exemplaires.

### Pour la surveillance routière

#### L'armée de terre française achète vingt-quatre ULM

D'ici à 1994, l'armée de terre française sera dotée de vingt-quatre ULM (ultra légers motorisés) non ermés, ponr ses besoins de eom-mandement. Déja, quatre ULM, qui sont en quelque sorte des ailes volantes à moteur, ont été livrés au 602 régiment de eirculation rou-tière. Le coût d'un ULM équipé pour les besoins de l'armée de terre est de 250 000 F environ.

A l'origine, les forces spéciales, qui sont des unités pour l'estion clandestine, avaient exprimé le souhait de disposer de ces ULM d'emploi relativement discret. Une expérimentation n'a pas permis d'aboutir à une bomologation opé-

C'est l'arme du train, spécialisée dans la circulation et le transport, qui a ensuite lancé une nouvelle expérimentation plus concluante, Finalement, le concept retenu est celui d'un ULM non armé (il n'est pas considéré comme un outil de combat) qui peut servir d'instrument pour la circulation routière.

Dans les régiments de circulation routière et les escadrons de circulation au niveau de la division, les pilotes d'ULM seront chargés de reconnaître les terrains, les itinéraires on les zones logistiques et d'y guider les convois au profit du commandement sur les arrières du dispositif. Ces ULM, sur le modèle Balerit 2 axes, seront tractés par des véhicules tout terrain Peugeot P4. Ils seront equipés de moyens radio importants pour dieloguer avec les PC et les convois qu'ils seront charges de surveiller. Après les quatre appareils dejà reçus, le train, qui met en service ces ULM, doit en avoir cinq nouveaux cette année, sept en 1993 et, enfin, huit

## MANOIR DU CLEUZIOU - LOUARGAT



# 22540

HÔTEL \*\* 25 chambres Dans un cadre du 17º siècle -RESTAURANT MENU - CARTE TENNIS-PISCINE